

la vérité

revue trotskyste

hiver 1962 — 2 NF — N° 523

pour la démocratie ouvrière

•
u.r.s.s. — algérie — guinée

•
une nouvelle russe inédite

Marguerite ROSMER (1878 1962)

Nathalie TROTSKY (1882-1962)

A trois jours d'intervalle, ces deux femmes, ces deux amies, témoins, et actrices de plus d'un demi-siècle de luttes ouvrières, se sont éteintes, le 20 et le 23 janvier 1962, à Paris.

Marguerite Thévenet avait été l'une des très rares femmes à résister, dès le début de la première guerre mondiale, à l'hystérie chauvin. Organisatrice, en 1920, du premier train de vivres pour la Russie soviétique durement frappée par la famine, elle a consacré sa vie à la solidarité des opprimés. Compagne du syndicaliste révolutionnaire Alfred Rosmer, qui fut le premier membre français du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, elle vécut avec lui ce **Moscou sous Lénine** dont il nous a donné, trente ans après, l'image probe et vivante, puis les longues années de luttes contre la bureaucratiation du mouvement syndical. Que l'auteur du **Mouvements ouvrier pendant la guerre** veuille bien trouver ici l'expression de notre profonde sympathie devant la perte irréparable qu'il a subie.

Nathalie Sedova a survécu plus de vingt ans à Léon Trotsky, dont elle partageait la vie et l'action militante depuis 1902 — de l'exil parisien à la présidence du soviet de Pétrograd en 1905. — du nouvel exil à la direction, aux côtés de Lénine, de la première révolution prolétarienne victorieuse — puis à l'organisation de l'opposition léniniste à la contre-révolution stalinienne, et au troisième exil, le plus long de leur vie, cet exil qui fut, à partir de 1927, une course errante de pays en pays sur la « planète sans visa », cependant qu'étaient jetés les fondements de la nouvelle Internationale.

A cette lutte, où se joue le destin de l'humanité, Nathalie Trotsky avait tout sacrifié. Elle vit périr, sous les coups du despote du Kremlin, ses deux fils avant leur père. Pourtant, trois mois seulement après l'assassinat du fondateur de l'armée rouge, elle concluait un récit du crime en ces termes :

« L'humanité future connaîtra un monde d'où toute violence sera bannie. Cela aussi, Léon Davidovitch m'a appris à y croire. »

Ces lignes résument parfaitement le sens d'une vie consacrée à la cause des opprimés.

NOTES ÉDITORIALES

COMME elles rendent un son étrange, toutes ces déclarations qui, à l'annonce de la phase finale de la guerre d'Algérie, ont consacré l'unanimité nationale derrière le général De Gaulle... Étrange à première vue, tout au moins.

L'U.N.R. et le M.R.P., oubliant que leurs dirigeants furent les plus farouches partisans de l'Algérie Française, se félicitent, au même titre que M. Mendès-France, qui, pour sa part :

« se réjouit sans réserve qu'approche la fin du drame sanglant qui éprouve ce pays depuis sept ans » (Le Monde du 27 février).

Le distingué leader radical, aujourd'hui membre éminent du P.S.U., compte bien que ses auditeurs ont oublié ce président du conseil qui, le 12 novembre 1959, affirmait :

« Qu'on n'attende de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle... On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation et l'intégrité de la République. Entre l'Algérie et la métropole, il n'est pas de sécession concevable. » (Déclarations de Pierre Mendès-France à l'Assemblée Nationale.)

M. Etienne Fajon, directeur de L'Humanité, n'est pas moins content :

« La proclamation du cessez-le-feu en Algérie, annoncée comme prochaine, réjouit sans réserve d'abord les communistes qui luttèrent contre la guerre depuis le premier jour. » (28 février.)

Et M. Maurice Thorez, dans un discours prononcé à Avignon, déclare :

« On annonce qu'un accord est sur le point d'être conclu entre le gouvernement de notre pays et le G.P.R.A. Si un tel accord est conclu, nul plus que nous ne s'en réjouira. Comment pourrait-il y avoir chez nous la moindre hésitation, quand nous voyons les hommes qui dirigent notre pays être obligés d'en venir à la seule solution raisonnable et possible, à celle que nous préconisons dès le début de novembre 1954. » (L'Humanité du 26 février.)

M. Maurice Thorez a, lui aussi, la mémoire courte. Le 8 novembre 1954, une résolution du bureau politique du P.C.F. affirmait notamment que :

« Le Parti Communiste Français, qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de sa solidarité, etc. »

Le P.C.F., qui n'élèvera pas la moindre protestation lorsque le F.L.N. utilisera la tactique petite bourgeoise du terrorisme aveugle, condamnait, le 1^{er} novembre, le début d'une insurrection qui, au travers de toute l'Algérie, s'était manifestée par toute une série de coups de main contre les casernes et les postes de police. Il qualifiait ces actes d'« attentats individuels », insinuant même qu'ils auraient été fomentés par les pires colonialistes ! A cette époque, le P.C.F. (pas plus que la bourgeoisie française) ne comprenait la portée de ces événements. Il s'attendait à ce que l'insurrection soit brisée par la répression comme en mai 1945. Les dirigeants staliniens condamnaient, en conséquence, ce qui était en réalité le début de la révolution algérienne.

Quant au comité directeur de la S.F.I.O., également atteint d'amnésie, il ne se souvient plus que les « pouvoirs spéciaux » de guerre totale ont été présentés au parlement, en mars 1956, par un gouvernement que présidait M. Guy Mollet :

« Le comité directeur de la S.F.I.O. ayant pris connaissance des informations relatives aux conclusions des travaux du C.N.R.A., le Parti Socialiste, qui n'a jamais cessé de travailler à une paix négociée, souhaite que la poursuite des pourparlers permette un aboutissement rapide » (Le Monde, 2 mars 1962.)

M. André Delcroix, dirigeant du P.S.U., intellectuel ex-stalinien, n'entend pas lui non plus être en reste. Editorialiste de France-Observateur (1^{er} mars 1962), il délire :

« Nous voici donc près de l'accord franco-F.L.N. C'est un accord qui met fin à une guerre de sept ans... Nous saluons donc avec joie le cessez-le-feu et les accords franco-F.L.N. »

Cette réconfortante unanimité nationale trouve d'ailleurs une confirmation, s'il en était besoin, dans le soutien sans réserve apporté à l'échelle internationale à la solution De Gaulle par Kennedy comme par Khrouchtchev, par Bourguiba comme par Tito, Hassan II, Sekou Touré, la Cité de Londres et le président du Ghana, M. N'Krumah.

*
**

C'est une chose entendue : l'état de paix est préférable à l'état de guerre. La fin de la guerre d'Algérie ne peut être accueillie qu'avec le plus profond soulagement. Et pourtant, poser ainsi le problème c'est enserrer les peuples dans un faux dilemme et s'interdire de comprendre la signification des accords France-F.L.N. Car

aucun homme politique, aucun général — pas même un Salan — ne fait la guerre pour la guerre; il fait la guerre pour la gagner, donc pour rétablir la paix — une certaine paix. Il est donc nécessaire d'apprécier la guerre et la paix autrement qu'en termes humanitaires, si immédiatement ressenti par tous que soit le passage de l'état de guerre à l'état de paix.

Si l'on en croit J.-F. Chauvel, journaliste du Figaro, qui a suivi pour le compte de son journal les travaux du C.N.R.A. :

« M. Benkheda, montrant en cela l'étoffe d'un véritable homme de gouvernement, aurait répondu, ramenant le débat à la réalité, imperturbablement et d'une voix égale aux objections souvent formulées sur un ton passionné et en termes parfois violents: "Frère, je t'ai écouté patiemment. Quelle autre solution proposes-tu?" »

Réponse remarquable, qui mérite d'être soigneusement analysée, tant elle fournit une précieuse clé pour comprendre l'impasse dans laquelle se débat, avec la révolution algérienne, le prolétariat français. M. Benkheda est-il en droit d'enfermer dans un tel dilemme ceux des membres du C.N.R.A. qui exprimaient à Tripoli quelque doute sur la nature du compromis en cours de réalisation entre le F.L.N. et le gouvernement français? En d'autres termes, le président du G.P.R.A. a-t-il cherché à réaliser une autre solution?

Le 1^{er} novembre 1954, les Algériens ont déclenché une insurrection pour recouvrer, avec l'indépendance nationale, le droit à la vie. Le contenu social de la révolution algérienne, c'était, c'est encore, l'expropriation des trusts, la réforme agraire par la remise gratuite aux fellahs des terres confisquées aux grands propriétaires européens et musulmans. Bien qu'en termes équivoques (dans la mesure où il n'était pas précisé qu'une véritable réforme agraire ne saurait être réalisée autrement que par la nationalisation, sans indemnité ni rachat, des grands domaines), la plate-forme adoptée par le congrès du F.L.N. de la Soummam (20 août 1956) établit que :

« La population paysanne est profondément convaincue que sa soif de terre ne pourra être satisfaite que par la victoire de l'indépendance nationale. La véritable réforme agraire, solution patriotique de la misère des campagnes (algériennes), est inséparable de la destruction totale du régime colonial. »

Mais le projet d'accord franco-algérien, négocié dernièrement, stipule, selon le journaliste stalinien R. Lambotte qui s'en félicite, que « l'Etat algérien s'engage à respecter tous les biens français; les terres... pourront être rachetées par l'état algérien ».

Le journaliste G. Mathieu, dans Le Monde du 7 mars 1962, précise que « seront respectés tous les droits acquis, et non pas seulement ceux qui l'ont été de façon "légitime". »

Les « liens nouveaux » entre la France et l'Algérie, préconisés par les stalinien-
et progressistes de toute obédience, trouvent ici leur véritable signification. Il suffit
d'observer que, dans aucun pays ex-colonisé, une réforme agraire basée sur l'indem-
nisation des grands propriétaires n'a apaisé la « soif de terre » des paysans dépos-
sédés. Cela est vrai pour les Indes, l'Iran, la Tunisie, le Maroc... partout !

*
**

« Mais les Algériens pourraient-ils, après sept années d'une guerre horrible, refuser de signer le compromis ? » A nouveau, une telle question n'est posée qu'afin d'enfermer les travailleurs français et algériens dans un faux dilemme. En effet, reportons-nous au programme de Benkhedda, Yazid, Lahouel, Kiouane, tel que ces derniers l'ont défini en août 1954. Dans le rapport qu'ils ont présenté au congrès des centralistes (tendance du M.T.L.D.), les futurs membres du G.P.R.A. écrivaient : « ... Le mouvement national doit s'efforcer d'occuper une plus grande place dans le domaine réservé à l'impérialisme », car pour « influencer sur les faits réels, il faut savoir leur obéir ». Les faits réels, dans l'Algérie de 1954, c'était la gestion « humc-nitaire » de Jacques Chevallier — qui amenait les conseillers municipaux centralistes à prendre la responsabilité de l'expulsion par centaines des musulmans logeant dans les bidonvilles pour reloger quelques dizaines de leurs amis politiques dans les cités édifiées par le « libéral » maire d'Alger.

« Le parti révolutionnaire », poursuivaient les centralistes, « doit tenir compte des forces se trouvant hors de lui, et voir avec bienveillance tout progrès qui s'y fait, même sans son influence. Le progrès se constate en occupant une plus grande place dans un domaine partagé avec l'impérialisme ou occupé exclusivement par lui ».

Plus de sept années ont passé, depuis que ces lignes ont été écrites. Le peuple algérien a combattu pour l'indépendance, la terre et la liberté. La « place » que s'approprient à « occuper, dans le domaine exclusivement occupé par l'impérialisme », les dirigeants centralistes de l'époque, devenus ministres du G.P.R.A., sera incontestablement plus grande que celle qu'ils osaient escompter à la veille du 1^{er} novembre 1954. Mais les « faits réels » de 1962 démontrent que le F.L.N., organisation de la petite bourgeoisie musulmane, encadrant le prolétariat algérien et l'immense masse des fellahs affamés de terre, a conduit le combat émancipateur dans les voies de la conciliation avec l'impérialisme. Les centralistes ont réalisé dans ses points principaux leur programme de 1954. Les positions du capital financier seront garanties, la terre ne sera pas expropriée et distribuée à ceux qui la travaillent ; l'ordre bourgeois sera protégé par le futur état algérien, édifié dans la collaboration franco-F.L.N., qui garantira la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme.

A la question qu'aurait posée M. Benkhedda à ses camarades qui s'interrogeaient sur la portée des accords, il est possible de répondre. Le président du G.P.R.A., M. Benkhedda, a dirigé la lutte du peuple algérien dans la voie de la réalisation de la solution que le centraliste Benkhedda formulait avant le 1^{er} novembre 1954. Le peuple algérien, lui, au prix d'immenses souffrances et de pertes innombrables, a cherché les voies d'une « autre » solution et sera, à l'étape suivante, amené à établir le bilan des sacrifices consentis et des résultats obtenus.

*
**

Les valeureux intellectuels progressistes français sont parfaitement satisfaits. Ils ont enfin remporté une victoire : le « compromis révolutionnaire » franco-F.L.N. est « salué avec joie » par Delcroix parce qu'il lui permettrait de porter une botte mortelle à l'« internationalisme hérité de la tradition léniniste », car la révolution algérienne n'était pas liée par une sorte de fatalité historique à la révolution en France. Au vrai, le même mot n'avait ni le même sens, ni le même contenu pour le nationalisme algérien et pour la gauche française. La révolution algérienne va prendre en main l'Algérie, elle va pouvoir se définir dans les faits, « etc., etc. ».

Qu'importe si De Gaulle, nul n'en peut douter, sera renforcé par la solution bourgeoise de la guerre d'Algérie que consacre l'accord qu'il va signer avec le F.L.N., si les fellahs algériens continuent à être affamés de terre, et l'ouvrier français exploité, M. Delcroix a remporté la bataille contre « Lénine ». On resterait confondu par cette philosophie d'esclaves, baisant la main d'un maître qui ne les ménage pourtant guère, si l'expérience n'avait prouvé que la plupart des intellectuels ex-staliniens ont appris, au contact de l'appareil, l'art et la manière de justifier n'importe quelle capitulation.

En vérité, les dirigeants des appareils (et les progressistes) ont, en France, étouffé les possibilités révolutionnaires inscrites dans l'insurrection algérienne du 1^{er} novembre 1954, parce que, ainsi que vient de le réaffirmer à nouveau M. Waldeck-Rochet (France Nouvelle du 28 février) :

« Dans la situation actuelle en France, il ne s'agit pas de choisir entre le capitalisme et le communisme, mais entre la démocratie et le fascisme. »

Et, pour prouver que le choix n'est même pas entre « la démocratie et le fascisme », Waldeck-Rochet apporte l'appui du P.C.F. à la politique algérienne de De Gaulle, accusé pourtant d'être le fourrier du fascisme !

M. Edgar Faure, qui dirigeait le gouvernement lors des grèves généralisées d'août-septembre 1955, recevant la délégation du comité de grève de Nantes, lui assénait cet argument, à ses yeux irréfutable :

« Mais vous rendez-vous compte de ce que vous faites ? Vous m'obligez à dégarnir le front algérien en prélevant 10.000 C.R.S. d'Algérie pour les concentrer dans la région de Nantes. »

Le leader bourgeois Edgar Faure comprenait, à sa manière, bien mieux que Delacroix et Waldeck-Rochet, le lien intime entre la révolution algérienne et la « révolution française », au moment même où la volonté de lutte des jeunes travailleurs français s'exprimait dans l'action directe.

Le professeur Duverger, maître à penser de la gauche française, réalisait, lui aussi, fort bien l'enjeu et la finalité de la guerre d'Algérie quand il écrivait, dans *Le Monde* (22 février 1957) :

« Pour qu'une solution de compromis puisse être acceptée par les insurgés, il faut que leurs chefs aient assez d'intelligence politique pour en comprendre eux-mêmes la nécessité, et assez de prestige et d'autorité pour la faire accepter par leurs troupes. Plus encore que la première, la seconde condition ne paraît pas remplie... Cette double impuissance (des chefs du F.L.N. à l'égard de leurs troupes et de notre gouvernement à l'égard de l'opinion publique), risque de faire évoluer la rébellion vers une situation de type hongrois. La France a donc le même intérêt que les dirigeants nationalistes à empêcher que l'Algérie ne s'enfonce dans une révolution spartakiste échappant au contrôle de ses propres chefs. »

Il aura fallu cinq années supplémentaires de guerre et l'accession au pouvoir de De Gaulle, le 1^{er} juin 1958, pour qu'il soit possible d'imposer aux peuples français et algérien cette solution de compromis qui a écarté pour l'Algérie (et pour la France) le spectre de la révolution prolétarienne. Il aura fallu, pour éloigner la menace d'une « révolution spartakiste », que les « chefs » des organisations ouvrières traditionnelles ligotent solidement le prolétariat français, pour que celui-ci ne puisse intervenir par son action de classe dans le règlement final de la guerre d'Algérie.

*
**

Et pourtant ! Le 13 février 1962, la classe ouvrière s'est tout de même rassemblée dans une manifestation de masse. Cinq cent mille travailleurs ? Un million ? Peu importe ! Après le 13 février, une possibilité s'était ouverte : tous les calculs de la bourgeoisie pouvaient encore être déjoués, et De Gaulle a dû réexaminer tous ses plans. Néanmoins, tout reste en l'état. Partis politiques, dirigeants, journalistes, avec la plus extrême prudence, ont cherché à tirer les leçons d'un événement, de l'événement qui a vu sur le pavé de Paris le prolétariat surgir sur son propre terrain de classe. De tous côtés, on s'efforce de faire tomber le plus épais silence sur le 13 février et les huit morts du 8 février, qui ont pris place dans la rubrique des faits divers, tant chacun — des staliniens aux bourgeois — évite de faire allusion à ces très récents événements. En dépit de tout, il reste que

les travailleurs parisiens ont suivi en masse le cortège qui menait leurs morts au Père-Lachaise. Et cet acte, qui n'est pas encore une action, doit être soigneusement analysé.

Un cliché est couramment employé : « De Gaulle est prisonnier de ses origines », c'est-à-dire du coup de force du 13 mai 1958. Cela n'est vrai qu'en partie, car le pouvoir gaulliste a une double origine : d'une part, l'intervention de l'aile ultra de la bourgeoisie, qui entendait maintenir l'Algérie française, et, d'autre part, la politique des directions ouvrières, qui a entravé toute mobilisation des masses dans les semaines qui ont précédé le 1^{er} juin. Le rôle joué par Guy Mollet, en mai 1958, est suffisamment clair ; celui de F.O. également. Celui du P.C.F. ne l'est pas moins. Après d'innombrables appels au calme — après le vote unanime de confiance de l'assemblée nationale à l'armée de Massu-Salan — après le vote de la confiance et des pouvoirs spéciaux au « républicain » Pflimlin — Benoît Frachon, le 30 mai 1958, a refusé d'appeler les travailleurs à se joindre à la grève générale décidée par les enseignants ; et, le 2 juin, tandis que les députés stalinien siégeaient paisiblement à l'assemblée nationale lors du débat d'investiture, le P.C.F. organisait une manifestation limitée aux seuls militants du parti ; les masses étaient absentes. L'« honneur était sauf » : le P.C.F. s'était battu dans la rue, les ouvriers, qui avaient décidé de rester chez eux, convaincus, après trois semaines de passivité de leur part, que les dirigeants ne voulaient pas de bataille sérieuse, porteraient la responsabilité de leur « passivité ». Thème sur lequel les petits bourgeois sociologisant du C.N.R.S., à la Serge Mallet, allaient abondamment broder. De Gaulle, édifiant son pouvoir bonapartiste au-dessus des camps antagonistes, tout en s'appuyant alternativement sur chacun d'eux, a donc pris en charge la sauvegarde de la société bourgeoise. La solution de la guerre d'Algérie exigeait que soit remise au pas l'aile ultra de la bourgeoisie française : les directions ouvrières officielles, enfin tranquillisées du côté des masses, convaincues que celles-ci ne seraient plus en mesure de mettre à profit les déchirements internes de la classe dominante pour faire irruption sur la scène, ne marchandèrent pas leur appui à De Gaulle, notamment le 1^{er} février 1960 et en avril 1961. Le président de la cinquième république n'hésita donc pas à s'appuyer, en cas de besoin, sur le « camp ouvrier » (ou plutôt sur sa direction bureaucratique), laissant subsister un mouvement ouvrier « indépendant » prêt à se laisser utiliser pour la défense de l'état. Mais la fin de la guerre d'Algérie aiguise les contradictions au sein de la classe dominante, et de l'appareil d'état : l'O.A.S., si elle n'a pas une base de masse en France, en possède une en Algérie ; par ailleurs, une partie des cadres de l'armée et de la police subit son influence. De Gaulle est donc mis dans l'obligation d'imposer à son aile ultra sa solution, seule conforme aux intérêts d'ensemble de la bourgeoisie française ; il lui faut alors se retourner contre les masses, auxquelles le règlement de comptes du gouvernement avec l'O.A.S. pourrait fournir une occasion d'intervenir.

C'est pourquoi l'on a vu reflourir les projets d'intégration des syndicats à l'état, dans le cadre d'un sénat corporatiste, tandis que, pour reprendre en main sa police, De Gaulle mettait sur pied un plan d'offensive contre les travailleurs, visant en premier

lieu les organisations ouvrières ; car celles-ci, par leur seule existence en tant qu'organisations de classe, lieux de rassemblement possibles des travailleurs, constituent, indépendamment de la politique de leurs dirigeants, une menace au moins potentielle. Au moment où la solution bourgeoise de la guerre d'Algérie est en vue, le régime se doit d'affaiblir les deux camps au-dessus desquels s'est élevé son pouvoir. Si le règlement de comptes avec l'O.A.S. est maintenu dans un cadre limité, afin de ne pas désagrégier l'« état », et de ménager le potentiel anticouvrier des forces les plus combattives de la réaction, dans l'offensive contre le mouvement ouvrier, au contraire, les compromis ne peuvent être que temporaires. Des délais n'en sont pas moins indispensables, car De Gaulle n'ignore pas qu'il peut se trouver encore une fois dans l'obligation de rechercher l'appui des organisations ouvrières contre l'aile ultra dans la phase finale de la guerre d'Algérie.

C'est dans le cadre d'une telle analyse que les événements qui se sont déroulés depuis le 17 octobre 1961 peuvent être compris. Les 17 et 18 octobre, De Gaulle, pour l'aider à retrouver sa cohésion, lançait sa police contre les 30.000 travailleurs algériens qui manifestaient à Paris. On peut mesurer les conséquences de cette journée. Un des foyers révolutionnaires du combat du peuple algérien, l'émigration en France, était pour un temps mise hors jeu. Suivirent toute une série de manifestations qui, du 1^{er} novembre au 19 décembre, virent les militants des organisations ouvrières, principalement ceux du P.C.F. (et, dans une moindre mesure, ceux de l'U.N.E.F.) engagés dans des actions de rue. De Gaulle consolida l'homogénéité de sa police contre le mouvement ouvrier, tolérant un jour une manifestation, pour mieux réprimer la suivante. Savante tactique, dont l'objectif est de démontrer aux travailleurs que l'état bourgeois doit rester le seul maître du jeu, et son chef émerger comme l'unique arbitre, maîtrisant l'O.A.S. par les seuls moyens de l'état, et réduisant pour le moment les organisations ouvrières au rôle mineur de force d'appoint, en attendant le moment venu de les désagrégier et de les faire disparaître complètement. La journée du 19 décembre est, à cet égard, particulièrement significative. Le matin, de 11 heures à 11 h. 30, sous le patronage de De Gaulle, les organisations ouvrières appellent à un « arrêt national » de travail contre l'O.A.S. Dans la soirée, De Gaulle réprime la manifestation interdite de la Bastille. Cependant, le 6 janvier 1962, sur un périmètre autorisé par le préfet de police Papon (comme le stalinien Hénaff vient de le confirmer, lors de sa conférence de presse du 9 février), une ou deux dizaines de milliers de militants du P.C.F. manifestent.

C'est alors qu'on arrive au 8 février : les huit morts du métro Charonne pouvaient modifier la situation, car, par centaines de milliers, le 13, les travailleurs occuperont la rue. Une première conclusion s'impose : ces huit morts sont venus « trop tôt » pour le régime. Trop tôt, d'une part, parce que le règlement du problème algérien n'est pas encore consommé et, d'autre part, parce que le formidable défilé des travailleurs parisiens contraint De Gaulle à réévaluer les différents éléments d'un plan dont la réalisation vise à assurer la stabilité de l'état bourgeois par la dictature policière.

Le marxisme enseigne à dégager, d'une multitude de faits et de manœuvres contradictoires, le fil de la compréhension des événements. En mai 1958, le prolétariat français a subi une défaite en laissant passer De Gaulle sans véritablement combattre. Le nouveau rapport des forces entre les classes, né de cette situation, conduit implacablement vers la dictature policière. Le 8 février, un « hasard » a permis aux travailleurs de se rassembler comme classe, dans la rue, le 13 février. Ce hasard n'en est un que parce qu'il a obligé les hommes en place à modifier leurs plans établis, mais n'en est pas un, dans un sens plus fondamental, car la remobilisation de la classe ouvrière, à plus ou moins longue échéance, est inscrite dans la logique des contradictions du régime bourgeois, qui n'ont pas cessé d'exister et de s'aggraver depuis le 1^{er} juin 1958.

Oui, c'est la classe, toutes ses couches réunies, toutes ses tendances fondues, qui a suivi le convoi funèbre. Il y avait là les jeunes et les vieux, les femmes, les employés, les métallos, les cheminots, les facteurs et les contrôleurs des P.T.T., les ouvriers et les techniciens, les « socialistes » et les « communistes », les F.O. et les C.G.T., il y avait avant tout l'immense multitude des travailleurs inorganisés qui font les manifestations de masse.

Le matin du 13 février, en quittant leur domicile, les hommes et les femmes qui allaient composer cette multitude n'étaient encore que des individus subissant le désarroi d'une situation sans perspective. A partir de 9 heures, dans les rues avoisinant la bourse du travail, c'était la classe qui, calmement, sans un cri, se retrouvait au coude à coude. C'était le prolétariat, qui ne se sent pas encore en état de se mobiliser contre la bourgeoisie et son état, mais qui, pour la première fois depuis 1955, s'est retrouvé sur son seul terrain de classe.

Certes, le 13 février 1962, comme le 28 mai 1958, il y avait Mendès-France, Mitterrand, les candidats bourgeois à la succession de De Gaulle — une succession qui n'est pas encore ouverte ! Mais, le 28 mai, 400.000 travailleurs ont défilé pour la défense de la république parlementaire bourgeoise, tandis que le 13 février 1962, des masses encore plus nombreuses sont venues enterrer leurs morts, victimes de la police bourgeoise au service de l'état bourgeois.

Car le 13 février était implicitement dirigé contre De Gaulle, qui reste toujours, pour la bourgeoisie, le seul gouvernement possible pour défendre, non pas tel ou tel intérêt particulier de telle ou telle couche de capitalistes, mais les positions d'ensemble de la classe dominante.

De tous côtés, les représentants de la bourgeoisie, parfaitement conscients de la menaçante signification du défilé, s'efforcent péniblement de démontrer que le 13 février n'était pas dirigé contre « De Gaulle, négociateur du cessez-le-feu », mais contre la seule O.A.S. Ils en appellent à la sagesse des dirigeants ouvriers.

Et c'est là que réside le danger. Car, si des centaines de milliers de travailleurs, le 13 février, se sont rassemblés en tant que classe, ils ne se sont pas mobilisés ce jour-là pour leurs objectifs de classe ; de plus, ils ont défilé sous le contrôle total et absolu du P.C.F., dont l'appareil a pu se permettre de n'assurer qu'un service d'ordre uniquement destiné à encadrer le groupe de tête des officiels.

Deux forces émergent : De Gaulle, et le P.C.F. De Gaulle qui couvre directement le préfet de police Papon et le ministre de l'intérieur Frey, et le P.C.F. qui contrôle les masses et leur interdit toute perspective de lutte contre le régime ; le P.C.F., qui applaudit à la solution De Gaulle de la guerre d'Algérie, et prône « l'appel historique des cent résistants », qui a vu Benoît Frachon, secrétaire général de la C.G.T., signer, avec l'U.N.R. Van der Meersch, par exemple, un appel qui matérialise le soutien le plus direct du régime ; le P.C.F. qui avance avec une prudence au moins égale à celle des hommes politiques bourgeois de toutes tendances. Car ni l'un ni les autres — ni même les révolutionnaires — ne peuvent savoir si, sur le terrain du rassemblement de la classe ouvrière en tant que classe, jailliront ou non des manifestations d'action spontanée qui viendraient concrétiser le sens profond du rassemblement des masses du 13 février ; celui de la lutte directe contre le pouvoir bourgeois. Si cela ne se produit pas, De Gaulle utilisera alors le prestige qu'il aura acquis avec le cessez-le-feu pour mettre au pas la classe ouvrière et ses organisations.

*

**

A présent, il est possible de montrer qu'il n'y a rien d'étrange dans ces témoignages d'unité nationale que nous relevons en commençant ces notes éditoriales. Les appareils ouvriers, ralliés à la défense de l'ordre bourgeois, n'ont pas d'autre choix que de soutenir, sous une forme ou une autre, De Gaulle. Car toute autre solution ouvrirait une crise du système de domination de classe de la bourgeoisie, et celle-ci risquerait de voir son appareil d'état s'effondrer. L'alternative posée par Waldeck-Rochet, « démocratie ou fascisme », n'est qu'un faux-fuyant camouflant la réalité de la soumission du mouvement ouvrier à De Gaulle. Si l'action de classe du prolétariat ne lui permet pas d'échapper aux faux dilemmes, au moins l'avant-garde se doit-elle, pour préparer l'avenir, de résister sur le terrain des idées qui, lorsqu'elles s'emparent des masses, deviennent dès lors des forces matérielles, suivant l'expression bien connue de Marx

L'activité théorique et pratique du marxisme depuis plus d'un siècle doit nous permettre de fixer de solides jalons pour la définition d'une politique de classe.

Avec toutes les réserves que comporte une telle analogie historique, une comparaison peut être utilement faite entre le problème qu'ont à résoudre actuellement les travailleurs français et algériens, et celui qui se posait aux révolutionnaires allemands après la défaite de la révolution de 1848. D'une façon ou de l'autre, la société

allemande devait accomplir les tâches historiques restées en suspens. Les méthodes révolutionnaires avaient été impuissantes à conquérir l'unité allemande, du fait de la lâcheté des dirigeants « démocrates » de l'époque, qui avaient capitulé devant l'absolutisme. Ce fut Bismarck qui la réalisa, avec certaines restrictions il est vrai, par les méthodes du militarisme et en préservant les intérêts des junkers, des gros propriétaires terriens qu'il représentait. L'unification de l'Allemagne, c'est-à-dire son accession à une réelle indépendance nationale était, au XIX^e siècle, un objectif progressif. Marx et Engels luttaient pour sa réalisation. Ils n'en rompirent pas moins toutes relations avec Lassalle, l'un des principaux dirigeants du mouvement ouvrier allemand qui, prenant en considération cet aspect de la politique du chancelier de fer, lui apporta son soutien. Cette attitude de Marx et d'Engels, qui inspira les positions prises par Lénine et Trotsky sur la question nationale dans la Révolution russe et au cours des premières années de l'Internationale Communiste, était motivée par une considération très simple. Si progressive que put être l'unité allemande, il n'en était pas moins nécessaire, déjà à cette époque, de l'envisager dans le cadre d'une stratégie d'ensemble, dont l'objectif final était infiniment plus progressif : la révolution prolétarienne. Soutenir Bismarck, c'était aliéner l'indépendance de la classe ouvrière, contester au prolétariat et aux classes laborieuses leur droit à l'existence historique indépendante, en tant que classe. C'était, en fait et en droit, remettre à Bismarck et aux junkers le soin des destinées historiques de la classe ouvrière. C'est pourquoi Marx et Engels estimèrent que c'était « une question d'honneur pour la classe ouvrière » de refuser son appui à Bismarck, même pour la réalisation de l'unité allemande. « Il est clair », écrivions-nous dans le n° 515 de « La Vérité », le 20 janvier 1959, « que les problèmes soulevés par la révolution algérienne, ressortissant à l'indépendance nationale, ont un caractère indiscutablement progressif... », mais « si le mouvement ouvrier ne pouvait trouver la réalisation de sa politique que dans celle de De Gaulle, le mouvement ouvrier n'aurait plus de raison d'être. »

Aujourd'hui, plus encore qu'hier, l'avant-garde doit défendre « l'honneur de la classe ouvrière » sur le terrain des principes et des traditions prolétariennes. Car, si la réalisation de l'unité allemande sous la férule de Bismarck a consolidé un des régimes les plus rétrogrades de domination de la bourgeoisie, la solution de De Gaulle au problème algérien risque d'approfondir la réaction en France.

LA VÉRITÉ

10 mars 1962.

ABONNEZ-VOUS A « LA VERITE »

UN JUGEMENT

LE procès intenté, depuis bientôt quatre ans, contre les quatre rédacteurs de La Vérité, Gérard Bloch, Stéphane Just, Pierre Lambert, Daniel Renard, vient de trouver son épilogue, le 22 janvier 1962, devant la 17^e Chambre Correctionnelle du tribunal de grande instance de la Seine. Une première fois, en juin 1957, les quatre militants avaient été condamnés à six mois de prison avec sursis pour avoir mené campagne, en 1954 et 1955, pour l'indépendance de l'Algérie, condamnation ultérieurement frappée d'amnistie. Mais de nouvelles poursuites, relatives à des articles parus dans La Vérité en 1956 et 1957, étaient déjà engagées contre eux.

A deux reprises, faisant droit à l'argumentation développée par leurs avocats, M^{me} Dechézelles et Jouffa, la Cour suprême devait casser un arrêt de la Chambre d'accusation qui renvoyait les quatre militants devant le tribunal militaire. A chaque fois, l'arrêt de la Cour de cassation affirmait que les faits qui leur étaient reprochés — leurs articles — étaient du ressort exclusif de la juridiction civile. L'enjeu de cette bataille juridique était de taille : devant le tribunal militaire, la liberté de la presse, garantie démocratique fondamentale, déjà gravement atteinte par les saisies répétées pratiquées sans base légale par le gouvernement, risquait de succomber sans rémission. Le parquet dut s'incliner et saisir cette fois la juridiction de droit commun. C'est donc quatre prévenus du délit d'atteinte à la sûreté de l'état (et non plus quatre accusés du crime d'entreprise de démoralisation de l'armée) qui comparaissaient, le 22 janvier, devant la 17^e Chambre.

Après l'interrogatoire des inculpés, le tribunal entendit leurs témoins (le Président lisant les lettres que lui avaient adressées deux d'entre eux, hors d'état d'être présents à l'audience) : R. Hoyez, secrétaire du syndicat C.G.T. des charpentiers en fer, Pierre Tribié, membre du bureau confédéral de la C.G.T.-F.O., Laurent Schwartz, professeur à la Sorbonne, Alexandre Hébert, secrétaire de l'U.D.-F.O. de la Loire-Atlantique, Astré, secrétaire général du Syndicat national de l'Enseignement Technique, Ida Boireau, du Syndicat de la sécurité sociale, (A. Sidrot, secrétaire général de la Fédération F.O. des employés, ne put apporter directement son témoignage). Ces militants ouvriers, bien que ne partageant pas les opinions des militants troskystes poursuivis, avaient tenu à leur manifester publiquement leur solidarité. Il fut un temps où, dans le mouvement ouvrier, une telle attitude allait de soi ; où celui-ci, toutes tendances réunies, présentait en toutes circonstances, devant la justice bourgeoise, un front sans fissure. C'est là l'une des pires conséquences de la bureaucratization des organisations ouvrières, si, aujourd'hui, chacune d'entre elles ne défend

plus que ceux qui partagent ses vues politiques et se désintéresse complètement du sort des militants dont elle estime les positions contraires à sa « ligne ». Il faut donc se féliciter que, dans le cas qui nous occupe, des militants ouvriers de tendances diverses aient cru de leur devoir de renouer avec l'une des plus nobles traditions ouvrières.

M^{rs} Dechézelle et Jouffa plaident le dossier sur un triple plan : au fond, en élayant les positions révolutionnaires sur l'Algérie par un faisceau d'arguments puisés dans l'histoire de la colonisation et la guerre d'Algérie elle-même ; sur le terrain des droits démocratiques, en posant la question : « Professer des idées marxistes est-il devenu un délit ? » ; du point de vue juridique, enfin, en arguant que l'article 80 ancien du code pénal, réprimant l'atteinte à l'intégrité du territoire national, est aujourd'hui caduc en ce qui concerne l'Algérie.

Au nom des quatre inculpés, Pierre Lambert lut la déclaration suivante :

Monsieur le président, Messieurs,

Vous me permettrez d'exposer brièvement les conditions dans lesquelles nous sommes amenés à comparaître devant ce Tribunal.

Les gouvernements qui se sont succédé depuis le 1^{er} novembre 1954 ont tous engagé des poursuites contre la *La Vérité*, dont j'assume personnellement la responsabilité exclusive et la direction.

C'est un gouvernement présidé par M. Mendès-France qui a ordonné les premières poursuites contre *La Vérité*. Notre journal fut ainsi le premier organe de presse à être saisi, dès novembre 1954.

C'est sous le gouvernement du Front Republicain, investi avec les voix de tous les députés socialistes, communistes, radicaux et modérés, présidés par M. Guy Mollet que fut engagée la procédure qui nous amène devant vous aujourd'hui.

Il y aurait beaucoup à dire sur le fait que des poursuites décidées sous la IV^e République, régime dit de démocratie parlementaire, trouvent leur dénouement sous la V^e et son régime de pouvoir personnel. Ce n'est ni le lieu ni le moment de le faire.

Néanmoins, il me semble apparaître clairement à quel point les motifs qui ont amené notre inculpation, sont à la fois contingents et profonds. Il me suffirait de suivre l'évolution d'une pensée toute empreinte de souplesse, qui a conduit, par exemple, la doctrine de M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur le 1^{er} novembre 1954, à s'infléchir, de l'affirmation aussi catégorique que péremptoire : « L'Algérie, c'est la France », à la reconnaissance de l'indépendance algérienne préconisée actuellement par cet homme d'Etat devenu un des leaders de l'opposition. Si mes avocats plaideront sur ce point, j'estime, Monsieur le président, Messieurs, qu'il serait déloyal de ma part de me couvrir derrière les multiples et contradictoires déclarations des plus hautes autorités qui, depuis le début de l'insurrection algérienne, et actuellement encore, ont eu ou ont la charge de gouverner ce pays. Aujourd'hui, en dépit de ce que

— en dehors de MM. Soustelle, Salan et d'une poignée d'ultras — tout le monde se déclare pour l'indépendance, il est de mon devoir d'expliquer les motifs propres qu'a notre tendance de préconiser cette solution du conflit algérien.

Nous en arrivons ainsi au cœur de ce procès ; le seul et unique problème qui est ici posé peut et doit être présenté en ces termes : il s'agit de la liberté de pensée en général, en particulier de la liberté d'expression, de la liberté pour les marxistes que nous sommes de défendre la revendication démocratique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans le cadre des conceptions plus larges de l'internationalisme prolétarien.

Je m'explique : **La Vérité** a mené campagne pour le droit du peuple algérien à disposer de lui-même, en tant que partie intégrante du combat pour émanciper l'humanité de l'oppression impérialiste et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour nous, trotskystes, s'il va de soi que l'indépendance politique ne peut être contestée au peuple algérien, dominant, ordonnant cette légitime aspiration, il y a l'aspiration des masses à la liberté réelle. La Constituante algérienne souveraine, la terre à ceux qui la travaillent, l'expropriation des trusts et des compagnies financières, telles sont les aspirations réelles d'un peuple de parias exproprié par l'impérialisme de tous ses droits.

J'ajouterai que, sur ces objectifs libérateurs, peut se nouer une véritable fraternité entre fellahs et travailleurs algériens, d'une part, et petits paysans et ouvriers européens, d'autre part, rendus étroitement solidaires dans la recherche commune de l'authentique liberté, celle d'hommes libérés des chaînes de l'oppression et de l'exploitation.

Telles sont nos positions, découlant directement du programme de la IV^e Internationale, élaboré par Léon Trotsky en 1938, programme qui, imprimé à diverses reprises depuis, n'a jamais fait l'objet de poursuites.

Ces positions de principe permettent d'expliquer pourquoi les trotskystes, pour ne remonter qu'à 1945, ont été les seuls à dénoncer la répression du Constantinois par laquelle les gouvernants de l'époque croyaient régler le problème algérien ; pourquoi nous avons constamment mené campagne pour l'indépendance de l'Indochine, de Madagascar, des peuples d'Afrique Noire, l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, et pourquoi, dès le 1^{er} novembre 1954, **La Vérité** a publiquement préconisé la seule solution raisonnable du conflit algérien : l'indépendance, par ailleurs revendiquée par toutes les organisations nationalistes.

Nos positions de principe expliquent également les raisons pour lesquelles nous avons voulu présenter aux travailleurs français les objectifs de l'un des deux mouvements nationalistes, le M.N.A., qui déclarait combattre pour la réalisation du programme de l'Etoile Nord-Africaine et du Parti du Peuple Algérien. Dans ce programme, publié par l'organe clandestin du M.N.A., **La Voix du Peuple**, et reproduit dans un numéro de **La Vérité**, nous lisons les revendications que le M.N.A. fixait au combat du peuple algérien :

- Indépendance totale de l'Algérie.
- Assemblée Constituante élue au suffrage universel.
- Remise en toute propriété, à l'état algérien, des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et des services publics accaparés par les conquérants.
- Confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières, et remise de la terre confisquée aux paysans ; respect de la moyenne et de la petite propriété ; retour à l'état algérien des terres et des forêts accaparées par l'état français.

Il y avait donc, à l'époque, une concordance visible entre nos vues sur le problème algérien et celles du M.N.A., concordance doublée d'une convergence sur toute une série de questions : notamment, condamnation commune des attentats aveugles, afin que puissent s'organiser des actions coordonnées et générales des classes ouvrières française et algérienne.

Après le 1^{er} juin 1958, cette convergence de positions, pour des raisons qu'il serait trop long d'analyser ici, cessa. Les deux mouvements nationalistes se prononçaient dès lors pour le même objectif, matérialisé par une orientation devenue commune quant à la politique du général De Gaulle concernant l'autodétermination. Aujourd'hui, le M.N.A. comme le F.L.N. ont abandonné la réalisation des buts sociaux de l'indépendance, les deux organisations nationalistes algériennes revendiquant une indépendance politique que d'ailleurs il ne saurait être question de leur dénier.

Je voudrais, pour en terminer, rappeler combien la revendication du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est, pour nous, un principe intangible, qui ne saurait être soumis aux fluctuations de conjonctures particulières.

Le 7 novembre 1917, le premier gouvernement ouvrier, qui venait à peine de prendre le pouvoir, accordait, par un décret, à tous les peuples non russes, le droit à la libre disposition d'eux-mêmes, sans limitation ni restriction. Fidèles aux enseignements de Lénine et de Trotsky, fondateurs du premier état ouvrier édifié il y a 44 années, lorsque les chars russes ont écrasé la révolution hongroise des conseils en novembre 1956, les trotskystes n'ont pas hésité un instant : ils ont soutenu le droit du peuple hongrois à disposer de lui-même. Comment aurait-il été possible, au moment même où, dans notre journal, nous estimions légitime la revendication du peuple hongrois à la liberté, de condamner le peuple algérien qui, dans une autre conjoncture, revendiquait cette même liberté ? Notre devoir était d'exprimer ce que nous estimions être la vérité, une vérité conforme au programme socialiste pour lequel nous combattons.

Telles sont, Monsieur le président, Messieurs, les quelques explications que je tenais à vous présenter. Nous ne pensons pas, en toute conscience, avoir ou'repassé, de quelque façon que ce soit, les droits démocratiques fondamentaux qui garantissent à tout citoyen les libertés d'opinion et de pensée en exprimant nos idées dans La Vérité.

Le 12 février, la 17^e Chambre correctionnelle rendait son jugement. En voici de larges extraits :

« ... Attendu que, par arrêt de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris, les nommés Lambert Pierre, Renard Daniel, Bloch Gérard, et Just Stéphane, ont été renvoyés devant ce tribunal sous la prévention d'atteinte à la sûreté-extérieure de l'état ;

... Attendu que le journal hebdomadaire *La Vérité*, organe du Parti Communiste Internationaliste (trotskyste) section française de la IV^e Internationale..., a publié courant 1956 et 1957 une série d'articles consacrés à la guerre d'Algérie, et qui contiendraient, selon la prévention, les éléments constitutifs du délit d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat ;

Que les articles incriminés ont été rédigés tant par Lambert que par Renard, Bloch et Just, qui signent de leur propre nom ;

... Que la propagande des prévenus en faveur de l'indépendance de l'Algérie s'est exercée également par la rédaction et la distribution de tracts ronéotypés reprenant les mêmes points de vue, et l'organisation de réunions publiques au cours desquelles les orateurs, et notamment Lambert et Renard, ont développé les mêmes thèmes ;

... Attendu, d'autre part, que dans l'ensemble des articles incriminés, les prévenus, approuvant sans réserve l'aspiration du peuple algérien à l'indépendance et lui reconnaissant un droit imprescriptible à recouvrer sa souveraineté nationale, critiquent avec une certaine violence le principe même de la guerre d'Algérie et la façon dont elle est conduite ;

Que la campagne de presse qu'ils ont ainsi organisée s'est orientée autour des thèmes suivants :

1° La guerre d'Algérie est une « sale guerre », une guerre injuste, une guerre des oppresseurs contre les opprimés, des esclavagistes contre les esclaves ; le gouvernement Mendès-France, qui a déclenché la répression et les hostilités le 1^{er} décembre 1954, en porterait la responsabilité.

2° C'est une guerre voulue par les gros colons, les capitalistes et les milliardaires d'Alger, qui en retirent d'énormes profits.

3° C'est une guerre ruineuse pour la France. Elle coûte un milliard par jour, et les dépenses qui en résultent entraînent le blocage des salaires, des impôts nouveaux et la hausse des prix.

4° C'est une guerre inhumaine, dont les atrocités peuvent être comparées à celles commises en France sous le régime nazi pendant l'occupation.

5° C'est une guerre qui ne peut se terminer que par le triomphe des aspirations

du peuple algérien, parce qu'il lutte contre le colonialisme et que sa volonté de résistance et d'émancipation est inébranlable.

Attendu, en outre, que les prévenus ont lancé, soit dans leurs articles de presse, soit dans des tracts ronéotypés, des appels à des pétitions, des grèves, des manifestations publiques contre le rappel des classes, pour le retour et la libération du contingent et l'arrêt des hostilités en Algérie :

Qu'ils proclament comme le but à atteindre l'union avec les frères algériens en vue du grand combat pour le pain, la paix et la liberté ;

Attendu que l'accusation considère que cette campagne de presse s'analyse en une propagande antinationale, tendant à favoriser la rébellion en Algérie, en contrecarrant l'effort de la France, et à porter atteinte à l'intégrité du territoire français ou à soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce ;

Attendu que Lambert et ses co-inculpés ont soutenu au contraire qu'étant des marxistes convaincus, dont le seul objectif était de défendre la classe ouvrière, ils n'avaient fait que développer, à propos de la guerre d'Algérie, les idées et les thèses qui constituent la base essentielle de leur programme politique ;

Qu'en soutenant la cause du peuple algérien, ils avaient eu conscience d'œuvrer en faveur de l'union de tous les travailleurs, français et algériens .

Qu'enfin leur action tendait uniquement à instaurer la paix le plus rapidement possible.

Attendu qu'il échet d'observer que le parti politique auquel les prévenus appartiennent est un parti d'opposition qui s'érige régulièrement en censeur du pouvoir dans les différents domaines de l'activité gouvernementale ;

Que son opposition systématique à la guerre d'Algérie et sa condamnation des opérations militaires menées sur ce territoire s'inscrivent dans le cadre d'une critique de caractère politique ;

Qu'on ne peut considérer comme une atteinte à la sûreté extérieure de l'état la libre expression d'opinions politiques et idéologiques... ;

... Qu'il échet en conséquence de les relaxer des fins de la poursuite, sans peine ni dépens ;

Par ces motifs, relaxe Lambert, Renard, Just et Bloch, des fins de la poursuite sans peine ni dépens...

Il nous reste quelques exemplaires de la brochure de mai 1960 :

**QUATRE MILITANTS TROTSKYSTES
TRADUITS DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE**

Envoi franco de port contre 1 NF au C.C.P. S.P.E.L., Paris 6032-01.

POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE dans les entreprises et syndicats

« L'acte d'accusation de Nikolaïev et des autres inculpés de l'assassinat du camarade Kirov, projette une lumière crue sur l'identité des contre-révolutionnaires qui ont ourdi l'odieux attentat de Léningrad. Il est démontré maintenant qu'entre l'assassin Nikolaïev, ses associés, Trotsky, et un représentant diplomatique d'une puissance impérialiste, des liaisons existaient qui permettent d'établir les responsabilités de Trotsky dans l'assassinat de Kirov. »

(Jacques Duclos, L'Humanité, 28 décembre 1934.)

« Les représailles massives ont commencé après l'assassinat de Kirov... Plus nous étudions les documents relatifs à la mort de Kirov, plus de questions surgissent encore... Lorsque le chef des gardes du corps de Kirov fut conduit pour subir un interrogatoire, il devait être interrogé par Staline, Molotov et Vorochilov; en cours de route, un accident a été provoqué sciemment, au cours duquel le chef des gardes du corps périt. Ainsi a été tué l'homme qui assurait la protection de Kirov. On a ensuite fusillé ceux qui l'ont tué. Ce n'est pas le fait du hasard, mais un crime prémédité. »

(Discours de Khrouchtchev au 22^e Congrès du P.C.U.S. - L'Humanité, 31 octobre 1961.)

Ainsi, de l'aveu même de Khrouchtchev, l'assassinat de Kirov fut prémédité et organisé par Staline pour ouvrir la période des représailles massives...

C'EST aux accents de « l'Internationale » que, le 14 février 1962, devant les portes des usines S.A.V.I.E.M., à Saint-Ouen, la démocratie ouvrière l'emporta. La presse et la radio ont fait écho à ce qui a été à peine une bagarre, mais fut ressenti durement par les dirigeants staliniens, pour qui les entreprises et les syndicats doivent rester la chasse gardée du P.C.F.

Que s'est-il passé à la S.A.V.I.E.M. ?

Depuis de nombreuses semaines, les diffuseurs des bulletins d'entreprise Voix ouvrière et Correspondance ouvrière étaient l'objet d'agressions. Aux usines Chausson (Gennevilliers), chez F.A.R. (à Lyon), à Lavalette, à la S.A.V.I.E.M., (Saint-Ouen) et

dans d'autres entreprises, des accrochages étaient organisés par un très petit nombre de militants et de responsables du P.C.F. et de la C.G.T. Mais c'est à Saint-Ouen, aux usines Lavalette et surtout à la S.A.V.I.E.M. que, sous la direction personnelle d'Etienne Fajon, directeur de l'Humanité, les staliniens ont décidé de mener l'offensive visant à éliminer les révolutionnaires de ces usines. Comptant bien que leurs agressions resteraient sans riposte, les staliniens pensaient ainsi chasser les trotskystes de toutes les entreprises et syndicats.

① Le 31 janvier, devant la porte des usines de la S.A.V.I.E.M., six diffuseurs de Voix ouvrière étaient attaqués et une camarade femme sauvagement frappée.

② Le 8 février, aux usines Lavalette, un incident, moins sérieux dans ses conséquences, mais non moins significatif, était provoqué par les staliniens de Saint-Ouen pendant la diffusion de Correspondance ouvrière.

③ Le 14 février 1962, devant les usines de la S.A.V.I.E.M., des militants révolutionnaires de tendances diverses se rassemblaient, décidés à assurer la protection des six diffuseurs habituels de Voix ouvrière. Une quarantaine de militants du P.C.F. étaient massés devant la porte. La diffusion s'opéra sans heurt durant une dizaine de minutes. Mais les ordres de Fajon devaient être exécutés : quatre ou cinq responsables engagèrent une bagarre qui n'en fut pas une, car, non seulement les 2.000 ouvriers de l'entreprise se refusèrent à considérer les V.O. comme des O.A.S., comme le voulaient ces responsables staliniens, mais les 35 militants du P.C.F. concentrés à la porte ne participèrent eux-mêmes absolument pas à l'échange de coups de poing.

Tels sont les faits.

Pourtant, dans un tract du P.C.F. daté du 19 février et diffusé aux usines Lavalette le 22 février, on lisait :

« Une centaine d'individus, pour la plupart des étudiants en mal de faculté, encadrés par des policiers en civil, armés de barres de fer et de matraques, ont agressé sauvagement les travailleurs à la rentrée, en blessant plusieurs. La riposte a été immédiate, et la correction à la mesure de l'agression. »

Etienne Fajon ne peut, évidemment, diriger, de son fauteuil, que de hauts faits d'armes. Ce Saint Georges se doit de terrasser — une fois de plus ! — le dragon trotskyste. N'en déplaise aux auteurs de cette nouvelle « Légende dorée », il ne s'est pourtant rien passé d'héroïque, à la S.A.V.I.E.M., ce matin du 14 février. S'il est exact que les « permanents » du P.C.F. ont tenté d'utiliser des barres de fer contre des militants ouvriers, ils furent rapidement neutralisés. A la S.A.V.I.E.M., d'ailleurs, les staliniens sont obligés, dans leur propagande, de rester plus près des faits. Là, ils ne peuvent mentir que dans certaines limites : les ouvriers étaient présents. C'est pourquoi, dans le tract signé Parti Communiste Français et distribué dans la journée du 14 février, s'il est fait état des barres de fer, on lit ensuite :

« De soi-disant révolutionnaires... pour essayer de faire diversion, ont osé chanter l'Internationale et crier « Démocratie ouvrière »... Notre parti les a déjà dénoncés ; il ne permettra pas qu'ils puissent venir impunément provo-

quer les travailleurs et effectuer leur travail de division... Maintenant, les choses sont claires. Il appartient à tous les travailleurs de la S.A.V.I.E.M. de les accueillir comme il convient. Les diviseurs n'auront pas droit de cité à la S.A.V.I.E.M. »

Les dernières lignes, soulignées dans le tract, témoignent sans le vouloir de ce que les travailleurs de la S.A.V.I.E.M. ne sont pas venus à l'aide des séides de Fajon-Thorez, en dépit des précédentes « dénonciations » du « parti ». Le 14 février, les métallos de l'usine ont effectivement « accueilli comme il convient » les diffuseurs de « V.O. » en lisant les tracts distribués. Les « choses sont claires » : le P.C.F. est angoissé. Ses pratiques vont-elles isoler des ouvriers ? Tel est le sens de ces lignes du tract des cellules de la S.A.V.I.E.M., daté du 19 février :

« Certains travailleurs se posent la question : Est-on capable d'empêcher l'œuvre de ces diviseurs ? Oui, avec votre aide et l'union de tous les travailleurs. »

Il est donc visible qu'à la S.A.V.I.E.M., les stalinien(ne)s ne peuvent, au moins dans l'immédiat, raconter aux travailleurs que ceux-ci ont chassé les diffuseurs de Voix ouvrière le 14 février. Mais les ouvriers de l'usine Lavalette, bien que celle-ci ne soit qu'à quelques centaines de mètres de la S.A.V.I.E.M., n'ont pas été témoins des faits. Dès lors, l'épopée peut se bâtir. Différence de ton et contradictions traduisent la volonté des stalinien(ne)s de camoufler les défaites en victoires. C'est là l'un des plus impérieux besoins de l'appareil. Avouer, par exemple, que les ouvriers ont subi une défaite avec l'arrivée de De Gaulle au pouvoir l'obligerait à en rechercher les causes et les responsabilités. Il ne suffirait plus d'affirmer : « C'est la faute à Mollet » (ce qui est vrai), mais d'expliquer comment et pourquoi le P.C.F., qui contrôle effectivement la majorité de la classe ouvrière, n'a pu, depuis trente ans, éviter aucune des défaites infligées aux travailleurs par la classe dominante ? Il lui faudrait, par exemple, rappeler que, le 12 mars 1956, les députés stalinien(ne)s, Thorez en tête, ont voté les pouvoirs spéciaux de guerre totale au gouvernement Mollet, fournissant ainsi à Lacoste et à Massu le cadre juridique qui leur a permis de mobiliser les jeunes travailleurs et de livrer la « bataille d'Alger ». Non, les travailleurs de la S.A.V.I.E.M. n'ont pas chassé les trotskystes ! Faut-il en conclure que le P.C.F. commence à perdre le contrôle d'une importante usine de la région parisienne ? Cela serait aller un peu vite ; mais, pour Fajon, le seul fait que la question puisse se poser est intolérable. Voilà pourquoi les dirigeants du P.C.F. tentent d'écrire dans L'Humanité une nouvelle chanson de gestes, avec violences et calomnies à la clé, où les « bons » stalinien(ne)s ont chassé les « méchants » révolutionnaires.

Fidèles disciples de Staline

L'ECHO DES MÉTALLOS, organe du P.C.F. aux usines Renault, écrit dans son numéro du 15 janvier 1962 :

« Le groupuscule néo-nazi intitulé « Parti National Syndicaliste » (celui de Hitler s'appelait, lui, national-socialiste...) prétend maintenant distribuer

régulièrement ses torchons aux portes de l'usine... Il est trop simple de s'élever contre la misère et l'injustice sociale pour se faire passer pour des amis des travailleurs. La Voix ouvrière y avait déjà pensé. »

Et, dans le tract diffusé aux usines S.A.V.I.E.M. le 14 février, on peut lire :

« Ces trotskystes, car il faut les appeler par leur nom, les travailleurs les connaissent. Ils savent le rôle qu'ils ont joué sous l'occupation allemande où on (sic) les appelait hitléro-trotskyistes. »

Or, dans l'« Histoire du parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. », rédigée sous la direction de Staline, et dont le P.C.F. a publié l'édition française en 1939, il est écrit (page 327) :

« L'année 1937 apporta des nouvelles révélations sur les monstres de la bande boukhariniste et trotskyste. Le procès de Piatakov, Radek et autres, celui de Toukhatchevsky, Jakir, etc., enfin celui de Boukharine, Rykov, Krestinsky, Rosengolz et autres, tous ces procès montrèrent que les boukharinistes et les trotskystes formaient depuis longtemps une seule bande d'ennemis du peuple. Les procès révélèrent que les monstres trotskystes et boukharinistes, sur l'ordre de leurs patrons des services d'espionnage bourgeois, s'étaient donné pour but de détruire le Parti et l'Etat soviétique... Ces piteux laquais des fascistes avaient oublié qu'il suffisait au peuple soviétique de remuer le doigt pour qu'il ne restât d'eux aucune trace. Le tribunal soviétique condamna ces monstres à être fusillés. Le Commissariat du peuple à l'intérieur exécuta le verdict. Le peuple soviétique approuva l'écrasement de la bande boukhariniste et trotskyste, et passa aux affaires courantes. »

Ainsi, le pronom « on » veut être anonyme, mais ne l'est pas : c'est Staline, et sous ses ordres Thorez, Fajon et Ducloux, qui osèrent qualifier d'hitlériens les trotskystes, et avec eux tous les vieux bolchéviks, compagnons de Lénine.

Dans son discours du 22^e congrès du P.C.U.S., Khrouchtchev a déclaré (L'Humanité du 31 octobre 1961) :

« Une information curieuse a paru dans la presse étrangère, selon laquelle Hitler, préparant une attaque contre notre pays, aurait mis en circulation, par l'intermédiaire de ses services secrets, un document fabriqué de toutes pièces, selon lequel les camarades Jakir, Toukhatchevsky et les autres auraient été des agents de l'état-major allemand. Ce « document » prétendument secret aurait été remis au président de la Tchécoslovaquie, Bénès, et celui-ci, à son tour, sans doute dans une bonne intention, l'envoya à Staline. Yakir, Toukhatchevsky et les autres camarades furent arrêtés et ensuite supprimés. »

Fourtseva, au 22^e congrès, ajouta :

« L'innocence de Toukhatchevsky, Jakir et autres était si évidente que même Molotov, Malenkov et autres se prononcèrent pour leur réhabilitation. »

En fait, comme l'a révélé, dès 1939, le général Walter Krivitsky, dans son livre « Agent de Staline », c'est le Guépéou de Staline qui fabriqua le prétendu « docu-

ment » dont parle Khrouchtchev. Ce faux fut expédié, par l'intermédiaire d'un agent double dont le Guépéou disposait dans les milieux nazis, Skobline, au chef du Sicherheitsdienst, Heydrich, qui le fit parvenir à Bénès. Celui-ci, instrument certainement inconscient dans cette affaire de Hitler et de Staline, le communiqua à Staline, qui s'en servit pour faire massacrer, selon Khrouchtchev :

« des milliers d'innocents, d'éminents capitaines, d'éminentes personnalités politiques et du parti, qui ont péri sans être coupables »

A présent, reprenons le tract diffusé par « les cellules de la S.A.V.I.E.M. du P.C.F., Fédération Seine-Ouest, Section Victor-Hugo (Saint-Ouen, Seine) » le 19 février 1962 :

« Qui sont ces trotskystes ? Actuellement, un ramassis d'individus douteux constitué de groupuscules qui ne manquent pas d'argent. On y trouve, à côté de quelques jeunes qui se laissent influencer, des fascistes authentiques, tel Jourdan, ancien membre du P.P.F. de Doriot, et un certain Lambert, personnage aussi douteux, et qui dirigeait le groupe devant l'usine. La collusion entre trotskystes et fascistes a toujours existé. La preuve en est que le fasciste Guinot, bien connu à Saint-Ouen, se trouvait (comme par hasard) (sic!) à proximité de l'usine ce matin-là. »

Le style guépéoutiste a si profondément marqué Fajon qu'il lui est impossible de dépouiller le vieil homme. Il va sans dire que le trotskyste Pierre Lambert, militant ouvrier depuis 1935, ne connaît ni d'Eve ni d'Adam les individus dont parle Fajon. Notre camarade Lambert adresse d'ailleurs au stalinien Fajon l'expression de son plus parfait mépris.

De l'anonymat

LE 29 janvier, le « Comité du Parti » de la S.A.V.I.E.M. a diffusé un tract où l'on peut lire :

« Quant à cette liberté de distribution dont voudrait bénéficier Voix ouvrière, nous disons bien tranquillement que nous assimilons cette feuille à la lettre anonyme, procédé que chacun réprouve. Nul ne connaît les gens qui viennent la distribuer. Il n'en est pas de même pour nous, ni pour différentes organisations connues et militant ouvertement. »

Et, dans le tract diffusé par le P.C.F., le 22 février, aux usines Lavalette contre le trotskyste Daniel Renard :

« Il nous faut aujourd'hui revenir sur cette question et mettre les travailleurs en garde sur le rôle joué par Renard... Le 8 février, un commando d'une dizaine d'individus prétendait distribuer un nouveau numéro de Correspondance ouvrière... Les travailleurs peuvent mieux comprendre le pourquoi de l'anonymat. Le propre des trotskystes, c'est, non pas le libre débat des idées, mais au contraire la lutte sournoise, la haine, la provocation et l'agression ouverte contre les travailleurs. »

N'en jetez plus, de grâce, vous tous « meilleurs stalinien de France », comme aimait à se qualifier Maurice Thorez du vivant de Staline. Correspondance ouvrière n'est pas une feuille anonyme. Elle est éditée sous la responsabilité de Pierre Lambert.

... Il faudrait être singulièrement naïf et ignorant des méthodes stalinien pour estimer qu'une mise au point suffirait à confondre les dirigeants du P.C.F., tant la calomnie et le mensonge font organiquement partie d'une politique peu conforme aux intérêts du prolétariat.

Des révélations de Khrouchtchev et du P.C. italien à l'offensive stalinienne contre les révolutionnaires

C'EST sous le titre : « Des révélations sur les provocateurs de mercredi », que le Parti Communiste Français a placé son tract daté du 19 février, où l'on peut lire :

« Qui sont ces trotskystes ? Ils disent s'inspirer de Léon Trotsky (admirez le style typiquement stalinien : les trotskystes ne « disent pas s'inspirer », ils défendent le programme de la IV^e Internationale élaboré par Léon Trotsky en 1938 ! N.D.L.R.) qui fut, sous des dehors révolutionnaires, l'un des meilleurs agents de l'impérialisme. Les trotskystes ont toujours joué un rôle trouble dans l'histoire du mouvement ouvrier, depuis 1917, et surtout lorsque le danger fasciste est puissant. Par exemple, en Espagne, pendant la guerre civile, où ils ont joué leur rôle néfaste de division ; en Allemagne, au moment de la venue d'Hitler au pouvoir, où ils ont contribué à affaiblir la classe ouvrière allemande. Sous l'occupation même, ils ont joué un rôle équivoque, en dénonçant des communistes à l'occupant. »

Reprenons point par point ce chef-d'œuvre, digne de figurer dans une anthologie des textes stalinien :

« Trotsky fut un des meilleurs agents de l'impérialisme. Les trotskystes ont toujours joué un rôle trouble dans l'histoire du mouvement ouvrier », écrit Fajon. Ouvrons, page 203, « L'Histoire du Parti Communiste (bolchévik) de l'Union Soviétique », déjà citée. Il y est écrit, à propos des pourparlers de Brest-Litovsk (1917) :

« Tous les contre-révolutionnaires, depuis les menchéviks et les socialistes révolutionnaires jusqu'aux blancs les plus avérés... avaient pour alliés, dans cette infâme besogne, Trotsky et son sous-ordre Boukharine, qui engagèrent au sein du Parti une lutte acharnée contre Lénine pour la continuation de la guerre. Ces gens-là faisaient manifestement le jeu des impérialistes allemands et des contre-révolutionnaires de l'intérieur... », etc., etc.

Ainsi tous les dirigeants du Parti Bolchévik de Lénine, tous ceux qui occupaient les postes dirigeants de l'armée, de l'économie et du gouvernement soviétique, à la seule exception de Staline, complotaient contre l'armée, l'économie et le gouvernement soviétique ! Ceci, Staline l'a écrit en 1939, et Etienne Fajon le répète en février 1962,

à propos du rôle joué par Trotsky en 1917. Dans le numéro du 17 novembre 1961 de Nuova Generazione (2), organe des Jeunesses Communistes Italiennes, on lit :

« Nous n'attendrons certainement pas le 23^e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique pour affirmer la nécessité d'une révision critique de toute l'histoire de l'U.R.S.S., y compris la plus récente, et pour encourager des recherches précises, indépendamment de tout jugement de valeur, sur le rôle joué par Léon Trotsky dans la Révolution d'Octobre. »

Dans Nuova Generazione du 24 novembre, il est précisé :

« En vérité, les opposants à Staline se proposaient-ils de restaurer le capitalisme en Russie ? Laissons cela à Vichinsky (3) et aux policiers de la N.K.V.D. »

« Sous l'occupation même, ils (les trotskystes) ont joué un rôle équivoque en dénonçant des communistes à l'occupant »,

écrit le tract de la Fédération Seine-Ouest du P.C.F. Pourquoi « équivoque » ? L'insinuation, digne des jésuites, ne règle pas la question. Si les trotskystes ont dénoncé « des communistes à l'occupant », leur rôle est caractérisé et précis. Il n'est donc pas « équivoque ». Mais le stalinien Fajon, fidèle aux leçons de Staline, préfère l'imprécision, l'accusation indirecte, l'amalgame. L'essentiel, pourtant, n'est pas là. Le lecteur apprécie sans peine l'infamie du secrétariat du P.C.F. qui dirige la campagne de calomnies contre les révolutionnaires, en lisant ces quelques noms, parmi beaucoup d'autres, de militants trotskystes victimes des nazis :

⊕ Marcel Hic, secrétaire général du P.C.I., militant pour la IV^e Internationale depuis 1933, arrêté en 1943, torturé par la Gestapo rue des Saussaies et à Fresnes, déporté à Buchenwald en janvier 1944, mort à Dora à l'âge de 30 ans.

⊕ Henri Souzin, membre du C.C. de l'organisation trotskyste, militant syndical du bâtiment (membre à 20 ans, du Comité Exécutif de la Fédération illégale du Bâtiment sous l'occupation nazie), organisateur d'une fraction illégale dans les syndicats, arrêté en 1943, déporté, mort en déportation.

⊕ Jean Meichler, éditeur de La Vérité, fusillé par la Gestapo pour avoir été le gérant du journal illégal en langue allemande « Unser Wort ».

⊕ Paul Widelin, émigré allemand, responsable trotskyste pour la propagande dans l'armée allemande, abattu par la Brigade Spéciale, laissé pour mort ; ramassé et hospitalisé, dénoncé à la Gestapo, fusillé le soir même.

*
**

Des centaines et des centaines d'autres trotskystes ont payé de leur vie et ont souffert dans les bagnes pour leur combat pour la révolution prolétarienne pendant l'occupation.

(2) Homologue de l'organe des J.C.F., L'avant-garde.

(3) Le sinistre Vichinsky, après avoir été membre d'un gouvernement blanc pendant la guerre civile, en 1919, fut, en 1936-1938, le procureur de Staline aux procès de Moscou où furent condamnés tous les compagnons de Lénine sous des accusations infâmes. Vichinsky, lui aussi, a été dénoncé au 22^e congrès du P.C.U.S.

Une lettre à Benoît Frachon

L nous faut revenir encore une fois sur ces lignes du tract stalinien daté du 19 février :

« Les trotskystes, par exemple en Espagne, ont joué leur rôle néfaste de division. »

Cet exemple pris par les staliniens est significatif. Durant la révolution espagnole, le Guépéou de Staline a, certes, exterminé les trotskystes, mais il faut savoir que le mouvement pour la IV^e Internationale était faible dans ce pays. Et le N.K.V.D. a aussi bien fusillé, ou fait disparaître dans ses prisons des militants anarchistes, socialistes de gauche, appartenant au P.O.U.M., des ouvriers révolutionnaires de toutes tendances, qui, à Barcelone, en mai 1937 (1) les armes à la main ont estimé, contre les staliniens, que la véritable manière de « vaincre Franco » était de défendre et d'approfondir les conquêtes de la révolution. Le P.C. espagnol, après mai 1937, a pu, comme on le sait, assurer la victoire de la « démocratie » sur le « fascisme » !

La référence à l'Espagne ne vise donc pas tant les trotskystes que tous les militants qui refusent d'accepter les méthodes de terreur qu'entend imposer le stalinisme dans les rangs ouvriers. Elle vise, par exemple, les camarades Ida Boireau, membre du bureau de la fédération des employés F.O., et Pierre Dercourt, secrétaire de cette même fédération, qui, le 19 février 1962, ont envoyé une lettre ouverte à Benoît Frachon, secrétaire général de la C.G.T., pour protester contre les calomnies et les violences exercées par des militants de la C.G.T. des usines S.A.V.I.E.M. contre d'autres militants diffusant des tracts. Voici ce qu'ils écrivent :

« Bien que nous ne partagions pas tous les points de vue exprimés par les camarades qui ont fait l'objet de ces violences, nous tenons à élever la plus vive protestation contre le retour à des méthodes staliniennes qui visent, comme en Espagne, en U.R.S.S., en Hongrie et dans d'autres pays, à éliminer les militants des tendances soit anarchistes, soit socialistes, trotskystes, ou même communistes, dans la mesure où ces derniers ne partagent pas la position officielle du P.C. Nous qui ne considérons pas l'unité d'action comme une panacée universelle, mais qui pratiquons celle-ci chaque fois qu'elle est utile et justifiée pour faire aboutir les revendications des travailleurs, nous estimons que ces actes expriment une volonté délibérée d'introduire des méthodes de violence criminelles qui ne peuvent aboutir qu'à désunir les travailleurs.

La poursuite de tels actes risque de créer une situation si grave que nous te demandons d'intervenir personnellement pour que cessent calomnies et violences. »

(1) Voir le livre de P. Broué et E. Témime : « La révolution et la guerre d'Espagne » (Ed. de Minuit, 1961).

Benoît Frachon n'est pas intervenu ! Notre camarade Daniel Renard, dans une lettre ouverte diffusée le 23 février en réponse aux calomnies dirigées contre lui, s'est adressé aux travailleurs et aux travailleuses de Lavalette en ces termes :

« Camarades qui êtes organisés dans les syndicats ou les partis politiques, je vous demande de défendre le droit imprescriptible qu'ont les travailleurs d'avoir leurs opinions et de les défendre. Je vous demande de protester contre des méthodes qui empoisonnent le mouvement ouvrier. Et cela ne date pas d'hier. Chaque fois que le Parti Communiste Français est en désaccord avec un militant, il tente de le salir en le traitant de « flic », de « provocateur » ou de « diviseur ». Les plus estimés des dirigeants du P.C.F. n'ont pas échappé à cette loi : Marty, Tillon ont été des « flics » parce qu'ils n'étaient plus d'accord. A l'échelle internationale : Tito a été un traître pour redevenir un ami ; Rajk a été pendu par erreur, et Staline lui-même a été reconnu par Khrouchtchev, il y a deux ans, comme étant un criminel. Ne prenez pas cette affaire pour un quelconque règlement de comptes. C'est une affaire grave dont dépend l'avenir du mouvement ouvrier, selon l'issue que vous lui donnerez.

Travailleurs et travailleuses de chez Lavalette : adhérez aux organisations ouvrières syndicales et politiques de votre choix, précisément pour y faire régner des méthodes saines et loyales, dignes de vous. »

Pourquoi ces violences et ces calomnies ?

« La liberté d'opinion de chacun reconnue à la C.G.T., lit-on dans le tract diffusé le 21 février, à la S.A.V.I.E.M., ne signifie pas, pour autant, le droit de mener une politique anti-ouvrière au sein de notre organisation, ce qui serait contraire à sa mission de défendre les intérêts des salariés. »

Ces lignes, qui tentent de justifier les violences et les calomnies, ne sont que camouflages et mensonges. Nous allons en faire la preuve.

Le 1^{er} décembre, le « Comité du Parti de la S.A.V.I.E.M. » s'adressait aux ouvriers de l'entreprise en ces termes :

« Imposer le silence à la Voix ouvrière... qui, pour entraver la lutte des ouvriers » ...condamne les grèves tournantes. « Là aussi », poursuivent les auteurs du libelle, « ils jouent leur rôle de flics... La lutte par atelier, c'est une forme qui a été trouvée par les ouvriers eux-mêmes. C'est le moyen de gêner le patron aux moindres frais pour l'ouvrier. Cette lutte est payante. »

Combien payante, c'est ce que nous montre ce tract de la C.G.T. diffusé aux usines Lavalette le 23 février :

« Ce qui devait arriver arriva. A la suite des conditions de reprise du travail des ouvriers du réglage des pompes, il s'avère que la direction ne reprend aux pompes que 14 ouvriers sur 28 en grève. Les 14 autres seront déplacés à A 21, 23 et 24 pendant quinze jours à trois semaines... La direction

espère, en déplaçant quelques camarades, briser l'unité. Cette manœuvre, les travailleurs de A 22 l'ont parfaitement comprise, et sont bien décidés à ne pas l'accepter sans lutter. Cependant les travailleurs du réglage des pompes ne veulent pas se montrer « têtus » et veulent tenter une expérience. Forts de l'assurance de M. Bazelot qu'aucune sanction ne sera prise contre eux, les ouvriers de A 22 décident de reprendre le travail le vendredi 23 février, en tablant sur la parole de la Direction. Ils souhaitent sincèrement voir les paroles et les actes de la Direction se marier le plus tôt possible. » (sic).

Les choses deviennent claires. Le 18 février, précisément, Daniel Renard, dans le cadre des accords d'unité d'action qui sont pratiqués couramment à l'usine, s'était élevé contre la lutte par ateliers, qui ne pouvait amener les ouvriers de l'atelier 22 qu'au désastre. Renard avait proposé, en opposition à la C.G.T., la grève de toute l'usine, pour aider les travailleurs de cet atelier, en grève depuis près de trois semaines. Le 22 février, les stalinien, sur l'ordre du P.C.F., diffusent le tract calomniateur contre Renard. Le 23 février, tandis que Renard diffuse sa lettre ouverte, la C.G.T. distribue un tract où on lit :

« Travailleurs : vos camarades de l'atelier 22 reprennent le travail aujourd'hui après trois semaines de grève. C'est grâce à l'action de ces travailleurs que la Direction parle de réviser les salaires. Mais rien n'est encore décidé. C'est l'action de tous qui obligera la Direction à faire vite et mieux ! »

Avec leur cynisme habituel, les stalinien tentent de transformer en victoire la défaite qu'ils ont organisée eux-mêmes. Les travailleurs de A 22, engagés dans une lutte sans issue, doivent rentrer sans avoir rien arraché, contraints par la C.G.T. à quémander le bon vouloir de la direction.

Payantes, les grèves tournantes par ateliers ? La C.G.T. se répond à elle-même :

« La C.G.T. vous appelle à aider les travailleurs qui n'ont touché depuis trois semaines que ce que vous leur avez donné vendredi, c'est-à-dire 40 NF chacun. Nous vous demandons de prendre conscience de la situation de ces travailleurs et de leurs familles. Aujourd'hui, il faut faire plus encore. Versez tous ce soir aux portes. »

Nous pourrions, paraphrasant le passage du tract diffusé à la S.A.V.I.E.M. le 1^{er} décembre 1961, écrire :

« Ceux qui appellent aux grèves tournantes jouent leur rôle de flics. La lutte par atelier, c'est une forme qui a été imposée aux ouvriers par les stalinien. C'est le moyen de gêner les travailleurs aux moindres frais pour le patron. »

Cette conclusion serrerait infiniment plus la réalité des choses, à ceci près que les révolutionnaires n'écriront jamais que les stalinien sont des « flics ». Les révolutionnaires ne calomnient pas, mais accusent le P.C.F. de faire le jeu des patrons en pratiquant, à Lavalette et dans tout le pays, la plus éhontée des politiques de collaboration des classes.

Les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. veulent refuser aux trotskystes le droit de défendre dans les entreprises et les syndicats des opinions qui répondent aux véritables intérêts de classe des travailleurs. Voilà pourquoi les ouvriers de la S.A.V.I.E.M. et de chez Lavalette ont refusé de participer au « progrome » organisé par une poignée de staliniens contre les diffuseurs de tracts ouvriers.

Socialisme, démocratie ou fascisme ?

AUX usines Lavalette, à Saint-Ouen, la direction licencie, et s'oppose aux revendications des travailleurs. Les syndicats C.G.T. et F.O. pratiquent l'unité d'action. Un comité antifasciste a été organisé, et Renard, sans engager le syndicat F.O. qu'il dirige, y avait adhéré. Si, comme la plupart des comités antifascistes, le comité Lavalette ne regroupait qu'un petit nombre de militants, il avait au moins une particularité, celle de réunir des syndiqués C.G.T. et Force Ouvrière. C'est alors que, le 24 février 1962, le P.C.F. diffuse un tract, dénonçant « le militant bien connu de l'atelier 51, Renard ». Ce tract, qui expose les positions actuelles du P.C.F., mérite d'être analysé. Il permettra de comprendre les motifs véritables de la campagne antitrotskyste engagée par l'appareil stalinien. On y lit :

« Guy Mollet s'oppose à cette union (de toutes les forces démocratiques N.D.L.R.) et fait ainsi le jeu des fascistes. C'est dans le même sens qu'agit Correspondance ouvrière en avançant le mot d'ordre « fascisme ou socialisme ».

Incroyable audace des staliniens, qui expliquent que Mollet avance le mot d'ordre « fascisme ou socialisme ! » Le « socialisme » de Mollet avec Pinay n'est-il pas le côté pile de la pièce dont le côté face est le « communisme » de Frachon qui vient de signer « l'appel des cent résistants » avec le député U.N.R. Vandermersch ?

« La question est ainsi posée pour dérouter les antifascistes. Le problème posé est Démocratie ou Fascisme. C'est là que s'opère le plus large rassemblement. On peut citer, à titre d'exemple, l'appel des cent personnalités de la résistance, où, à côté des communistes, figurent des personnes qui sont très loin de l'idéal des communistes. On y relève, par exemple, le nom de Benoît Frachon, à côté de Claude Bouchinet-Sereuilles. Les travailleurs de Lavalette comprendront mieux quand ils sauront que ce dernier est membre du Conseil d'administration de Lavalette. »

Effectivement, les travailleurs de l'atelier 22, contraints par M. Bouchinet-Sereuilles, membre du conseil d'administration, co-signataire de l'appel des « Cent », de rentrer sans avoir rien obtenu de leurs justes revendications, sont à même de mieux comprendre la politique de Frachon-Thorez. Si l'on admet, comme l'affirment à juste titre les auteurs du tract, que « le gouvernement ne montre sa force que contre les démocrates », et que « l'audace des fascistes n'a d'égale que la faiblesse du pouvoir gaulliste », il est nécessaire de conclure que les députés U.N.R. Vandermersch et

Leygues et l'exploiteur des travailleurs de chez Lavalette, fermes soutiens du pouvoir gaulliste, ne peuvent être rangés dans le camp des « démocrates ». Mais alors, comment les dirigeants stalinien peuvent-ils affirmer défendre la « démocratie » en signant l'appel des « Cent », avec les susdits députés et patrons gaullistes ? De deux choses l'une : ou De Gaulle, les députés U.N.R., et le grand capital, dont Bouchinet-Sereuilles est un des représentants, sont « démocrates », ou ils ne le sont pas. Si Fajon se félicite de « l'union » réalisée avec eux, c'est qu'il les range alors dans le camp de la « démocratie », et le P.C.F. se range donc dans le camp de De Gaulle « dont le pouvoir personnel ouvre la voie au fascisme » ! Contradictions inextricables, dont le P.C.F. ne peut tenter de sortir qu'en calomniant les révolutionnaires.

Le P.C.F. et la S.F.I.O., chacun à sa manière, participent à la « résistance » contre l'O.A.S., dirigée par De Gaulle. Telle est la signification de l'article de Fajon (L'Humanité du 3 février) :

« Outre sa valeur d'exemple pour les Françaises et les Français qui abhorrent le fascisme, le manifeste des anciens résistants a le mérite de mettre définitivement au ban de la Nation l'O.A.S. »

Les stalinien se félicitent de ce que de

« nouvelles adhésions de résistants renforcent encore la portée des 100. »

Fajon n'a plus, maintenant, qu'à solliciter De Gaulle, qu'il est possible de qualifier comme on voudra, mais dont il est impossible de nier qu'il fut le « chef de la résistance ».

Ce que Fajon constate en écrivant :

« Après la Libération, disait alors notre secrétaire général à l'adresse de ceux de la Résistance, nous avons un certain temps continué à travailler ensemble pour le bien de notre pays. Puis la division est venue... Elle a favorisé la réapparition des munichois et des vichystes. Le résultat le plus récent de cette décision, ce fut l'émeute fasciste d'Algérie... Maintenant nous nous sommes retrouvés dans la bataille contre les émeutiers. »

Précisons :

1° Après la Libération, Thorez fut vice-président d'un gouvernement présidé par De Gaulle. La déclaration de Fajon est donc directement adressée au président de la V^e République, car il est évidemment impossible de qualifier De Gaulle de vichyste.

2° Ce gouvernement De Gaulle-Thorez, qui fit « tant de bien à notre pays », a couvert, le 8 mai 1945, la répression des manifestations de Sétif et de Guelma, où 45.000 Algériens furent massacrés.

3° Le 1^{er} février 1960, Thorez s'est retrouvé effectivement au coude à coude avec De Gaulle dans une grève organisée directement et conjointement par les centrales syndicales et la présidence de la République...

Mais, le 8 février 1962, huit travailleurs français sont tombés à Paris.

Ainsi, le contenu réel de la perspective ouverte par le P.C.F. pour une « démocratie rénovée » ne passe donc pas par la lutte contre le pouvoir personnel, mais par le soutien de De Gaulle. On le savait déjà, après le réalignment du P.C.F. sur la politique dite d'autodétermination. Le P.C.F. fait aujourd'hui un pas de plus dans cette voie.

Bien entendu, les formes que prend la domination politique de la bourgeoisie — régime parlementaire ou dictature policière directe de l'appareil d'état — ne sont pas indifférentes pour les travailleurs, car elles leur donnent des conditions plus ou moins favorables pour le développement de leur action de classe. Mais s'agit-il vraiment, pour le mouvement ouvrier, d'un choix entre la défense de la « démocratie » et la lutte pour le socialisme ?

L'impérialisme français, rongé de contradictions, a dû jeter par-dessus bord le régime parlementaire, pour entreprendre, sous l'égide directe et exclusive de l'exécutif, de régler au moins la principale question en suspens, la guerre d'Algérie, de la seule manière apte à assurer dans ce pays le maintien du régime de la propriété capitaliste. Mais De Gaulle est obligé, dans ce but, de combiner un renforcement sans précédent des forces de répression (35.000 policiers à Paris, sans compter les C.R.S., etc., ayant le droit de tirer à vue) avec le maintien des formes d'une démocratie bougeoise privées de tout contenu, car il lui faut, tout en préparant sa mise au pas, disposer de l'appui du mouvement ouvrier contre l'aile de la bourgeoisie qui, derrière les gangsters de l'O.A.S., refuse l'autodétermination de l'Algérie. La classe ouvrière a subi une défaite en mai 1958. Les directions bureaucratiques du mouvement ouvrier se vautrent, plus que jamais, aux pieds de De Gaulle. Dans ces conditions, les travailleurs ne peuvent évidemment pas avoir pour objectif immédiat la révolution socialiste. Certes, si Thorez et Mollet rompaient le lien infâme qui les unit à la bourgeoisie, s'ils pratiquaient une véritable politique d'unité d'action sur un terrain de classe, la situation pourrait encore (demain, il sera peut-être trop tard) se retourner rapidement. Mais on ne peut bâtir une perspective sur de telles hypothèses. Actuellement, les militants fidèles à leur classe préconisent une stratégie, des moyens d'ordre et des moyens d'action de caractère défensif. Cela veut-il dire qu'il faut soutenir le régime gaulliste, renforcer par conséquent la bourgeoisie, et la rendre plus apte à s'en prendre à ce qui reste des libertés démocratiques ? N'est-il pas évident, au contraire, que c'est seulement en ne comptant que sur leurs propres forces, en s'organisant sur leur propre terrain de classe (au lieu d' « exiger » du gouvernement ce qu'on sait pertinemment qu'ils ne fera en aucun cas), que les travailleurs peuvent écarter la menace d'une dictature policière renforcée ?

Le P.C.F. estime — aujourd'hui comme hier, comme avant hier, et comme demain — que la lutte pour le socialisme n'est pas à l'ordre du jour. Elle ne l'était pas davantage, à ses yeux, en 1944-45. Fallait-il pour cela participer au gouvernement De Gaulle, et contraindre les ouvriers à remettre leurs armes aux commissariats de police, en leur conseillant, comme Thorez dans son fameux discours d'Ivry, de faire

confiance à la « police républicaine » et à « l'armée républicaine » ? Fallait-il appeler la « nation » à « travailler ensemble », et, au nom du « produire d'abord », imposer, notamment dans les mines, le travail au rendement, la surexploitation et l'épuisement des ouvriers à la tâche, à seule fin de replâtrer le régime économique et politique de la bourgeoisie ? Fallait-il proclamer que « la grève, c'est l'arme de classe des trusts » ? Faut-il aujourd'hui, de nouveau, appeler à l'union sacrée comme le font Fajon et Thorez, aux côtés de l'exploiteur Bouchinet-Sereuilles, du conseil d'administration des usines Lavalette, ainsi que du président des Charbonnages de France, et des députés gaullistes ?

Les directions bureaucratiques des organisations ouvrières, au prix même de l'abandon de l'ensemble de leur programme « démocratique », soutiennent De Gaulle. C'est pourquoi les staliniens ne peuvent-ils tolérer que l'avant-garde révolutionnaire dévoile, dans les usines et dans les syndicats, la réalité de leur politique. Telle est la signification de la nouvelle campagne lancée par le P.C.F. contre les révolutionnaires.

Nul ne peut se dissimuler que la lutte pour imposer le respect de la démocratie ouvrière dans les entreprises sera longue et difficile. Mais la riposte contre les méthodes guépéoutistes doit s'organiser.

N.D.L.R. — Au moment de mettre sous presse, nous avons pris connaissance de l'article de Benoit Frachon dans « L'Humanité » du 10 mars. Cet article représente une réponse indirecte à l'appel « Pour la démocratie ouvrière » que nous publions dans ce numéro, et à une lettre ouverte que lui avait adressée Ida Boireau et Pierre Dercourt, militants de la fédération F.O. des employés, qui lui demandaient d'intervenir pour que cesse la campagne de calomnies et de violences.

Frachon recommande à l'appareil de ne pas organiser de bagarres, afin de laisser le débat politique se développer dans les entreprises et les syndicats. P'enons-en acte, et regrettons que le secrétaire général de la C.G.T., s'il se prononce formellement contre l'emploi de violences, laisse planer des équivoques qui sont autant de calomnies.

Il n'en est que plus nécessaire de signer et de faire signer l'appel « Pour la démocratie ouvrière ».

Informés,

1° de la campagne de calomnies engagée contre Daniel Renaud, ouvrier aux usines Lavalette (Saint-Ouen), secrétaire du syndicat des métaux F.O. (banlieue Nord) et contre toute une série de militants, qualifiés d'« anarcho-trotskyistes » et d'« hiltéro-trotskyistes », dans des usines de la région parisienne ;

2° des violences exercées aux usines S.A.V.I.E.M. (Saint-Ouen) contre des militants diffusant des tracts,

Sans partager tous les points de vue de tendance de ces camarades, nous élevons la plus véhémement protestation contre ces méthodes stalinienne, qui visent à exterminer, comme en Espagne, en U.R.S.S., en Hongrie et en d'autres pays, les tendances socialistes, anarchistes, trotskystes et mêmes communistes, pour autant qu'elles ne partagent pas la position officielle du « parti » (en France P.C.F.).

Au moment où le prolétariat français, uni, a réagi contre les violences policières, nous voyons, dans ces actes, une volonté délibérée d'introduire la violence stalinienne dans les rangs ouvriers, et cela par ceux qui, en paroles, prèchent l'unité.

Au nom du respect des tendances et de la démocratie ouvrière, nous exigeons que ces violences et ces calomnies cessent.

PREMIERS SIGNATAIRES :

- G. LAURÉ, Secrétaire général de la F.E.N.
G. NOUVEL, Métallurgiste, C.G.T. (Nantes).
L. ASTRE, S.G. du Syndicat National de l'Enseignement Technique (S.N.E.T.).
P. RUFF, S.G. du Syndicat de l'Enseignement de la R.P. (S.E.R.P.).
A. HEBERT, S.G. de l'U.D.F.O. de la Loire-Atlantique.
PUYVAUDRAN, Secrétaire de la section syndicale de l'usine d'aviation S.F.E.R. M.A. (C.G.T.) (Bordeaux).
LAMBERT, Secrétaire section syndicale F.O. des usines Dassault (Bordeaux).
B. ESTORGUES, Militant C.G.T. des usines Michelin, Clermont-Ferrand.
R. PATOUX, S.G. de l'U.D.F.O. de la R.P.
P. BOIS, Militant Renault.
A. SIDROT, S.G. de la Fédération des employés et cadres F.O.
A. LAVAL, S.G. adjoint de la Fédération de la métallurgie F.O.
R. HOYEZ, Secrétaire du Syndicat des Charpentiers en fer (C.G.T.).
J. SALAMERO, Militant C.G.T. des usines Dassault (Bordeaux).
R. CHERAMY, Membre du bureau national du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (S.N.E.S.).
PALLORDET, Secrétaire du syndicat des cheminots F.O. de la R.P.
GATINEAU, Secrétaire du Syndicat F.O. des P.T.T. de l'Île-de-France.
DUPEYRON, S.G. adjoint du syndicat des métaux F.O. (Bordeaux).
P. DUTHEL, Membre du bureau du Syndicat National des Instituteurs (S.N.I.).

TRAVAILLEURS, SYNDIQUES DE TOUTES TENDANCES,

Joignez votre protestation pour imposer la démocratie ouvrière dans les entreprises et les syndicats.

Signez et faites signer. Manifestez votre solidarité.

Nom : Adresse :
Entreprise : Syndicat :
Correspondance à M^{me} Ida BOIREAU, Syndicat F.O. - C.C.A.F.R.P., 14, rue Viala,
PARIS (15^e).

INDÉPENDANCE NATIONALE ET RÉVOLUTION

LA guerre révolutionnaire ouverte avec le déclenchement de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954 approche de son dénouement. Le mouvement des masses algériennes a entraîné dans son sillage bien des bouleversements politiques, tant en Algérie qu'en France et dans toute l'Afrique. Les forces politiques en présence : partis, gouvernements, états, les relations entre les classes se sont considérablement modifiées. En France, le « pouvoir fort » s'est instauré sur les décombres de la « démocratie parlementaire ». En Algérie, l'effondrement du M.N.A., qui a tenté d'exprimer jusqu'en 1958, les aspirations révolutionnaires du peuple algérien, a laissé la voie libre à la solution bourgeoise de la guerre d'Algérie. L'autodétermination dans la perspective de l'indépendance politique a noué solidement sous l'égide de de Gaulle, les formations politiques algériennes : F.L.N.-M.N.A. aux partis traditionnels de la classe ouvrière française : S.F.I.O., P.C.F., C.G.T., F.O., F.E.N., P.S.U. La hiérarchie catholique, M.R.P. et C.F.T.C., le Parti radical, une fraction des Indépendants, l'U.N.R. témoignent que les cercles dirigeants de l'impérialisme français sont acquis à une solution de « paix en Algérie », consacrant la construction à terme de l'état bourgeois algérien. Le tableau ne serait pas complet s'il n'était signalé que l'autodétermination du général de Gaulle est appuyée aussi bien par Washington que par la bureaucratie du Kremlin ; également par Bourguiba, Sékou Touré, Houphouët-Boigny, Nehru, Hassan II et Diem, par le « socialiste » du roi de Belgique Spaak et par Franco. Seul un secteur limité de l'impérialisme français, appuyé sur une importante fraction des cadres de l'armée et de la police, et la minorité européenne d'Algérie, tente désespérément de retarder l'heure de la solution. Malgré tout, les opérations de l'O.A.S., sous le signe de l'Algérie française, si préoccupantes soient-elles pour le « pouvoir », n'en sont pas moins utilisées par de Gaulle aux fins d'amener le F.L.N. à en rabattre de ses « prétentions ». Sous cet aspect, l'O.A.S. représente une carte non négligeable dans le jeu de de Gaulle visant à imposer sa solution bourgeoise à la guerre d'Algérie.

**

Le 1^{er} novembre 1954, les trotskystes ont à peu près seuls adopté une position particulière, une position de classe. Pour nous, au-dessus de la légitime revendication de la « Nation », nous avons estimé que la guerre d'indépendance était ordonnée par les revendications plus fondamentales de la Révolution prolétarienne. Nous nous en sommes expliqués, semaine après semaine, dans la *Vérité* hebdomadaire. Il est temps de dresser pour

l'avant-garde ouvrière un premier bilan. Ce n'est pas là, certes, chose aisée. Il ne faut pas nous dissimuler la complexité des questions soulevées — rendues plus complexes par le profond avilissement du mouvement ouvrier officiel, grandes et petites organisations traditionnelles qui, toutes, se sont engagées après le F.L.N. (sans compter le M.N.A.) à soutenir la politique dite d'autodétermination définie, le 16 septembre 1959, par le général de Gaulle. Malgré tout, il nous semble que ce travail, qui sera le thème de deux articles de notre revue, n'est pas impossible à mener à terme à condition de conserver le fil solide de l'analyse marxiste.

LA QUESTION AGRAIRE

Dans le programme rédigé par Léon Trotsky, en 1938, « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale », il est écrit :

« Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont la révolution agraire et l'indépendance nationale, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre. »

En Algérie, la base sociale de la lutte pour l'indépendance est exprimée par un peuple, d'une dizaine de millions de « musulmans », quasi totalement expropriés, au sein duquel les différenciations sociales sont extrêmement réduites. Un peuple de millions d'âmes réduit, en grande majorité, à la condition d'une plèbe explique toutes les difficultés rencontrées par l'impérialisme français à trouver de solides appuis sociaux dans la population « musulmane ». En Algérie, une colonie d'un million d'Européens, implantés depuis plusieurs générations, contrôlent toutes les issues économiques, sociales et politiques du pays. Une colonisation, certes, différenciée en couches sociales spécifiques : gros propriétaires fonciers, dirigeants de trusts coloniaux et des sociétés financières ; majorité de petits propriétaires agricoles, de fonctionnaires, cadres, techniciens, ouvriers qualifiés, mais qui, dans son ensemble, est demeurée sur le plan politique extrêmement homogène, regroupée dans sa masse autour des formations les plus réactionnaires. En Algérie, l'observation de Lénine sur la signification sociale et politique de l'aristocratie ouvrière européenne est une réalité indiscutable :

« L'impérialisme, dont les traits distinctifs sont le monopole et de vastes colonies, tend à créer parmi les ouvriers des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat... les hauts profits que tirent les capitalistes leur donnent la possibilité de corrompre certaines couches d'ouvriers et momentanément une minorité ouvrière assez importante, de les gagner à la bourgeoisie d'une nation donnée contre toutes les autres. »

L'aristocratie ouvrière européenne est non seulement « gagnée » à la bourgeoisie française contre la nation algérienne, mais se trouve en situation de rébellion à l'égard de cette bourgeoisie, laquelle dans son ensemble estime indispensable que soit recherché un compromis avec la débile bourgeoisie algérienne, aux fins de préserver l'essentiel des positions du capital financier. Paradoxe apparent, exprimant l'acuité de la crise de tout le système de domination de la classe dominante, qui voit sous l'autorité de « l'état rénové » les diverses couches de la bourgeoisie se déchirer, tandis que les différentes fractions de l'appareil d'état emploient le règlement de comptes et le plastic comme armes politiques et méthodes de gouvernement. Dans une perspective positive de la lutte de classes, le prolétariat français aurait pu utiliser ces déchirements en vue de promouvoir les solutions socialistes aux différents problèmes qui confrontent la société bourgeoise avec sa décadence. De même, en Algérie, il eût été possible de lutter pour que s'opère la dissociation sur une ligne de classe entre les travailleurs et petits colons européens et la grosse colonisation appuyée sur le corps des officiers réactionnaires. L'ensemble de la stratégie des organisations ouvrières en France et du F.L.N. s'est opposé aux perspectives révolutionnaires, ouvertes en France et en Algérie avec l'insurrection du 1^{er} novembre 1954. En particulier, ces formations se sont dressées contre une politique visant à ce que s'opère la jonction du prolétariat et des petits propriétaires agricoles européens avec le peuple algérien en lutte pour son indépendance. Nous reviendrons sur cette question.

*
**

Dégager les enseignements de la Révolution nécessite au préalable l'examen des rapports entre les classes en présence en Algérie :

① Le revenu moyen, calculé par l'économiste français Sauvy, est évalué dans l'agriculture pour les Algériens « musulmans » à 16.000 anciens francs par an et par tête. Dans ces 16.000 francs est intégrée la « valeur » de la production absorbée directement par la consommation familiale.

② 460.000 fellahs propriétaires sur 532.000 Algériens « musulmans » propriétaires n'ont pas suffisamment de terre pour subsister et faire subsister leur famille. Alors que les spécialistes évaluent, en Algérie, le minimum cultivable pour vivre à peu près décemment à 25 ha, 391.000 fellahs cultivent une superficie moyenne de 4,73 ha, 69.000 une superficie de 10 ha et seulement 72.000 exploitent des propriétés leur permettant de s'assurer un niveau de vie comparable au niveau de vie européen.

③ Plus de 2.200.000 fellahs sans terre, livrés au travail saisonnier, crèvent littéralement de faim. En chiffres globaux, sur la base des données réunies par la statistique générale de 1952, sur 2.800.000 Algériens musulmans, classés « population active » du secteur agricole, environ 70.000

peuvent vivre et faire vivre normalement leur famille ; seulement 6.000 propriétaires fonciers musulmans ont un genre de vie comparable, quoique notablement inférieur, aux gros colons européens.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus de 2.700.000 fellahs (avec leurs familles plus de 7 millions de personnes) végètent en marge du circuit économique moderne, ne participant à peu près pas, ni comme vendeurs, ni en tant qu'acheteurs, au système d'échange des marchandises. Tous les problèmes de l'Algérie peuvent se résumer à cette question : comment intégrer une population musulmane de plus de 7 millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans l'économie, partant dans la civilisation ? Question qui ne peut trouver de réponse que par une nouvelle répartition des terres, exigeant au préalable l'expropriation des terres possédées par les grandes sociétés européennes, les gros colons et les grands propriétaires fonciers musulmans. L'expropriation sans indemnité ni rachat, la redistribution de la terre « à ceux qui la travaillent » permettraient seules de dégager un marché intérieur stable indispensable à l'industrialisation du pays.

● Comparons ces statistiques avec celles concernant la population européenne. La petite propriété européenne représente 1,81 % de la superficie totale cultivée par les Européens, la moyenne propriété européenne 24,72 % et la grande propriété 73,47 %. Un maximum de 6.000 « seigneurs » de la colonisation monopolisent plus des trois quarts de la propriété européenne.

● L'examen de la structure de classe dans la paysannerie « musulmane » renforce considérablement la perspective révolutionnaire : on trouve d'abord 2.200.000 fellahs sans terre (ouvriers agricoles), puis 532.000 propriétaires qui se répartissent la propriété dans les proportions suivantes :

— 81,85 % de petits fellahs propriétaires cultivent 38,4 % de la superficie globale appartenant à la propriété « musulmane » ;

— 18,09 % de fellahs « moyens » se répartissent 41 % et 1,06 % de gros propriétaires fonciers les 20,6 % qui restent.

Aussi, contre les intérêts de l'immense masse des fellahs et du petit colonat européen, se dresse l'alliance solide de la caste des grands propriétaires fonciers européens et musulmans, appuyés et s'appuyant sur le capital financier « métropolitain ».

Ces quelques données confirment à quel point une politique révolutionnaire aurait pu tabler sur l'alliance des fellahs et travailleurs algériens avec la majorité des Européens ouvriers et petits exploitants. Dès le 1^{er} novembre 1954, un marxiste pouvait voir que deux voies s'ouvraient au peuple algérien dans sa lutte pour l'indépendance. Si les formations politiques algériennes et les organisations ouvrières françaises adoptaient la perspective révolutionnaire, l'« alliance ouvrière et paysanne » en Algérie, appuyée sur le prolétariat en France, pouvait ouvrir une issue socialiste à

la guerre d'Algérie. Dans la mesure où les partis nationalistes et les directions traditionnelles du mouvement ouvrier français limitaient leurs objectifs au cadre de l'indépendance politique (autodétermination), ils œuvraient à l'enlèvement de la crise sociale dans la voie de la construction d'un état bourgeois algérien préservant les principales bases de la domination économique de l'impérialisme français. Celui-ci, néanmoins, devra faire quelques concessions à la caste des propriétaires fonciers dont les intérêts sont liés à la bourgeoisie musulmane.

BOURGEOISIE ET PROLÉTARIAT

Si le poids économique et social de la couche des propriétaires fonciers musulmans est faible, celui de la bourgeoisie musulmane l'est plus encore. Le président de la région économique de l'Algérie, M. Laurent Schiaffino, le signale (1) :

« L'activité européenne représente 90 % de l'activité industrielle et commerciale totale. La part des citoyens musulmans dans le chiffre d'affaires de l'Algérie apparaît, d'autre part, comme n'étant que de 69 milliards sur 900, soit moins de 8 %, et l'on se croit fondé à fixer aux environs de ce même pourcentage la part de cette population dans les 4.500 milliards d'investissements réalisés dans le pays. » Il n'y a à peu près aucun musulman dans les grandes sociétés industrielles et bancaires contrôlées par le capital financier. Si dans le secteur industriel 4.269 Européens sont recensés comme propriétaires, ce chiffre tombe à 714 pour les musulmans. Pour apprécier le poids spécifique de la bourgeoisie musulmane, notons que les statistiques officielles font ressortir, en 1955, 305.000 salariés dans les entreprises européennes industrielles et commerciales, et dans les entreprises musulmanes correspondantes seulement 23.000. En outre, si globalement 90.000 entreprises industrielles et commerciales ont recensé des propriétaires musulmans (7 à 8.000 employant de la main-d'œuvre), le fait que 714 seulement soient classées dans la catégorie « industrie » démontre la faiblesse considérable de la bourgeoisie industrielle musulmane. Les industriels musulmans ne forment qu'une branche à peine plus développée de la couche sociale qui groupe 20.000 artisans. La plus grande partie des propriétaires musulmans classés dans les entreprises industrielles et commerciales constituent la grande masse des petits commerçants.

L'Algérie présente donc, avec des traits plus accusés, les caractères généraux de tout pays colonial ou semi-colonial, matérialisés par l'insignifiante densité économique de la bourgeoisie industrielle et commerciale autochtone. Mais l'Algérie présente une particularité singulièrement importante : elle possède une classe ouvrière dont la nature originale est un facteur essentiel dans les combats pour l'indépendance nationale.

(1) « Le Monde », 14-15 juillet 1957, cité par Egretaud, « Réalité de la Nation algérienne ».

● Une appréciation correcte des statistiques exige de conserver toujours à l'esprit leur caractère imprécis. Aussi la statistique générale de la France recense 395.000 salariés de l'industrie et des services publics, dont les deux tiers sont musulmans. Egretaud (2) table sur 450.000 ouvriers musulmans salariés en Algérie, dont 300.000 environ pourvus d'un emploi permanent ou semi-permanent, et près de 150.000 chômeurs. De même, en 1955, officiellement, il a été dénombré 186.418 travailleurs algériens immigrés, alors que le ministère du Travail signalait, en avril 1955, la présence de 250 à 300.000 travailleurs algériens en France, dont 156.000 régulièrement salariés (3). De fait le chiffre de 400.000 immigrés, dont 150.000 chômeurs, donné par Egretaud, serre de plus près la réalité.

● En Algérie, les 2.200.000 fellahs sans terre fournissent un prolétariat agricole de 100.000 ouvriers permanents, de 400.000 temporaires. 1.700.000 fellahs sont voués à un chômage quasi permanent.

Si l'on se réfère uniquement à la main-d'œuvre masculine, selon Mme Michel (4), « le nombre des chômeurs et des sous-employés musulmans, dans toute l'Algérie, est évalué à plus de 900.000, dont 80 à 100.000 dans les villes, ce qui représente 10 à 12 % de la population musulmane du secteur urbain ».

De ces données globales, il faut dégager des précisions complémentaires dont l'importance est capitale pour apprécier la dynamique des forces sociales dans la Révolution algérienne. En Algérie, la quasi-totalité des 230.000 salariés musulmans de l'industrie et des services publics, officiellement recensés, travaillent comme manœuvres et O.S. dans les mines, le bâtiment, les docks. Une infime minorité est qualifiée. Il est possible, en prenant l'exemple de la Régie des Transports Algériens d'apprécier le pourcentage des travailleurs algériens qualifiés. Le nombre des salariés européens de la R.T.A. s'élevait, en 1955, à 1.213, celui des salariés musulmans à 345. Pourcentage exceptionnellement élevé, car dans l'ensemble des autres professions il est considérablement plus faible.

La monopolisation des emplois qualifiés par les Européens n'est pas un phénomène particulier à l'Algérie, c'est là un trait général à tous les territoires coloniaux et semi-coloniaux. Par contre, le relatif développement du prolétariat urbain l'est. Ainsi, en Tunisie, avant l'indépendance, le pourcentage des salariés de l'industrie par rapport à la population musulmane était évalué à 0,025 %, en Algérie à 0,050 %. Ces pourcentages montrent que le poids du prolétariat dans la lutte nationale est donc plus important en Algérie qu'en Tunisie. Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel est le facteur, unique à ce jour dans les révolutions coloniales, représenté par l'émigration algérienne en France.

(2) Voir « Réalité de la Nation algérienne ».

(3) Chiffres fournis par Andrée Michel, « Les travailleurs algériens en France ».

(4) Idem.

LES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS EN FRANCE

Nous utiliserons le travail de Mme Michel qui, bien qu'il s'appuie sur les données officielles, donne une échelle de valeur avec laquelle il est possible de dégager l'importance du facteur de l'émigration dans la Révolution algérienne.

● 80 % du nombre des Algériens travaillant en France n'y sont venus qu'à titre temporaire, avec la volonté présente de retourner dans leur pays.

● A peine 16 % désirent se fixer en France.

● A. Michel, faisant état de l'enquête effectuée par M. Robert Montagne, établit que sur 240.000 immigrés algériens 60.000, originaires de la Grande Kabylie, n'émigrent qu'à titre temporaire (deux ans d'absence). 90.000, originaires de la Petite Kabylie et des Aurès, émigrent dans les mêmes conditions (deux ans d'absence). 60.000, originaires des Hautes Plaines, émigrent également de façon temporaire, quelquefois pour une saison. Environ 10.000 originaires des zones frontalières et 20.000 Algériens en provenance des zones urbaines acceptent d'émigrer sur une longue période, souvent même définitivement. Ainsi la très grosse majorité des immigrés algériens effectuent un séjour dans leur pays après une absence de deux années environ et s'y fixent à nouveau après plusieurs séjours en France. Le pourcentage des ouvriers algériens en France de plus de 35 ans est de 34 % de la masse des immigrés, ceci permet d'évaluer à un demi-million d'ouvriers minimum les Algériens retournés définitivement au pays, après avoir travaillé en France plusieurs années, coupées par des séjours plus ou moins prolongés en Algérie.

L'importance politique de cette émigration, dans la Révolution, se mesure au fait qu'avant les mesures administratives prises pour limiter les départs vers l'Algérie, on a assisté en 1956 à « des retours massifs destinés à grossir les rangs des rebelles » (circulaire du ministre résident en Algérie). A la gare de Lyon, du 1^{er} au 23 janvier 1956, ont été enregistrés 3.481 départs vers l'Algérie contre 2.208 pour la période correspondante de 1955. Du 29 janvier au 25 février 1956, 4.385 contre 1.375 ; du 26 février au 12 mars 1956, 3.070 contre 625. Un décret ministériel, pris en date du 20 mars 1956, stoppe cette vague de départs et institue l'obligation de produire une autorisation de retour établie par la Préfecture de Police.

**

Plus des 4/5^e de l'immigration algérienne en France provient des campagnes et des régions montagneuses. R. Montagne évalue à 90 % l'origine rurale des 240.000 Algériens non fixés définitivement en France. Vers quelles régions se dirigent ces centaines de milliers de fellahs

quasi-illettrés ? Vers les grandes agglomérations industrielles du Nord, de l'Est, de la région parisienne, des Bouches-du-Rhône. Les immigrés travaillent dans les mines, les industries chimiques, la sidérurgie, le bâtiment. Devenus prolétaires, les fellahs sont concentrés dans les grandes entreprises, dans les travaux les moins qualifiés, là où les prolétaires français sont également concentrés.

Des conséquences d'une grande importance découlent de la situation de ce prolétariat algérien dans la Révolution. Nous savons que le principal problème à régler dans toute lutte pour l'indépendance nationale est le problème agraire. Les millions de fellahs sans terre exigeant l'expropriation ont dès lors une direction possible, des cadres : les centaines de milliers de travailleurs algériens qui, au contact du prolétariat français et des organisations ouvrières françaises, ont assimilé, d'une façon originale, les traditions d'un mouvement ouvrier d'un pays avancé. Expérience unique, n'ayant pas d'équivalent dans n'importe quel autre pays colonial. Les travailleurs algériens ont appris à conduire une grève, des manifestations, à organiser des syndicats, des partis. Mobilisés dans l'armée, ils ont appris le maniement des armes. Partout et toujours, la poussière humaine représentée par la paysannerie est inapte à constituer une force indépendante. Il lui faut une direction : la bourgeoisie ou le prolétariat, l'une et l'autre des deux classes fondamentales de la société, sont candidates à cette direction.

La bourgeoisie, d'un pays colonial, liée par les mille liens de la subordination économique et politique à la caste des propriétaires fonciers et à l'impérialisme, ne peut diriger une authentique révolution agraire. En Algérie, l'immense force du prolétariat aurait pu lui permettre de poser sa candidature. Quatre obstacles se sont dressés pour barrer cette issue :

① La bourgeoisie musulmane, si débile fut-elle, reste forte de ses liens internationaux avec les autres bourgeoisies des pays arabes et avec l'impérialisme.

② La farouche détermination de l'impérialisme français de protéger avec ses positions la stabilité de son système social, a représenté le second obstacle. Pour apprécier la portée de la Révolution algérienne pour l'impérialisme français, il faut replacer celle-ci dans la situation où, après la défaite de Dien-Bien-Phu, la montée révolutionnaire en Afrique du Nord, la radicalisation en Afrique Noire, l'insurrection du 1^{er} novembre 1954 a condensé tous les antagonismes qui déchirent toutes les classes de la société, tous les partis politiques en France et en Algérie. La Révolution algérienne a noué toutes les contradictions du chaînon français le plus faible de la chaîne des grands impérialismes. Comme en 1944, en 1954 les forces coalisées de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie du Kremlin se ligueront pour assurer la stabilité de l'ordre bourgeois en France.

● C'était donc devenu une question de vie ou de mort, pour les cercles dirigeants du capital financier, de dissocier la lutte de classes du prolétariat français du combat du peuple algérien, pour, la Révolution algérienne étant isolée, émietter, enliser ses objectifs socialistes dans les voies de la construction d'un Etat bourgeois en mesure d'« encadrer et d'apaiser les masses » (5).

● La concentration des forces militaires de l'impérialisme français, rendue possible par le vote des députés staliniens, socialistes, radicaux et autres bourgeois, facilitera la tâche à laquelle se sont attelés la S.F.I.O., le P.C.F., la C.G.T., la C.G.T.-F.O., etc. : démoraliser, avant de lui faire subir la défaite du 1^{er} juin 1958, le prolétariat français afin qu'il ne soit plus à même de peser par sa lutte de classes dans le sens de la solution révolutionnaire du problème algérien.

● Le dernier obstacle, qui s'est opposé à ce que le prolétariat algérien assure son hégémonie dans la Révolution a été le caractère, les méthodes utilisés par la direction nationaliste — bourgeoise — de son combat. L'absence d'une direction révolutionnaire, marxiste, deviendra le facteur interne, décisif, après le passage du M.N.A., en 1958, sur des positions bourgeoises de conciliation avec l'impérialisme, laissant le champ libre au F.L.N., parti nationaliste de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie par sa direction, son programme, ses objectifs. La rupture de Messali Hadj (6) avec son passé précédera de peu la désagrégation de l'organisation, qui, reformée en novembre 1954 dans la clandestinité, plongeait ses racines dans l'Etoile Nord-Africaine et le Parti du Peuple Algérien.

Nous examinerons l'ensemble de ces questions dans un prochain article, les mentionner dans celui-ci permet d'apprécier, en partant de données objectives, les embûches qui se dressent à la conclusion de négociations dont le but est la construction d'un Etat bourgeois, objet de l'indépendance politique.

**

L'« intelligentia », dans aucun pays du monde, n'est à même de jouer un rôle autonome dans la lutte des classes. Ou bien les intellectuels — professeurs, étudiants, etc. — se placent sur le plan de classe des intérêts du prolétariat [Japon, juin 1960 (7)] et ils ouvrent la voie à l'action révo-

(5) R. Aron.

(6) Précisons : ce que nous écrivons ne cherche pas à convaincre les petits bourgeois qui, à la tête des organisations ouvrières, ont tous, sous des formes différentes apporté leur contribution à une politique visant à créer des « relations nouvelles entre la France et l'Algérie » (traduire : une politique visant au maintien des positions françaises en Algérie). Le rôle, la place de Messali Hadj, avant l'insurrection, dans la Révolution, jusqu'au 1^{er} juin 1958, a été immense, à la hauteur de l'intransigeance révolutionnaire qui fut la sienne depuis le début des années 20, où il commença à édifier les premières organisations nationalistes. Après le 1^{er} juin 1958, Messali Hadj s'est placé sur un autre terrain, celui de la conciliation bourgeoise avec l'impérialisme. C'est là un fait qui n'enlève rétrospectivement rien à la stature du dirigeant révolutionnaire qu'il avait été jusqu'à cette date. Nous y reviendrons.

(7) Voir « La Vérité », n° 529.

lutionnaire. Ou alors les intellectuels se situent sur le terrain de la bourgeoisie (Corée du Sud, Turquie) et ils facilitent la voie d'un « bouleversement » politique qui ne touche en rien à la structure de classe de la société. En Algérie, moins qu'ailleurs, l'intelligentsia ne pouvait occuper une place à part dans le combat pour l'indépendance nationale, mais, dans la mesure où aucune formation politique n'a voulu, ou n'a pu, dégager un programme prolétarien, les intellectuels ont constitué les cadres politiques d'un Parti nationaliste bourgeois.

● En Algérie, l'intelligentsia est très faible : en 1952, 4.700 musulmans recensés dans la catégorie fonctionnaires et professions libérales, contre 52.000 Européens. Ceci indique clairement que l'appareil d'Etat en Algérie fonctionne avec une écrasante majorité de Français et une infime minorité d'Algériens. G. Tillon signale (8) :

« Dans les postes importants (catégorie A) les musulmans étaient (d'après une brochure officielle) 145 en 1956 et 239 en avril 1957. Cette brochure ne donne pas le nombre total des fonctionnaires de cette catégorie. En fait, à la fin de 1958, dans les effectifs budgétaires algériens, 9.349 postes de la catégorie A étaient prévus (dont 7.394 pourvus de titulaires). »

Ainsi, en Algérie, les petits, moyens et grands fonctionnaires sont européens, l'appareil d'Etat est accaparé par les Européens, qui ont chassé les musulmans de tous les organes de gestion de la société. Ces résultats de la colonisation, reliés à la faiblesse des assises sociales de la propriété foncière et de la bourgeoisie musulmane, expliquent les difficultés rencontrées par de Gaulle pour imposer une politique « réformatrice » à l'anglaise. En Algérie l'appareil d'Etat français a rejeté hors de la société civile le musulman, ne lui ouvrant que l'issue du combat pour arracher ne fut-ce que la plus minime réforme. M. Raymond Aron, en 1957, formulait assez exactement le problème à résoudre, d'un point de vue bourgeois, en écrivant :

« Tous les observateurs de droite ou de gauche (en France), partisans de la résistance ou de la négociation, sont d'accord : il n'y a pas en Algérie de parti qui soit l'équivalent du Néo-Destour et de l'Istiqal qui soit un "interlocuteur valable", c'est-à-dire capable d'encadrer et d'apaiser les masses. »

En d'autres termes, l'impérialisme français a été placé, le 1^{er} novembre, devant un redoutable problème : la crainte de voir la paysannerie pauvre et le prolétariat combler le « vide algérien » avec les revendications sociales et les buts révolutionnaires. Nous étudierons, dans un second article, comment les cercles dirigeants du capital financier ont tenté, au travers d'une des guerres les plus meurtrières, de dégager les solutions bourgeoises de l'indépendance politique.

Le 15 janvier 1962.

P. LAMBERT.

(8) G. Tillon, « Les ennemis complémentaires ».

APRÈS LE XXII^e CONGRÈS :

QUELQUES ASPECTS

DE LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE

LA dernière page du numéro 35 du *Crocodile* (20 décembre 1961), le journal satirique soviétique, représente un gros directeur de kolkhoze en train de rédiger un rapport optimiste sur les « fournitures (agricoles) à l'état ». Sous le dessin, une légende :

*Il n'a pas honte pour un sou.
Truquer les chiffres, c'est son habitude.
Les poules peuvent bien crever de faim
Pourvu qu'elles soient bien grasses dans les rapports officiels.*

D'autres dessins du même ordre dénoncent, depuis plusieurs semaines tout particulièrement, l'incurie et la paresse des responsables locaux et régionaux de l'agriculture soviétique, qui paraît entrer dans une nouvelle phase de sa crise permanente. Au cours du mois de décembre 1961, Khrouchtchev a entamé une grande tournée agricole, la deuxième de l'année, pour fouetter l'énergie défaillante des dirigeants économiques et politiques des grandes républiques agricoles. La situation, telle que la dépeint Khrouchtchev dans ses discours à Tachkent ou à Kiev, est très grave. C'est ainsi, par exemple, qu'en Azerbaïdjan et en Turkménie, les rendements moyens à l'hectare dans la culture du coton n'ont cessé de baisser depuis 1958, pour arriver en-dessous des chiffres de 1953, date de la mort de Staline, et cela malgré de grands travaux d'irrigation. Une mesure traduit bien les difficultés de la bureaucratie devant l'énorme gâchis que représente l'agriculture soviétique : le 30 décembre 1961, le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. décrétait que des peines de prison seraient édictées contre ceux qui se rendraient coupables de « négligence criminelle dans la conservation, l'entretien et l'utilisation des machines agricoles ».

La baisse des récoltes et des rendements dans les terres vierges du Kazakhstan, terre-pilote de la politique de Khrouchtchev, ne fait que traduire les difficultés, pour ne pas dire les échecs, que rencontre le premier secrétaire du P.C.U.S. dans ses multiples tentatives d'harmoniser quelque peu le fonctionnement de l'agriculture soviétique.

C'est, entre autres, sur ce fond que s'est déroulé le 22^e congrès. Et s'il s'est, bien sûr, déroulé sous le signe de l'enthousiasme, de l'exaltation et de l'unanimité, divers signes laissent supposer que le rapport des forces entre l'équipe au pouvoir et la ou les oppositions n'est pas aussi stable qu'il y paraît au premier abord.

Le premier signe est la violence même des attaques contre le groupe antiparti, qui n'est pas gratuite. La brutalité de l'exécution politique est plus ou moins à la mesure du danger que « le groupe antiparti » faisait courir à l'équipe dirigeante et à sa politique.

Aux tensions politiques dont le congrès a prouvé l'existence, s'ajoutent des tensions entre l'armée et le parti, dont le congrès a laissé faiblement deviner quelque chose :

On conçoit d'abord aisément que le groupe dirigeant d'une institution aussi nettement délimité dans la société que l'armée jouisse d'un poids et pouvoir potentiel qu'il lui est possible d'exercer à partir du moment où existe un accord minimum dans le corps des généraux sur les objectifs à atteindre : en tant que tels, le corps des généraux ou plus largement le corps des officiers peuvent avoir des revendications propres, nées de leur fonction particulière dans la société ; si l'équipe au pouvoir se refuse à leur faire les concessions indispensables (ou, comme Staline... à les faire fusiller !), elle crée par-là un foyer d'opposition, susceptible, demain, d'opérer sa jonction avec un groupe intérieur au parti. Il se trouve que l'armée a justement des « revendications » : un discours du Congrès, passé quasiment inaperçu, et qui n'est pas reproduit dans le numéro spécial des *Cahiers du Communisme*, le laisse clairement entendre. C'est le discours prononcé par F.I. Golikov, chef de la direction politique générale de l'Armée Soviétique et de la Flotte. Le discours de Golikov est le seul dans lequel il ait été fait allusion au Maréchal Joukov, liquidé par Khrouchtchev en octobre 1957, après lui avoir apporté son soutien contre le groupe antiparti. Golikov s'exprime ainsi :

« Le Plenum d'octobre 1957 a été l'expression de la ferme ligne générale léniniste du Comité Central, et il a occupé une place particulière dans la vie de nos forces armées. »

« Les décisions de ce Plenum ont liquidé complètement la dangereuse ligne antiparti et l'orientation bonapartiste de l'action de l'ancien ministre de la défense, Joukov. »

« La situation était très sérieuse, comme le montre le fait que le rôle des soviets militaires, des organismes politiques et des cellules du parti avait été considérablement réduit et miné ; toute critique venue des rangs du parti à l'égard de la conduite et du travail des communistes, à tous les échelons de commandement, avait été interdite dans l'armée ; l'unité de commandement de l'armée était »

en train de mettre en question sa base de parti ; en relation avec cela se répandaient la morgue, la grossièreté, les actes d'arbitraire et d'intimidation ; la dissension régnait entre le commandement et les responsables politiques. La vie politique et le travail des organismes du parti étaient soumis au contrôle d'une administration bureaucratique et se trouvaient réduits à un travail limité d'instruction générale. La direction politique générale était traitée de haut et humiliée. Dans le travail scientifico-militaire des mœurs de garçons de boucher furent introduites. Il y eut plusieurs tentatives d'échapper, par divers moyens, au contrôle du Comité Central, de miner l'influence du parti, de détacher l'armée et la flotte du parti et du peuple. Le culte de la personnalité de Joukov s'instaura. Et, de plus en plus, il eut tendance à s'assurer un pouvoir illimité dans le pays et dans l'armée. »

« Dans son rapport au Plenum d'octobre du Comité Central du P.C.U.S., le secrétaire du C.C., le camarade Souslov, souligna que, dans ce cas, on n'avait pas à faire à des fautes isolées, mais à un système de fautes ; l'ancien ministre de la défense avait comme ligne : la tendance à considérer les Forces Armées Soviétiques comme son propre patrimoine, et une orientation qui menait à une dangereuse rupture entre les Forces Armées et le parti, et qui tendait à écarter le Comité Central des décisions sur les questions essentielles de la vie de l'armée et de la flotte. » (Pravda du 30 octobre 1961.)

Golikov reproche donc à Joukov d'avoir voulu réduire, puis liquider les organismes politiques au sein de l'armée, d'avoir voulu affirmer l'autonomie de l'armée par rapport au parti. Ce reproche est grave, mais il ne s'accompagne d'aucune des injures et des accusations proférées contre les membres du groupe antiparti. Joukov a-t-il effectivement voulu rompre les liens étroits qui lient, en la subordonnant, l'armée soviétique au parti ? Impossible de le savoir. Mais une chose est sûre : la dénonciation de cette tentative en signifie la réalité : une partie des cadres de l'armée rouge tend à secouer le joug du parti. Il est absurde d'imputer cette tendance au seul Joukov ; il apparaît probable qu'il l'ait appuyée et cherché à l'utiliser pour ses ambitions personnelles (ce que Golikov appelle justement le « bonapartisme »), mais aujourd'hui cela n'a plus guère qu'un intérêt historique. Le fait important est que la tendance dénoncée par Golikov n'a évidemment pas disparu avec la liquidation de Joukov. C'est la raison pour laquelle elle a été dénoncée au XXII^e Congrès. L'étau de la terreur se desserrant, les divers groupes sociaux sont logiquement tentés d'affirmer leur autonomie. Que ceux qui incarnent cette volonté disparaissent ne change pas grand chose à l'affaire. La différence entre le sort réservé à Joukov, auquel on reproche un crime extrêmement grave (la mise en question de l'hégémonie du parti) mais qu'on ne châtie

pas, et la violence des charges contre le groupe antiparti, qui devraient annoncer des sanctions, signifie que Khrouchtchev ne peut pas se mettre à dos une fraction de l'appareil militaire au moment où il cherche à liquider Molotov-Malenkov. Mieux que d'une neutralité, il avait sans doute besoin d'un soutien actif du haut commandement.

Il est certain, ensuite, qu'il existe dans le parti une opposition « stalinienne » à Khrouchtchev ; sans parler des vieux cadres du parti qui n'acceptent pas le déboulochage de leur ancien maître tout-puissant, une opposition conservatrice s'exerce dans deux domaines : opposition à la libéralisation que d'aucuns considèrent comme ayant déjà risqué en 1956 de mener l'U.R.S.S. sur la voie hongroise, comme l'écrivain ultra-stalinien Kotchetov, rédacteur en chef de la revue *Octobre* ; il existe enfin une opposition à la politique de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme occidental poursuivie par Khrouchtchev. Il est significatif que la rupture albanovo-soviétique et le différend russo-chinois se soient produits sur ce point. Or, il apparaît peu probable que la direction du P.C. albanais ait accepté une rupture aussi brutale avec le Kremlin si elle n'y avait pas été encouragée (comme elle l'a d'ailleurs laissé entendre) par une fraction du P.C. russe, sinon téléguidée par elle. On sait que Molotov adressa un mémoire aux membres du Comité Central peu de temps avant le congrès : l'essentiel de ce mémoire, d'après le résumé qui en fut donné par les amis de Khrouchtchev à la tribune du congrès, consiste en une attaque contre la politique extérieure de l'équipe au pouvoir, caractérisée par Molotov comme une politique de capitulation devant l'impérialisme occidental. Ce point est loin d'apparaître comme purement formel à l'équipe de Khrouchtchev, puisque Abjoubéi, gendre de Khrouchtchev et rédacteur en chef des *Izvestias*, a consacré toute la première partie de son discours à réfuter les thèses de Molotov (telles que lui-même nous les présente) en s'efforçant de les tourner en ridicule :

« Les fractionnistes... je me les représente assis dans leur coin, en train de lancer des postillons sur notre 22^e congrès... Ce ne sont pas seulement des petits bourgeois sans principes, ce sont des gens qui se tiennent sur des positions antiléninistes. Le plus méchant d'entre eux est Molotov. Il attaque le parti dans tous les domaines de son activité, et en particulier dans le domaine de la politique extérieure. Anastase Mikoyan a déjà dit que Molotov s'élève contre les contacts entre les responsables du parti et du gouvernement avec les hommes politiques étrangers et contre les voyages dans les pays étrangers. Du haut de sa grandeur « d'orthodoxe », Molotov nous prévient : prenez garde aux contacts, ils sont dangereux, ne faites pas de concessions au monde capitaliste.

« Que peut-on répondre à cela ? Les contacts avec les dirigeants du monde capitaliste, c'est un travail assez compliqué, parfois

désagréable et dans quelques occasions tout simplement répugnant (agitation dans la salle). Il est bien plus facile de s'installer dans la position de l'auto-isolement. On peut toujours s'imaginer, bien sûr, que le monde va comme on se l'imagine. Mais les diplomates et les gens les plus simples savent qu'il n'en est pas ainsi : ils savent qu'il y a dans le monde beaucoup de problèmes qui ne sont pas résolus, beaucoup de discussions qui sont loin d'être terminées...

« L'auto-isolement est une position facile ; les contacts c'est plus dur, et précisément les contacts qui sont nécessaires à notre peuple. Quant à ce qui concerne les bavardages calomnieux sur les "concessions", la meilleure réponse qu'on puisse y faire c'est que nos amis comme nos ennemis témoignent bien que l'U.R.S.S. tire toujours des bénéfices des voyages dans les pays étrangers des responsables du parti et du gouvernement ; et son autorité internationale est arrivée à un niveau jamais atteint jusque là (applaudissements prolongés). »

Molotov n'a jamais passé pour un génie, mais cet ancien valet de Staline n'a pas pris le double risque d'envoyer personnellement un mémoire aux membres du Comité Central et d'y prendre, sans doute, brutalement position contre la politique extérieure de Khrouchtchev s'il ne se connaissait un certain nombre d'appuis. Adjoubei aurait-il enfin, après d'autres, été chargé de répondre sur ce problème si l'équipe dirigeante était assurée d'une unanimité réelle sur ce point ? En tout cas, si formelle qu'elle puisse apparaître, l'approbation du congrès était nécessaire à Khrouchtchev pour qu'il puisse mettre, sur cette question, les groupes s'opposant à lui hors jeu.

LE DÉSORDRE DE L'ÉCONOMIE

La crise fondamentale de la bureaucratie est la crise de sa gestion de l'économie collective soviétique : la récente tournée agricole de Khrouchtchev ne fait que confirmer ce fait ; un seul exemple : Khrouchtchev a révélé que l'année dernière les sovkozes et kolkhozes de Biélorussie avaient laissé mourir 516.000 porcs, soit 15 % du troupeau porcin de la République, par manque de fourrage pour les nourrir... En même temps, Khrouchtchev mène une violente campagne contre le trop de place accordé aux cultures fourragères dans l'agriculture soviétique !

Le gaspillage effrayant des richesses produites par les travailleurs empêche toute réforme réelle, et est causée par la volonté de s'opposer à toute démocratisation autre que superficielle de la société soviétique. En fait, l'ensemble de la bureaucratie — ou à peu près — serait d'accord pour liquider la terreur comme moyen de résoudre ses problèmes internes ; mais son réformisme ne peut guère dépasser ces limites, car la bureau-

cratie ne peut accepter de concéder le moindre contrôle aux travailleurs, des villes ou des campagnes, sur la production et sur la planification. La bureaucratie n'est prête à assouplir les formes de sa domination sur la société soviétique que dans la mesure où cette domination reste totale et incontestée.

De ce point de vue, les nouvelles mesures de déstalinisation (retrait du cadavre de Staline du Mausolée, changement du nom de Stalingrad, etc.) apparaissent comme une tentative d'offrir un dérivatif aux aspirations des masses : la garantie d'un minimum de légalité et de sécurité est effectivement une acquisition importante, mais elle ne peut éternellement détourner les ouvriers et les paysans de leurs revendications.

Toutes les grandes mesures des cinq dernières années sont des tentatives plus ou moins directes de rafistolage d'une gestion économique désordonnée (décentralisation économique, dissolution des stations de tracteurs et machines agricoles, abolition des livraisons forcées, renouvellement effréné et perpétuel des cadres économiques et politiques des régions agricoles, etc.).

Khrouchtchev a beaucoup insisté dans son rapport au congrès sur les effets nocifs du gaspillage, qui met en question la réalisation du plan septennal :

« Vraisemblablement, il faudra pour un certain temps, mettons une année, suspendre la mise en chantier de nouvelles entreprises et affecter toutes les ressources, qui vont ainsi s'accumuler, à l'achèvement rapide des travaux déjà amorcés. Les exceptions ne peuvent être admises que pour des changements particulièrement importants et sur décision obligatoire du gouvernement de l'Union Soviétique. »

Le remède est le suivant :

« L'économie dans les grandes choses comme dans les petites, la mise en œuvre rationnelle des ressources naturelles et des valeurs matérielles doivent être élevées au niveau d'une politique d'état (sic !).

« Il est indispensable d'améliorer radicalement les procédés de planification. Il convient de noter que les organismes de planification commettent assez souvent des erreurs et des bévues dans la détermination du volume de la production. Les plans de livraison de la production ne sont pas toujours coordonnés avec ceux du ravitaillement matériel et technique et des fournitures à titre coopératif ; les plans de construction ne sont pas coordonnés avec les investissements financiers, les fonds matériels, les fournitures d'équipement. »

Il est assez admirable que le secrétaire du Parti Communiste d'un pays qui prétend avoir déjà atteint le socialisme, s'aperçoive que « la mise en œuvre rationnelle des ressources naturelles et des valeurs matérielles doit être élevée au niveau d'une politique d'état » ! Voilà qui en dit long sur le désordre réel que recouvre une planification décidée d'en haut, extérieurement rigide et impérative.

Depuis le congrès, il n'est guère de jour où la *Pravda* et les *Izvestia* n'orchestrent d'une manière ou d'une autre le thème : « Produire plus en dépensant moins », « Il faut économiser les matières premières », la poursuite de la campagne prouvant d'ailleurs son inefficacité. Cette campagne s'accompagne de dénonciations régulières de faits de gaspillage (la *Pravda* a signalé récemment le cas de kolkhozes qui laissaient pourrir des tonnes d'engrais sous la pluie). On ne saurait mieux souligner que la gabegie n'est pas due au mauvais vouloir d'un certain nombre de cadres plus ou moins malhonnêtes ou à des circonstances passagères susceptibles de disparaître : elles sont le produit même de la gestion bureaucratique de l'économie.

Il serait donc vain d'attendre de la bureaucratie qu'elle se réforme elle-même. Toutes ses tentatives d'harmoniser son propre fonctionnement se heurtent inévitablement à sa nature de caste parasitaire. Il faut à Khrouchtchev une sérieuse impudence pour dire dans son rapport : « Grâce au progrès technique, à l'élévation du niveau technique et culturel des travailleurs, les différences essentielles entre le travail manuel et le travail intellectuel sont en voie de disparaître. » Khrouchtchev continue cette affirmation par une phrase curieuse : « *les rapports entre classes (sic !) de notre pays sont entrés dans une nouvelle phase de leur développement. La démocratie prolétarienne se transforme en une démocratie socialiste du peuple tout entier* ». S'il y a des classes en Union Soviétique c'est que nous ne sommes pas à l'aube de la phase supérieure du socialisme : le communisme, mais que la société soviétique n'a même pas atteint la phase inférieure : le socialisme.

Malgré tout, les garanties données au peuple soviétique par le 22^e congrès doivent donner plus de confiance aux travailleurs et leur permettre de rendre peu à peu leur hostilité aux privilégiés du régime de plus en plus audacieuse, jusqu'au jour même où ils pourront passer des revendications immédiates à la lutte ouverte pour un programme économique et politique visant à terme à la liquidation de la bureaucratie. Ceci pose le problème d'une avant-garde dont la constitution ne saurait être qu'un processus conscient. Le fait important est que le 22^e congrès, qui a pour but d'harmoniser le fonctionnement de la domination bureaucratique sur la société soviétique, en liquidant, entre autres, un déséquilibre économique extraordinairement périlleux, a en fait supprimé un certain nombre des obstacles à la cristallisation de l'hostilité ouvrière

et paysanne à l'oppression bureaucratique, sous une forme autre que le vol, le sabotage et la lutte contre les normes. En faisant déboucher les luttes internes de la caste dirigeante sur la place publique, le 22^e congrès risque d'ouvrir une période de repolitisation accélérée des masses dont la conclusion ne pourra être que brutale.

VERS DE NOUVEAUX PROCÈS ?

Les problèmes aujourd'hui à l'ordre du jour sont, évidemment, plus modestes. Le principal, pour la période qui vient, est le problème du sort réservé aux membres du « groupe antiparti » dans la mesure où les hésitations du pouvoir, l'absence momentanée de conclusion aux dénonciations du congrès, semblent traduire l'existence de divergences profondes au sein de la bureaucratie. Cette fragilité relative du rapport des forces, dans une société dont l'économie est la proie de distorsions effrayantes, peut amener l'organisation de nouveaux procès, seuls susceptibles de régler pour un temps les questions pendantes.

Khvernik et Chelepine, entre autres, ont, en effet, clairement démontré que les trois principaux coupables avaient sur la conscience la mort de milliers de communistes sincères. Mais traduire en jugement Molotov, Kaganovitch, Malenkov risquerait de déclencher un mécanisme que la bureaucratie n'est pas sûre de pouvoir contrôler entièrement : combien de ses membres sont mêlés aux exactions reprochées au groupe antiparti ? Un procès ne retomberait-il pas sur la bureaucratie en tant que telle au lieu de retomber sur les seuls « comploteurs et scissionnistes » ?

Pourtant le 22^e congrès a mis en place le dispositif nécessaire à la préparation éventuelle de grands procès :

- Molotov, Malenkov et Kaganovitch ont été accusés d'avoir organisé des « répressions massives de militants communistes » ;
- Dans le discours final de Khrouchtchev, une longue et minutieuse analyse des faits prouve la préméditation du meurtre de Kirov par le pouvoir. Et Khrouchtchev dit : « *les représailles massives ont commencé après le meurtre de Kirov* ». Mais, alors que dans tous les autres discours, chaque affaire précise était imputée à tels ou tels membres du groupe antiparti, les responsabilités de l'assassinat de Kirov et de la répression massive qu'il a entraînée restent en suspens, en « réserve » ;
- Dans son discours, Chelepine, après avoir montré clairement que les membres du groupe antiparti étaient des assassins, déclare : « *Les comploteurs étaient prêts à utiliser les moyens les plus extrêmes pour parvenir à la réalisation de leurs buts immondes.* » C'est-à-dire à la liquidation physique de Khrouchtchev et d'une bonne partie du Comité Central.

On voit par là et par d'autres exemples du même ordre que sont en place les moyens de monter, en cas de nécessité, une série de procès. Sans doute Kozlov a-t-il expliqué que « le parti pouvait nettoyer ses rangs sans épuration », comme Mikoyan avait déclaré, au 21^e congrès, que « maintenant il n'y a pas place chez nous pour la répression pour des mobiles politiques », mais cela ne fait que souligner les divergences qui règnent au sein de la bureaucratie.

L'organisation d'un procès ne dépend pas d'un caprice personnel de Khrouchtchev ou de ses partisans ; sous Staline même, malgré la folie sanguinaire dans laquelle il avait sombré, les procès et les vagues d'épurations avaient des objectifs précis : couvrir et « réparer » un échec de sa politique intérieure ou une aggravation de la crise économique permanente du régime, en en rejetant la responsabilité sur un groupe de boucs émissaires. Ces boucs émissaires devaient être choisis au sein de la bureaucratie, afin de ressouder ses rangs par la terreur et d'enlever à toute opposition la possibilité de se faire jour et de s'organiser au sein de la caste dirigeante.

Les nécessités qui peuvent mener à organiser de nouveaux procès sont du même ordre : si le groupe dirigeant actuel du P.C. de l'U.R.S.S. ne subit pas de revers grave dans le domaine intérieur (réalisation du plan de sept ans) et extérieur (politique de détente et de coexistence pacifique avec l'impérialisme), il est infiniment peu probable qu'il se paye le luxe d'organiser des procès qui risqueraient de marquer le début d'une nouvelle ère de tension grave en U.R.S.S. : si la bureaucratie dirigeante a liquidé la terreur, ce n'est pas par humanité, c'est d'abord pour sauver l'U.R.S.S. de la débâcle économique : le rendement des ouvriers et des paysans travaillant sous la terreur, dans une situation de misère effrayante, était si bas qu'il mettait sérieusement en danger l'U.R.S.S. en face d'un monde capitaliste en pleine crise de surproduction.

Toute menace d'échec dans le domaine de la politique intérieure ou extérieure amènerait probablement, au contraire, l'organisation de procès : sinon pourquoi avoir mis en place tout l'appareil préparatoire à ces procès ? L'équipe dirigeante tient trop au pouvoir pour ne pas préférer la liquidation, au moins momentanée, de sa politique à sa propre liquidation. Il faut d'ailleurs noter que le mécanisme monté au 22^e congrès pourrait jouer contre Khrouchtchev dans le cas d'un renversement de la situation.

QUE PEUT BIEN VOULOIR DIRE LA DÉSTALINISATION ?

La nouvelle campagne de déstalinisation, ouverte par le 22^e congrès, est à la fois une tentative de la bureaucratie dirigeante pour trouver une solution aux problèmes que posent la gestion bureaucratique de l'économie russe, et un aliment donné aux masses dont les besoins

s'accroissent sans cesse. Il existe des signes tangibles de cette pression des masses : les grèves qui ont éclaté dans les dernières années (une à Moscou même en 1960), les concessions matérielles accordées aux masses dans le domaine de la nourriture, de l'habillement et surtout du logement : la *Pravda* du 28 décembre annonçait que plus de 119.000 appartements avaient été construits à Moscou cette année.

Ces concessions sont nécessaires à la bureaucratie : les ouvriers travaillent plus et mieux ; dans son rapport au congrès, Khrouchtchev déclare : *« Les années écoulées laissent apparaître une augmentation rapide de la productivité du travail. En 1961, elle dépassera le niveau de 1955 de 43 % dans l'industrie, de 60 % dans le bâtiment et de 56 % dans les transports ferroviaires. Ceci a permis d'assurer près de 70 % de l'ensemble de l'accroissement de la production industrielle. »* Etant donné la gabegie qui règne dans la gestion de l'économie, il est bien évident que ces pourcentages sont essentiellement dus à l'effort accru des travailleurs.

Mais cet effort accru s'accompagne peu à peu de revendications accrues ; comment la bureaucratie répond-elle à ces revendications des ouvriers et des paysans : en organisant la valse des bureaucrates locaux ou régionaux, rendus responsables de tous les désordres et de toutes les fautes ; ce sont les boucs émissaires du parasitisme bureaucratique offerts en pâture aux masses ; elle y répond ensuite en libéralisant, en démocratisant les normes de sa propre vie politique (laissant intact la nature et la structure de son pouvoir antidémocratique), afin de resserrer l'unité de ses rangs en face des masses. Sous Staline, les membres du Comité Central étaient aussi dépourvus du pouvoir politique que le dernier des moujiks ; aujourd'hui, cela tend à ne plus être vrai ; les couches supérieures de la bureaucratie participent vraiment à la gestion politique et économique de l'U.R.S.S. : sur le plan régional, avec les mesures de décentralisation économique et administrative, sur le plan national, par la régularisation de la vie politique : le Comité Central se réunit en moyenne deux fois par an ; en six ans, le P.C.U.S. a tenu trois congrès. La nouvelle vague de déstalinisation tend à donner à l'ensemble de la bureaucratie la preuve que ses dirigeants actuels renient des conceptions et des méthodes qui, en même temps que les masses, les touchaient si cruellement.

La déstalinisation est le passage de « l'empire autoritaire » à « l'empire libéral », passage effectué par la bureaucratie pour tenter d'associer l'ensemble des couches de la caste dirigeante à la gestion d'une économie que ses tensions internes et ses déséquilibres nombreux, engendrés par la planification et le contrôle bureaucratique, jettent dans un état de crise permanente. En face d'un monde capitaliste en proie à la surproduction, l'U.R.S.S. ne peut continuer perpétuellement à résoudre les pro-

blèmes d'une économie de pénurie sans mettre en cause, à plus ou moins long terme, les bases mêmes de l'économie collective.

*
**

Quelles que soient les réformes qu'elle puisse promouvoir, la bureaucratie n'a qu'un but : éviter le contrôle des ouvriers et des paysans sur la production et la planification, car ce contrôle annoncerait sa fin en tant que caste privilégiée et parasitaire. On ne peut savoir dans quelle mesure les besoins et les réactions des masses apparaissent à la bureaucratie comme mettant en cause les bases de son pouvoir ; elle a, en tout cas, jugé qu'il était bon d'accorder quelques concessions à toutes les couches de la population : promesses de garantie de la « légalité socialiste », concrétisées par la dénonciation comme criminels du groupe Molotov-Kaganovitch, importance grandissante accordée depuis deux ans aux problèmes agricoles, c'est-à-dire aux problèmes de l'industrie de consommation de base, attitude libérale à l'égard des paysans : c'est ce qui explique la phrase de Khrouchtchev : « La démocratie prolétarienne se transforme en démocratie socialiste du peuple tout entier », c'est-à-dire que la « dictature du prolétariat » guidant la classe paysanne, exprimée par l'hégémonie du parti, disparaît : les paysans sont, d'un coup, élevés au niveau des ouvriers... Satisfaction théorique ? Traduction, plutôt, du souci prédominant de Khrouchtchev : faire sortir les paysans de leur attitude de passivité, sinon de refus, à l'égard du régime.

La bureaucratie soviétique est le produit de l'encerclement et de la pression impérialistes auxquels l'U.R.S.S. a été soumise depuis sa naissance. L'impérialisme peut trouver un terrain d'entente avec la bureaucratie qu'il ne pourrait trouver avec un pouvoir ouvrier authentique : du pacte Laval-Staline à Yalta, du pacte germano-soviétique à l'écrasement de la Révolution hongroise, soigneusement coordonné avec l'intervention américaine contre l'expédition franco-anglaise en Egypte, l'histoire abonde en accords circonstanciels de ce genre : c'est ce que l'on appelle la « coexistence pacifique ». Avec une démocratie ouvrière, pas de « coexistence pacifique » possible : aussi les rumeurs sur les troubles qui agiteraient l'Union Soviétique inquiètent beaucoup les puissances impérialistes, parce que la mise en question du pouvoir de la bureaucratie en U.R.S.S. pourrait poser aujourd'hui et demain le problème du contrôle ouvrier sur la vie économique et politique d'un pays aux possibilités immenses. Une note du *Monde* (18 janvier 1962) indique qu'« à Washington... on met en doute que le camp soviétique puisse être affaibli de manière durable par des divisions dont on doute que l'Ouest ait à se féliciter ». Que Khrouchtchev soit pour Kennedy le meilleur secrétaire du P.C.U.S., c'est certain, mais la perspective d'un remplacement de Khrouchtchev par un « dur »,

comme Molotov, n'a pas de quoi inquiéter sérieusement Washington : Molotov a été l'adjoint de Staline dans toute une série d'accords avec l'impérialisme, auxquels Khrouchtchev n'a rien à envier : pacte germano-soviétique, dissolution du Komintern, accords de Yalta, écrasement de la Révolution grecque. Ce que craint l'impérialisme c'est ce que ces divisions politiques, qui se règlent aujourd'hui à moitié publiquement, ne marquent ou n'entraînent, plus ou moins rapidement, la rentrée des masses sur la scène.

Le sort de l'impérialisme et celui de la bureaucratie sont intimement liés. La liquidation du pouvoir bureaucratique en U.R.S.S., c'est-à-dire la prise en main de son destin par la classe ouvrière la plus nombreuse du monde, signifierait une modification radicale du rapport des forces. Les conflits entre la bureaucratie et l'impérialisme occidental apparaissent secondaires en face de cette menace : où est donc passé, par exemple, le fameux « problème crucial » de Berlin ?

L'affaiblissement du pouvoir bureaucratique en U.R.S.S., résultat de l'activité des masses, aurait d'énormes conséquences pour l'action révolutionnaire du prolétariat industriel de l'Europe occidentale, dans la mesure où les destins de la bureaucratie et de l'impérialisme sont étroitement dépendants l'un de l'autre. Ces possibilités apparaissent minces aujourd'hui, en Europe Occidentale, et la conscience que les prolétaires soviétiques et d'Europe ne pourront s'émanciper qu'en se tendant les mains par-dessus les pactes de Varsovie et de l'O.T.A.N. à peu près nulle. Mais l'éveil de la conscience est le produit de circonstances imprévisibles, parfois mineures, qui prennent un sens formidable dès qu'existe une situation objective révolutionnaire. C'est ainsi que les vers qui grouillaient dans leur viande ont dressé contre le tzarisme les matelots de l'équipage le plus sûr de la marine de Nicolas II : les matelots du *Cuirassé Potemkine*.

David STEIN.

Actuellement sous presse :

Léon TROTSKY
LA BUREAUCRATIE STALINIENNE
ET L'ASSASSINAT DE KIROV

Envoi franco contre 1 NF. Passez vos commandes à la S.P.E.L.

LA SITUATION AU SUD VIETNAM

Nous publions ci-dessous des extraits du rapport fourni par un camarade vietnamien, l'été dernier, sur la situation au Sud Vietnam. On ne saurait trop insister sur la valeur des faits soumis, au moment où l'impérialisme américain prétend, une fois de plus, défendre le « monde libre » en multipliant son aide économique et militaire au régime terroriste et branlant du très chrétien Ngo Dinh Diem.

Rappelons, d'autre part, qu'une répression féroce ne cesse de frapper les masses populaires et l'avant-garde révolutionnaire au Sud Vietnam, où les assassinats sommaires et les détentions arbitraires ont depuis longtemps balayé les moindres apparences de garanties légales, comme en Corée du Sud, autre « tête de pont du monde libre », où la toute-puissance des polices et de la racaille militaire, jointe à la corruption inouïe des gérants du pouvoir, font de cette « république » l'une des incarnations des régimes installés en Asie par l'impérialisme américain.

I. — LES PREMIERS PAS DE LA LUTTE ANTIIMPÉRIALISTE AU VIETNAM

ON se souvient qu'en 1929-1930, éclata la révolte des nationalistes qui faillit réussir et abattre l'impérialisme français. Le mouvement nationaliste, personnifié par le parti Viet Nam Quôc Dan Dang, dont les dirigeants étaient des intellectuels petits-bourgeois, s'était montré parfaitement à la hauteur de ses tâches du point de vue du courage et de l'organisation. Cependant cette tentative échoua pour des raisons conjoncturelles insurmontables. Exception faite du Vietnam, le calme régnait dans les colonies, aussi bien anglaises que françaises et en particulier dans tout le Sud-Est asiatique. L'impérialisme français n'était gêné par aucune difficulté grave, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. Il reposait sur de solides assises. Mais la classe bourgeoise nationale vietnamienne n'en était pas moins d'une faiblesse extrême. Dans son ensemble, cette bourgeoisie ne constituait pas une force consciente. Faible, inorganisée, peureuse, elle était incapable d'apporter son soutien au mouvement nationaliste. Quand la révolte fut matée, le mouvement décimé, la bourgeoisie se retira complètement de la vie politique. Devenue par la suite lâche collaboratrice de l'impérialisme pour profiter des miettes qu'il lui abandonnait, elle consacra son incapacité à résoudre les tâches nationales de la Révolution antiimpérialiste. Ce n'est pas par hasard que l'histoire des résistances nationales contre l'occupation n'a pu mentionner aucune figure de leader bourgeois. Profitant de la situation, le colonialisme accentua

la répression et l'exploitation. Mais les classes qui devaient subir le plus durement les conséquences de cette politique inhumaine restaient toujours les masses laborieuses des campagnes et des villes. Leur niveau de vie était évalué à 20 sous par jour, soit 1 franc d'avant-guerre. Les victimes de la famine jonchaient les routes. Des familles vendaient leurs enfants comme domestiques. Le nombre de chômeurs ne se comptait plus. C'est alors qu'on vit apparaître sur l'arène politique deux grands mouvements révolutionnaires de masses, l'un dirigé par le Parti Communiste vietnamien d'obéissance stalinienne, l'autre dirigé par les trotskystes, dont le dirigeant était Ta Thu Thau. L'influence du premier était particulièrement sensible dans la partie Nord du pays, celle du second dans la partie Sud. Leur influence grandit parallèlement à la violence de la répression colonialiste. Du fait de l'incapacité totale de la classe bourgeoise, toute la vie politique du pays était dirigée par ces deux mouvements. L'influence trotskyste était si considérable au Sud Vietnam qu'elle obligeait même les staliniens à s'effacer et que durant toute la période précédant la guerre mondiale, on n'y entendit parler que des trotskystes et du trotskysme.

L'apparition et le développement continu de ces mouvements politiques, malgré la férocité colonialiste, revêtait une grande signification. Elle signifiait qu'à la veille de la grande guerre l'impérialisme français se trouvait déjà, au Vietnam, face à des mouvements de masse qui, à l'inverse des mouvements nationalistes précédents, n'avaient jamais connu d'échecs. Avec la guerre, et la capitulation de la France devant l'Allemagne en Europe et devant le Japon en Asie, le réveil et la prise de conscience des masses se développa. L'occupation japonaise détruisit pour toujours le prestige de la France aux yeux du peuple vietnamien. Mais, par le fait que l'occupation japonaise ne valait guère mieux que celle de son adversaire, elle ne parvint qu'à intensifier la résistance populaire. La bourgeoisie nationale, étant donné son extrême faiblesse, ne pouvait à aucun moment se montrer sur la scène politique. Profitant des situations, elle collaborait avec le tout venant, sans être à même, cependant, de gouverner seule. On se souvient que l'impérialisme japonais, à la veille de sa chute, voulut remettre le pouvoir à la bourgeoisie vietnamienne en la personne du gouvernement Tran Trong Kim. Celui-ci s'effondra quelques mois après. Par la suite, la longue guerre d'Indochine de 1945 à 1954 fut une occasion à travers laquelle la bourgeoisie nationale, si elle avait eu quelque consistance, aurait pu jouer encore un certain rôle. Mais sa paralysie l'obligea à rester sur son lit de malade et l'impérialisme français, à la recherche de « collaborateurs efficaces », ne trouva pratiquement que son ancien valet Bao Dai.

L'absence de forces bourgeoises au Vietnam a été désastreuse pour l'impérialisme français. Ainsi, à la date de Dien-Bien-Phu, c'est à un ennemi intransigeant et irréductible, l'immense masse populaire, qu'il dut faire face.

Dien-Bien-Phu reste la victoire des masses laborieuses vietnamiennes sur l'impérialisme. Elle a été obtenue grâce au dynamisme des masses s'intégrant dans la lutte. En effet, pendant toute une longue période, même quand la résistance eut pris assez d'ampleur, le P.C. vietnamien ne cessait de réclamer des négociations et préconisait l'indépendance dans le cadre de l'Union française, suivant ainsi fidèlement la ligne thorzéenne dictée par Moscou.

La situation du Vietnam, à l'époque de sa guerre, peut se comparer sans difficulté à celle de l'Algérie aujourd'hui. L'impérialisme français, au bout de sept ans de guerre, se trouve de nouveau face à la résistance acharnée des masses laborieuses en Algérie. La bourgeoisie est faible, ses organisations politiques inexistantes ou insignifiantes. Paysans et travailleurs se sont intégrés si amplement et profondément dans la guerre que cette guerre nationale s'est transformée en lutte de classe, et ceci en dépit du F.L.N.

Dien-Bien-Phu aurait dû liquider pour toujours l'impérialisme au Vietnam et établir le socialisme dans tout le pays. Le facteur bourgeois ne constituait pas d'obstacle sérieux. La victoire suscita l'enthousiasme du peuple, encouragea sa hardiesse. S'il avait existé une direction marxiste révolutionnaire, on aurait vu des Soviétis ouvriers et paysans qui auraient fait du Vietnam un important centre d'attraction révolutionnaire dans le Sud-Est asiatique.

II. — APRÈS LE PARTAGE DE 1954 : L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN EN SCÈNE

Les accords de Genève de 1954, proposés par l'impérialisme, approuvés par les Russes et les Chinois, consentis par le Parti Communiste vietnamien, consacra la division du pays contre la volonté de l'immense majorité du peuple. La Résistance vietnamienne s'est vue frustrée de la moitié du fruit de ses efforts et de ses sacrifices. Le P.C. vietnamien expliqua qu'il n'acceptait les résultats de la conférence de Genève que « par souci de préserver la paix du monde » et que, d'ailleurs, parmi les cosignataires responsables de l'application des Accords, la Pologne garantissait les élections pour l'unification en 1956, etc. Mais, amère ironie, seul les aspects négatifs des Accords ont été appliqués à la lettre. Le Vietnam fut effectivement coupé en deux, le P.C.V. retira rapidement le gros de ses cadres du Sud Vietnam. Beaucoup d'entre eux, comme nombre de résistants, n'eurent pu quitter le pays à temps et se firent massacrer par milliers par le pouvoir diemiste. Entre temps, le P.C. vietnamien menait la honteuse propagande pour le pacifisme et la non provocation, « comptant » (1) sur les élections de 1956 pour la réunification. Mais, hélas,

(1) Ho Chi Minh qui ne se faisait certainement pas d'illusions, a cependant réussi à tromper le peuple.

à la date prévue, personne ne souleva la question, sauf le gouvernement de Hanoï, d'une voix timide. Le gouvernement français, responsable au premier chef de la préparation des élections, faisait la sourde oreille, tandis qu'aucune des « puissances socialistes sœurs » ne se donna la peine de rappeler les clauses de cet accord dans les réunions internationales, pas même la Pologne, membre de la Commission Internationale, qui devait veiller à son exécution. On peut citer cette comédie, de triste mémoire, où Khrouchtchev, à l'avant-dernière assemblée de l'O.N.U. à New York, tout en se déchaînant en gestes et en paroles contre le monde capitaliste, réussit quand même à oublier le dossier du Vietnam !

L'impérialisme français, sachant qu'il ne pouvait plus grand-chose au Vietnam, se retira, en laissant la place à son collègue américain. Celui-ci fit une entrée relativement facile, aidé par la politique de coexistence pacifique. Mieux, il a trouvé un terrain tout prêt, par la disparition effective des organisations de la Résistance, conseillée et ordonnée par le gouvernement du Nord. La preuve en fut que pendant les années qui suivirent Dien-Bien-Phu, le pouvoir diemiste ne rencontra que des oppositions des sectes religieuses, les Cao-Dai, Hoa-Hao, poussés et soutenus d'ailleurs par l'impérialisme français dans le but de renverser Diem, homme trop américanophile, et de mettre à la place un ami de la France. Le P.C. vietnamien se tint coi pendant toute cette période.

L'esprit de la Résistance baissait naturellement au point de laisser les mains libres aux Américains et à leurs hommes : le « prêtre » Ngo Dinh Diem et sa famille.

III. — LA NATURE DU RÉGIME DIEMISTE

Comme il a été dit plus haut, la bourgeoisie vietnamienne a démontré son incapacité totale. La guerre l'a rendue plus branlante et Dien-Bien-Phu, victoire des masses, apporta la preuve de son impuissance historique.

Au Sud Vietnam existait une bourgeoisie, une féodalo-bourgeoisie plus exactement, relativement plus solide que celle du Nord, à cause de l'immensité des espaces cultivables. Le Sud Vietnam est le véritable grenier du pays. Cependant cette bourgeoisie a vu, elle aussi, sa position considérablement affaiblie par les bouleversements de la guerre. D'une part, du fait que la Résistance armée se déroulait généralement à la campagne, une partie de la paysannerie, mobilisée, et par la suite organisée, ne se laissait plus faire comme avant. Des réformes agraires (limitées, faute d'une direction révolutionnaire audacieuse) ont même été effectuées spontanément. D'autre part, devant les exigences de la situation, le gouvernement fantoche Bao-Dai avait été obligé, lui aussi, de décréter une réforme agraire qui, très réduite et bien entendu non exécutée le plus souvent, contrariait en tout cas l'appétit des gros propriétaires fonciers.

L'impérialisme américain ne trouvait donc pas sur place une bourgeoisie solide sur laquelle il puisse compter et qui puisse l'aider à bâtir un régime bourgeois stable. C'est dans ce contexte que s'est constitué le pouvoir diemiste. Profitant d'une situation inespérée, l'impérialisme construisit en vitesse sa machine de domination. Il trouvait un prêtre à sa dévotion, lié par ses origines à la famille royale, n'ayant aucun passé de lutte, qui vivait aux Etats-Unis avant la guerre et avait la réputation de n'avoir eu aucun rapport avec l'équipe pourrie de Bao-Dai. Cette piètre figure n'avait pas la moindre éducation politique. Aussi fut-il nécessaire, au début de son règne, que tout lui soit conseillé, instruit et dicté par les Américains. Son entourage était composé uniquement des seuls membres de sa famille, frères, oncles plus ou moins lointains. Il n'avait la confiance de personne et lui-même ne pouvait avoir confiance en personne.

A grands renforts de dollars, les patrons yankees ont réussi quand même à mettre en place une telle équipe et à consolider son pouvoir. Les dollars américains ont cela d'efficace qu'ils développent une couche de parvenus et rallient facilement la veule bourgeoisie nationale qui tente de survivre. Les assises de l'influence américaine reposent sur ces forces : les amis de Diem, les nouveaux riches, profiteurs de l'aide américaine, les féodaux bourgeois. Tous agissent sans conviction. Profiter de la situation, remplir au plus vite son portefeuille et « après moi le déluge », telle est leur devise. Quant aux bourgeois, ils se cantonnent dans leur rôle traditionnel de compradores, et n'osent prendre aucune initiative à long terme pour développer l'économie du pays. Ils n'en ont ni les moyens, ni le moral. Le pouvoir diemiste ne repose donc sur aucune force sociale consistante.

Dans pareille situation, il ne lui reste qu'un seul recours : s'appuyer sur l'armée. L'aide américaine ne sert qu'à couvrir les grosses dépenses militaires. Celles-ci constituent aujourd'hui encore 44 % du budget de l'état. Dans le *Supplément au Bulletin économique de la Banque Nationale du Vietnam*, 1958, n^o 1, 3, 46, on constatait que les dépenses militaires se sont élevées à 43,8 milliards de piastres, alors que l'aide étrangère ne s'est chiffrée qu'à 36,5 milliards. Ce n'est pas par hasard si l'armée diemiste compte actuellement 150.000 hommes dans les troupes régulières, 50.000 dans les troupes régionales et 100.000 dans les milices communales. Encouragés par cette ferveur militariste, les Etats-Unis viennent de décider d'aider les autorités du Sud Vietnam à mettre sur pied un contingent de 30.000 commandos entraînés dans la contre-guérilla, sans parler du rappel de 200.000 réservistes sous le prétexte de la « menace communiste ». Du point de vue des effectifs, le Sud Vietnam dispose, dès à présent, de la plus forte armée dans le Sud-Est asiatique. Quant aux nombres de bases aériennes et navales, il est impressionnant pour

un si petit pays : vingt bases aériennes, dont six accessibles aux avions à réaction, six bases navales, dont trois sous-marines ! La faiblesse du régime se mesure aux dimensions de l'appareil militaire.

Celui-ci, déjà colossal, ne suffit pourtant pas encore. A côté de lui, il faut compter en plus les 3.000 conseillers militaires U.S. Récemment, la Grande-Bretagne annonçait que le Foreign Office va envoyer à Saigon une mission de conseillers techniques, dont la tâche sera d'aider le gouvernement Sud vietnamien à résoudre les problèmes de l'administration et de police. Ces faits se passent de commentaires.

Le régime diemiste est essentiellement militaro-bureaucratique. Créé de toutes pièces par la puissance des dollars, dans le seul but de barrer la route au communisme, il ne s'est maintenu que par la terreur et la corruption. Le peuple le haïssait dès sa naissance, rien que par le fait qu'il concentrait tous les pouvoirs dans les mains d'une seule famille qui, d'ailleurs, avant son arrivée, n'avait jamais vécu sur la terre du Sud Vietnam.

Le « monde libre » pouvait à juste titre se glorifier du système de surveillance de la population pratiquée par Diem. Les familles sont réparties par groupe de cinq, avec à leur tête un chef de groupe nommé par l'administration. Ces groupes sont rassemblés dans des inter-groupes. Un véritable réseau enveloppe toute la population urbaine. Ces familles sont tenues non seulement de déclarer le nombre de leurs membres, les noms, prénoms et professions de ces derniers, ainsi que de leurs visiteurs, mais encore d'inscrire devant la maison, de façon régulière, le nombre de personnes présentes et celui des absents. L'établissement de ce réseau, dit « inter-familles », a été poussé depuis le début de 1959. Ainsi, la ville de Saigon et ses 41 quartiers est organisée en 850 inter-groupes englobant 10.687 « inter-familles ».

Au moment de la cessation des hostilités, on comptait pour tout le Sud Vietnam une cinquantaine de prisons, situées pour la plupart dans les grandes villes et les chefs-lieux de province. Le Sud Vietnam compte, actuellement, une centaine de grands pénitenciers, dont ceux de :

Quang Nam, avec plus de	2.000 détenus
Thu Duc, avec plus de	2.000 —
Hô An, avec plus de	2.000 —
Tam Ky, avec plus de	2.500 —
Chi Hod (Saigon), avec plus de	3.000 —
Côn Dao, avec plus de	4.000 —
Phu Lô, avec plus de	6.000 —

sans parler de moyens et petits centres de détention et de bon nombre d'églises, de pagodes, d'écoles et de caveaux souterrains qui ont été transformés en gèôles.

La bourgeoisie du Sud Vietnam n'a ni indépendance économique ni poids social, ni force politique (certaines bourgeoisies coloniales dont les positions économiques sont faibles ont pu néanmoins avoir des influences politiques dans la masse, telle que la bourgeoisie des Indes, d'Indonésie et de certains pays d'Afrique). Au Vietnam, elle n'a jamais eu de visage politique et est étroitement liée à la clique de Diem et des militaristes. Ce n'est donc pas par hasard s'il n'y existe aujourd'hui aucun parti politique bourgeois. Les débris de la bourgeoisie se sont intégrés dans le Mouvement Révolutionnaire National (Phong Trao Cach Hang Quô), lancé et présidé par Diem, qui n'a ni idéologie, ni programme. Elle se laisse vivre, sachant que ses jours sont comptés. Ne voulant faire aucun effort sérieux pour se défendre par elle-même, elle lie son sort aux militaristes, aux forces américaines.

IV. — BILAN DES SIX ANNÉES DU POUVOIR DIEMISTE : LA RÉFORME AGRAIRE

Le bilan des six années du pouvoir diemiste est un échec sur tous les plans.

Nous n'avons pas la possibilité d'étudier ici toute la question de la réforme agraire. Nous nous limiterons donc à quelques citations pour donner une idée de ce que vaut la politique du gouvernement Diem sur cette question.

Dans l'ordonnance n° 57, du 22 octobre 1956, signée de Ngo-Dinh Diem, pour « le développement de la production agricole et l'orientation des grands propriétaires terriens vers les activités industrielles » (*l'intérêt de la réforme agraire n'est certainement pas dicté par celui du peuple, souligné par nous*), on lit :

« Article 3. — *La superficie maximum que chaque propriétaire est autorisé à conserver est fixée à 00 hectares. Les propriétaires ont le droit de choisir les rizières qu'ils conservent dans la limite de ce plafond.* »

Pour apprécier la portée réelle de l'ordonnance n° 57, il est nécessaire de connaître la répartition de la propriété foncière dans le Sud. Les statistiques françaises d'avant la guerre mondiale, concernant les 14 provinces du Sud Vietnam, nous renseignaient comme suit :

<i>Importance de la propriété</i>	<i>Nombre de propriétaires</i>	<i>Superficie</i>
Moins d'un ha	85.933	42.986
De 1 à 5 ha	97.060	194.120
De 5 à 10 ha	37.616	263.312
De 10 à 50 ha	28.141	562.820
De 50 à 100 ha	3.613	253.910
De 100 à 500 ha	2.449	489.800
De plus de 500 ha	244	244.000

Ainsi, dans tout ce pays, il n'y avait que 2.693 propriétaires « touchés » par l'ordonnance 57. Parmi ceux-ci, un bon nombre prirent la fuite pendant la résistance. L'ordonnance 57 est donc pour eux une véritable aubaine : ils sont indemnisés pour des terres qu'ils ne possèdent plus en réalité. Seuls sont réellement atteints les nouveaux acquéreurs des terres, qui sont tenus de « cultiver la totalité de la superficie acquise », de « participer au programme gouvernemental d'encouragement de l'agriculture, de développement des coopératives agricoles, des travaux d'utilité publique ». Le manquement à ces multiples obligations exposera le « coupable » à de lourdes amendes, voire à la confiscation de ses terres par l'état.

Aussi, le pouvoir des diemistes ne dépasse-t-il pas les limites de son puissant appareil militaire. Nul d'entre eux ne peut s'aventurer sans escorte au cœur des campagnes. Déjà l'activité des guérilleros atteint la banlieue même de Saigon.

En 1960, plusieurs notables ont dû démissionner ou abandonner leur poste parce qu'ils se trouvaient en face d'une population « ingouvernable ». Nombre d'entre eux ont même été assassinés. Sans nul doute c'est là la réponse des paysans pauvres à la politique réactionnaire de Diem. L'anarchie règne dans les campagnes. En effet, malgré la remise en culture de 500.000 ha de terres abandonnées, la production de paddy n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant guerre. Elle est passée de 2.312.000 tonnes, en 1954-1955, à 3.412.000 tonnes en 1956-1957, puis est retombée à 3.171.000 tonnes en 1957-1958, alors que celle de 1938 était de 3.710.000 tonnes.

V. — LA POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION

Retournons dans les villes et revenons à la politique d'industrialisation du gouvernement Diem. Comme il a été dit plus haut, les diemistes apparaissent véritablement comme des parasites, dépendant de l'aide étrangère. De l'aveu du journal diemiste *Cach Mang Quoc Gia*, du 24 février 1959, on sait que le montant de l'aide américaine au Sud Vietnam, depuis la conclusion des accords de Genève jusqu'à mi-1958, s'est élevé à 1 milliard de dollars ; somme fabuleuse pour une population de 13 millions d'habitants. Cet apport de dollars n'a nullement contribué au développement industriel du pays et aucun effort d'industrialisation véritable n'a été constaté. Les quelques industries actuelles ne couvrent que des activités qui existaient avant la guerre, telles que les brasseries, les sucreries, les allumettes ou quelques usines de cotonnades, de verreries, d'articles en aluminium, de peintures et de vernis. Quelques grandes entreprises se développent où dominent les capitaux étrangers, telles la Compagnie de Verreries de Khank Hoi, formée avec des capitaux français et gouvernementaux, la Compagnie de Papeterie Chimique de Dong Nai, avec des capitaux italiens et vietnamiens, l'Entreprise de Tissage Vimytex, avec des capitaux américains et vietnamiens, la Compagnie Vinafil, avec des capitaux français et des capitaux vietnamiens privés et publics, etc.

Au cours d'une conférence de presse (1^{er} janvier 1961), le vice-président, secrétaire d'état à l'économie nationale, avait reconnu : « Les capitaux étrangers représentent 55 % des investissements depuis 1958 et portent sur un total de 2 milliards et demi de piastres. »

L'effort gouvernemental est donc bien maigre, l'équipe diemiste s'étant beaucoup plus souciee de renforcer l'appareil militaire que de développer l'économie du pays. Quant aux capitaux privés, vu la poltronnerie historique de la bourgeoisie vietnamienne, le manque de confiance de celle-ci dans le régime, l'instabilité de la situation, ils préfèrent ne s'investir que dans de petites affaires. *Politique étrangère*, n° 2, 1961, parlant de l'industrialisation du Sud Vietnam, nous confirme : « Peu d'investissements de capitaux privés vietnamiens dans la grande industrie. Les Vietnamiens disposant d'économies préférèrent la petite industrie ou une commercialisation de l'argent plus rapide, ils ne sont pas familiers des grands investissements avec rendement à long terme. »

Il est évident qu'on ne peut considérer l'accroissement du nombre des entreprises capitalistes étrangères comme un signe de prospérité pour l'économie du pays. Comme toujours, les énormes profits réalisés par les entreprises d'exploitation capitalistes étrangères coïncident avec la paupérisation croissante de la nation.

Le déficit de la balance commerciale est catastrophique. Prenons l'exemple de 1958, importations : 8.125.000.000 de piastres, exportations : 1.913.000.000, soit un déficit de 6.211.000.000, les exportations ne couvrant que de 20 à 26 % des importations. Pour les années 1955-1957, le déficit global s'élevait à 20 milliards de piastres.

La lenteur du progrès de l'industrialisation s'exprime par ailleurs nettement par des chiffres. Selon des renseignements fournis par l'Inspection générale du Travail, le Sud Vietnam compte à présent 4.800.000 travailleurs des deux sexes. Leur répartition par activité professionnelle est la suivante : agriculture 81 %, industrie et commerce 7 %. Le reste est constitué par les militaires, les fonctionnaires et gens de maison. Ci-dessous, le tableau de la répartition de la main-d'œuvre utilisée dans l'industrie et le commerce, tableau fourni après une série d'enquêtes effectuées par le Département du Travail, illustre le poids de ces activités sous le régime diemiste.

Electricité, gaz, eau, services sanitaires ..	6.000
Constructions	14.000
Activités diverses	24.000
Transports	39.000
Services privés	40.600
Commerce	95.000
Industries manufacturières	112.000

La conséquence immédiate de cette situation est l'aggravation du chômage. Rien que dans la région Saïgon-Cholon, on compte 60.000 chômeurs. L'administration diemiste a beau se vanter d'avoir créé des écoles professionnelles, celles-ci sont tout juste bonnes à former des chômeurs professionnels. Le chômage a encore été accentué par le déclin des industries, surtout des petites entreprises touchées par la concurrence étrangère. La crise du textile menace le niveau de vie de 25.000 ouvriers et réduit au chômage environ 10.000 autres travailleurs. Les plantations de caoutchouc ont renvoyé 25.000 ouvriers. Certaines entreprises ont licencié jusqu'aux deux tiers de leur effectif.

Parallèlement à ce fléau, le coût de la vie ne cesse de monter. Les spéculateurs sont protégés par les pouvoirs publics. Pendant ces dernières années, les prix de détail, dans le Sud, ont augmenté, dans l'ensemble, de 150 à 200 % alors que le salaire des ouvriers ne s'est accru que de 8 % environ.

L'administration diemiste peut porter à son « actif » deux réalisations : les communications et le « Secteur de prospérité ». En effet, durant les quatre dernières années, les Etats-Unis ont procédé à l'élargissement de nombreuses routes. Ils y ont réussi. Mais si le peuple vietnamien a besoin de communications pour son progrès économique, le développement du réseau routier, tel qu'on l'a réalisé, lui paraît superflu. Routes, autoroutes sont magnifiques, mais ne correspondent nullement au besoin réel du pays. Leur construction a été guidée avant tout par les besoins stratégiques. Un simple examen suffit pour saisir cette vérité. Les routes en question représentent toutes des axes opérationnels faisant la jonction entre le littoral et les régions montagneuses et reliant les bases terrestres, navales et aériennes du Sud, quadrillant sérieusement le pays en prévision des opérations de guérilla. Pour ne citer qu'un exemple : l'autoroute Saïgon-Bien Hoa, 32 km, 100 m de large, coût 70 millions de dollars, soit 2 milliards de piastres, soit environ 1.000.000 de francs le mètre. La France elle-même ne possède pas une pareille route, alors que le pauvre Vietnam, qui manque encore de tout, s'offre ce luxe.

Quant à la réalisation des Secteurs de prospérité (Khu - Tru - Maf), elle fut abordée dans la même optique. Effectivement, ces centres poussaient un peu partout, mais leurs emplacements se situaient toujours le long des routes stratégiques. L'explication vient de ce que le pouvoir diemiste, parfaitement conscient de l'hostilité paysanne, veut à tout prix contrôler la paysannerie, du moins dans des zones jugées importantes, telles la Plaine des Joncs, les Montagnes de Tag Ninh, les forêts de Pluïoc Long, la jungle des Hauts Plateaux, etc. Des familles entières sont transférées dans ces secteurs sous le fallacieux prétexte de faciliter la vie scolaire des enfants, l'amélioration du confort des foyers et sans le moindre souci de la peine des cultivateurs qui doivent faire de longues

et pénibles marches avec leurs bêtes et leur matériel pour atteindre les champs éloignés généralement de plus de 10 km. En réalité, ces colonies agricoles ne sont que des camps surveillés.

Par ailleurs, ces centres présentent une autre utilité incontestable : doter les centres militaires d'une ceinture de ravitaillement en cas de besoin.

Ce n'est donc pas par hasard que toutes ces installations sont dirigées par des officiers de carrière.

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la grande masse paysanne soit hostile à Diem au point qu'il ait dû créer des Tribunaux militaires spéciaux (composés chacun de deux militaires officiers et d'un civil, préfet de la ville, maire ou chef de la province du lieu où siège le tribunal) autorisés à prononcer et à faire exécuter sur place la sentence de mort.

Voilà où en est venue l'administration diemiste après cinq ans d'expérience. Comment aurait-il pu en être autrement ? Tout comme Bao Dai au temps de l'occupation française, Diem ne gouverne que pour assurer la survie de l'impérialisme, ainsi que les intérêts d'une clique à sa solde.

VI. — PERSPECTIVES

La logique d'une telle situation amène le régime diemiste à se durcir de jour en jour. Le putsch manqué du 11 novembre 1960 l'a rendu plus méfiant encore. A présent, ce sont les parents de Diem et ses alliés, parmi lesquels sa belle-sœur, Ngo Dinh Nhu, qui occupent tous les postes-clés. C'est un régime à la Syngman Rhee et à la Batista qui ne peut qu'accélérer, comme disent les politiciens bourgeois, le « pourrissement de la situation ». Il sera renversé d'une manière ou d'une autre. A défaut d'un mouvement révolutionnaire, il le sera par un putsch militaire installant une équipe de rechange qui, à coup sûr, ne changera nullement la situation. Cependant, dans l'état actuel des choses, on conçoit mal un coup d'état qui ne soit fomenté et soutenu par un impérialisme, l'impérialisme américain en tout premier lieu, qui se rend compte de l'incapacité et de l'impopularité du pouvoir de son protégé.

L'impérialisme français, qui possède encore des intérêts notables dans le Sud Vietnam avait essayé de bousculer Diem. Les articles anti-Diem, parus dans *L'Aurore*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *France-Soir*, *Combat*, en sont les preuves manifestes. Le journaliste Chauffard, dans *Le Monde diplomatique*, encouragea même les nationalistes (comprendons les franco-philés ratés) à adhérer au Front de Libération du Sud Vietnam, créé par les partisans d'Ho Chi Minh, car selon lui, en agissant ainsi, ils peuvent espérer noyauter ce Front dès sa formation.

Dans l'émigration vietnamienne en France s'agitent des politiciens, anciens baodaïstes, ou intellectuels bourgeois honnêtes, connus dans les

milieux politiques et susceptibles de former une équipe de rechange. Mais les uns comme les autres, étant donnée l'extrême faiblesse de la bourgeoisie vietnamienne, préfèrent Diem, aussi pourri soit-il, à tout autre aventurier et se trouvent réduits à l'immobilisme le plus total. Les gouvernements capitalistes français et anglais ne peuvent les appuyer pour la raison qu'ils n'ont aucune force et aucun soutien au Vietnam. Ils ne peuvent qu'attendre l'occasion de composer avec les nouveaux vainqueurs au cas où l'impérialisme américain réussirait à se débarrasser de Diem.

Le Parti Démocrate américain n'aurait pas été étranger au putsch du 11 novembre 1960. Cependant, quand le mouvement prit une certaine ampleur, confrontés à l'entêtement de Diem qui refusait de céder, les Américains se virent contraints de prendre parti pour Diem afin d'éviter que la situation ne tourne au profit des adversaires de ce dernier, francophiles ou communistes, mais surtout qu'elle ne s'aggrave par l'intervention des masses. Le fait que tous les généraux comploteurs aient réussi à s'enfuir, sans que l'on entende parler de poursuites contre eux, est assez significatif du sens de l'intervention américaine dans cette affaire.

Mais le sens de l'échec de ce putsch est politique. Il signifie qu'au Sud Vietnam il est difficile de trouver une équipe de politiciens « valables » en vue de remplacer Diem.

Le régime diemiste, par son essence, ne peut tolérer aucune opposition. Il lui a fallu supprimer jusqu'à son adversaire le plus anodin, le docteur Pham Qucun Dan, sympathisant des démocrates américains et leader d'un soi-disant parti nationaliste vietnamien. Pratiquement, aucune opposition de quelque nature que ce soit n'est admise au Sud Vietnam. Les syndicats sont mis au pas. Seule la C.F.T.C. vietnamienne est reconnue, non sans que la répression s'abatte sur elle.

Cependant, la dictature de Diem ne fait que contribuer à dresser les masses contre elle. La C.F.T.C., malgré son idéologie réactionnaire, rassemble une partie importante de la classe ouvrière. C'est que devant la vie difficile et les menaces de chômage, les travailleurs s'aperçoivent qu'il leur faut profiter de toutes les possibilités, dans le cadre du régime diemiste, pour se défendre. Dans le rapport du dernier Congrès national (1960), il apparaît que la C.F.T.C. englobe 318 syndicats groupant environ 400.000 membres.

En un mot, la situation au Sud Vietnam est une situation explosive. La grande masse de paysans pauvres est indéniablement contre le régime du fait de son incapacité d'accomplir la réforme agraire. Le pouvoir diemiste ne contrôle que les grandes villes. La masse laborieuse des villes et la jeunesse pauvre sont de plus en plus hostiles devant l'extension du chômage et la mobilisation permanente contre la « subversion communiste » que vient de décréter le gouvernement Diem.

Aujourd'hui, au Sud Vietnam, la paysannerie, influencée par le P.C. vietnamien, a commencé la lutte armée contre le régime. L'avenir d'un parti révolutionnaire dépend de sa capacité de participer à cette lutte, de lancer les soviets paysans, de les organiser, de les politiser, à la différence des stalinien qui n'osent laisser aucune initiative révolutionnaire aux masses et les embrigadent en vue des seuls objectifs militaires.

Le programme du « Front de Libération du Sud V.N. » reste classique. C'est un programme réformiste flanqué d'un projet de réforme agraire avancé. Il demande le renversement de Diem, la guerre à l'occupation américaine, l'unification du pays, l'indépendance nationale, l'union nationale sans distinction de classe et de croyance, la défense des libertés démocratiques, mais il préconise en même temps le partage des terres, une réforme agraire radicale et propose, sur le plan international, le neutralisme.

Etant donné le « pourrissement » dans les campagnes, l'action du Front rencontre aisément le succès. De plus, avec la proximité du Laos, qui permet l'infiltration des éléments militaires de l'armée du Nord (des bataillons ont été formés, des canons sans recul acheminés jusqu'aux abords même des grandes villes), le Front pourrait, par quelques batailles sensationnelles, telle que celle de Tontoum, démontrer sa force et impressionner favorablement les masses.

Cependant, le Front va devoir se mesurer au puissant impérialisme américain. Autant il aurait été facile de contrôler tout le pays après Dien-Bien-Phu, autant cela est difficile aujourd'hui, après sept années de consolidation du pouvoir diemiste appuyée sur les forces de l'O.T.A.S.E. et l'aide militaire active des Américains. Ceux-ci ont expédié au Sud Vietnam un armement des plus modernes et des spécialistes de la guérilla. Par ailleurs, l'intelligentsia vietnamienne ne se rallierait certainement pas aussi facilement au P.C. qu'à l'époque de la résistance contre l'occupation française. L'écho des difficultés économiques, des privations matérielles sous le régime du Nord accentue sa méfiance.

Les révolutionnaires participent au Front et le soutiennent. Mais, chaque fois qu'ils le peuvent, ils doivent montrer aux masses qu'il existe d'autres méthodes de lutte : la démocratie ouvrière, un programme de transformation du front national en un front de classe, s'appuyant sur la fraternisation ouvrière et paysanne, sur le contrôle par les Soviets ouvriers et paysans de l'ensemble du territoire. Les révolutionnaires doivent affirmer qu'en fin de compte la révolution du Vietnam doit s'inscrire dans la perspective de la révolution du Sud-Est asiatique et de la révolution prolétarienne mondiale.

Un pouvoir révolutionnaire réellement socialiste ne peut se maintenir que s'il y a extension de la révolution ou conjonction avec les révolutions des pays environnants. Triompher est une chose, mais durer en est une autre. La faillite de l'édification du socialisme dans un seul pays, à fortiori dans un pays arriéré, n'est plus à démontrer.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS de la GRÈVE GÉNÉRALE BELGE

II

N OUS remarquions plus haut que si Ernest Mandel et Pierre Gousset avaient, chacun pour son compte, développé abondamment leurs vues au cours de la grève générale belge, le satellite Germain, subissant momentanément une éclipse totale, avait, quant à lui, « *imité de Conrart le silence prudent* » (1). Et nous notions que, conformément à une tradition inaugurée par les pablistes en France, en août 1953, il n'avait pas manqué de réapparaître... après la grève. Les pablistes ont en effet édité une brochure sur les grèves belges, qui constitue une tentative manifeste de répondre aux critiques de Tom Kemp, dans l'hebdomadaire trotskyste anglais *The Newsletter*, et à celles des numéros d'*Informations Ouvrières* que nous avons cités. Cette tentative de dédouanage est, somme toute, la seule couleur de la palette pabliste qui manquait dans notre description ; il nous faut donc en parler ici.

UNE TACHE QUI N'ÉTAIT PAS FACILE A REMPLIR

Couvrir l'activité des liquidateurs en Belgique pendant la grève générale, ce n'était pas une tâche aisée. Certes, les pablistes sont passés maîtres, depuis la fin de 1950, dans l'art de rédiger des documents éclectiques, qui entremêlent, juxtaposent deux lignes contradictoires : une ligne trotskyste, encore que formulée le plus abstraitement possible, et une ligne de capitulation devant les appareils. Pareil double jeu (au moins dans les écrits) exprime l'essence même du pabliste, qui ne peut jouer son rôle de liquidateur du mouvement trotskyste, au sein même de ce mouvement, qu'en revêtant un masque trotskyste. Mais, dans les actes, au cours d'une période de lutte de classe aiguë, la politique pabliste perd tout caractère éclectique ou contradictoire. Dans la pratique, des deux lignes opposées, il n'en subsiste alors qu'une seule, la seconde : une politique de même nature que celle développée par *La Gauche* pendant la grève générale, qui, nous l'avons vu, était parfaitement claire.

La honteuse capitulation, devant l'appareil réformiste belge, de *La Gauche*, dont la politique avait pourtant bénéficié du soutien sans réserve du Secrétariat International, posait pour celui-ci certains problèmes. Sous peine de perdre la confiance des adhérents, celui-ci devait donc s'efforcer de rétablir une harmonie apparente entre une théorie éclectique et une pratique de capitulation sans fard. Il leur fallait composer une œuvre apologétique, de nature à la fois à donner à certains mécontents l'impression que, de l'avis de Germain, Mandel est allé quand même un peu trop loin, tout en laissant à ce dernier la possibilité de démontrer, textes en mains, que les « marxistes conséquents » du S.I. approuvent entièrement son activité.

(1) Voir dans « *La Vérité* », n° 522, la première partie de cet article.

La conférence baptisée pompeusement par les pablistes « 6^e congrès mondial », s'est tenue pendant la grève générale belge, ce qui obligea les pablistes à écrire dès ce moment, dans leur « Résolution de politique générale » :

« La grève belge a démontré... que, si (la classe ouvrière) n'arrive pas à briser les limites qui lui sont imposées par la direction réformiste — même celle la plus à gauche — et à surmonter le stade de pression sur l'état capitaliste sans mettre ouvertement en question celui-ci, toute sa force ne pourra pas briser la barrière et faire échec aux mesures de fond de l'offensive capitaliste. »

Nous avons suffisamment démontré plus haut, pour ne pas avoir à y revenir, que Mandel, dans les mots d'ordre qu'il proposait aux grévistes belges, n'est jamais allé au-delà du « stade de pression » sur le parlement bourgeois, et a surtout pris le plus grand soin de ne pas sortir des limites que lui imposait le réformiste Renard. Mais le « 6^e congrès » suscités s'est tenu du 10 au 15 janvier 1961. Les pablistes belges y participaient, et ils ont voté cette résolution. Alors, le militant de base d'une organisation sous contrôle pabliste, disons en Amérique latine, qui n'a guère la possibilité de se procurer la collection de *La Gauche*, pourra-t-il douter que les dirigeants pablistes en Belgique n'aient fait leur possible pour appliquer, du 20 décembre au 20 janvier, la résolution qu'ils ont votée au même moment ? Pourra-t-il croire aisément qu'ils ont fait exactement le contraire ? Non, et c'est précisément le but souhaité. Certes, de telles mœurs sont courantes dans la pratique politique des réformistes ou des staliniens — mais elles peuvent surprendre davantage de la part d'hommes auxquels le programme de transition, dont ils se réclament, donne pour règle de « ne pas chercher la ligne de moindre résistance », d'« appeler les choses par leur nom », de « dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit », d'« être fidèle, dans les petites choses comme dans les grandes » et d'« oser, quand vient l'heure de l'action ». Oui, de telles mœurs étaient inconnues dans les rangs trotskystes jusqu'à la naissance du pablisme. Et ceux qui les pratiquent doivent être exposés comme des ennemis pernicieux du trotskysme, et traités comme tels. La santé et la vie même du mouvement sont à ce prix.

UNE LUTTE QUI N'ÉTAIT PAS RÉVOLUTIONNAIRE

Mais la pièce principale de l'apologétique pabliste, c'est cette brochure intitulée « *La grève belge de 1960-1961, force et faiblesse d'un grand combat* », et qui, bien qu'éditée en France et portant trois autres noms d'auteurs, laisse assez transparaître la pseudo-dialectique sophistique propre au style de Germain pour qu'on ne puisse guère douter qu'il a tenu la plume.

Ce chef-d'œuvre de confusionnisme commence par établir une distinction, aux yeux de l'auteur fondamentale, entre deux catégories de luttes ouvrières :

« Les thèses trotskystes sur les perspectives européennes » — il s'agit de thèses adoptées un an plus tôt par le « Comité Exécutif International » pabliste — « avaient signalé clairement que, si la prospérité économique relative du capitalisme européen ne créait pas un climat favorable pour des luttes révolutionnaires du type 1918-

1921 ou du type 1944-1947, elle n'excluait pas du tout la possibilité de "lutttes grévistes plus larges pour les revendications transitoires" du type de celles de 1936... C'est exactement ce qui s'est produit en Belgique ». (pp. 1-2)

Donc, la grève générale belge n'appartient pas à la catégorie des « lutttes révolutionnaires », mais à celle des « lutttes grévistes plus larges » (plus larges que quoi ?) « pour les revendications transitoires », les lutttes de cette deuxième catégorie n'étant apparemment pas des lutttes révolutionnaires.

Si cela signifie que « lutte révolutionnaire » est pris ici comme synonyme de « soulèvement armé », c'est absurde, car, au début d'une période révolutionnaire, les travailleurs ne sont généralement pas armés, mais précisément en viennent à s'armer au cours des épisodes successifs de la lutte pour le pouvoir. Mais l'essentiel n'est pas là.

Ainsi, la grève générale belge n'était pas une « lutte révolutionnaire ». Elle a, il est vrai, mis le pays au bord de la révolution :

« Une bataille comme la grève belge de 1960-1961... reste possible partout... il n'y a pas un seul pays qui, dans le monde révolutionnaire d'aujourd'hui, ne puisse, en l'espace de quelques années, être amené au bord de la révolution. » (p. 29)

Le « monde » est donc « révolutionnaire »... mais la grève générale belge ne l'est pas :

« Cette propagande » (celle des marxistes révolutionnaires) « aurait dû porter sur le caractère semi-révolutionnaire de toute grève générale réussie. » (p. 17).

Or, nous le verrons bientôt, d'après la brochure pabliste, la grève belge n'était pas générale (et on ne peut guère soutenir qu'elle ait réussi). Elle n'était donc, aux yeux de Germain, même pas semi-révolutionnaire. Cependant :

« La nature profondément anticapitaliste et objectivement révolutionnaire de la grève n'est jamais apparue au P.C. Il s'efforça même de la nier... » (p. 23)

Faisons le point. La grève belge n'était pas révolutionnaire. Elle mettait le pays au bord de la révolution, et elle était objectivement révolutionnaire, tout en n'étant même pas semi-révolutionnaire. Il est vrai qu'elle s'est déroulée dans un monde révolutionnaire (pas objectivement révolutionnaire, ni semi-révolutionnaire, mais révolutionnaire tout court). En un mot, pour le lecteur de la brochure pabliste, la nature de la grève en question est, semble-t-il, encore plus obscure que pour le P.C. belge. Mais si ce malheureux lecteur veut chercher des éclaircissements dans la « Résolution politique » du congrès pabliste, il y apprendra que :

« La grande grève belge... a profondément ébranlé le pouvoir de la bourgeoisie, et elle s'est transformée en réalité en lutte pour la conquête de revendications transitoires, que, seuls, le renversement du gouvernement réactionnaire et son remplacement par un gouvernement ouvrier auraient pu arracher. »

Ainsi, la grève, qui n'était pas révolutionnaire, pas même semi-révolutionnaire, a profondément ébranlé le pouvoir de la bourgeoisie et ne pouvait réaliser ses objectifs qu'en renversant le gouvernement. Ce

désordre apparent de la pensée est en réalité savamment ordonné et, nous le verrons, a un sens précis. Relevons, pour l'instant, que, tout en soutenant qu'il s'agit là d'autre chose que de « *luttes révolutionnaires* », Germain place la grève belge de 1960-1961 dans une même catégorie que le Juin 36 français. Or, il se trouve que Juin 36, pour des trotskystes, cela évoque certains souvenirs.

Se moquant de Blum et Jouhaux, qui ne voyaient dans la grande lutte engagée que « *des grèves économiques, mais non pas politiques* », Trotsky écrivait de Norvège, le 9 juin 1936 :

« ... *Ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont pas des grèves. C'est LA GRÈVE. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution.* » (Où va la France ?, p. 179.)

Le titre même de l'article dont ces lignes sont extraites est sans équivoque : « *La révolution française a commencé* ». On le voit, Trotsky ne semblait guère enclin à ranger Juin 36 dans une catégorie autre que celle des « *luttes révolutionnaires* ». S'adressant aux Germain de l'époque — aux centristes — il ajoutait d'ailleurs :

« *Les mots de "révolution française" peuvent paraître exagérés. Mais non ! Ce n'est pas une exagération. C'est précisément ainsi que naît la révolution. En général, elle ne peut naître autrement...* » (Idem, p. 177.)

Si Germain s'oppose à Trotsky, ce n'est pas que la caractérisation de Juin 36 lui importe. Juin 36, comme tout le reste, c'est pour lui une chose ou l'autre, suivant ses besoins du moment. Et ses besoins du moment, c'est de démontrer qu'en Belgique, en décembre 1960, la révolution n'avait pas commencé. Il lui va donc falloir à tout prix démontrer que, bien que la grève générale belge appartienne à un même groupe que Juin 36, un abîme ne les en sépare pas moins. La seule issue qui lui reste, c'est de soutenir qu'en Belgique il n'y a pas eu de grève générale !

UNE GRÈVE QUI N'ÉTAIT PAS GÉNÉRALE

Pourtant, au cours de l'action, *La Gauche* avait couramment parlé de « *grève générale* ». Mais, déjà, dans son numéro du 28 janvier, cette expression tend à disparaître. Dans la « *Résolution politique* » du congrès pabliste, elle ne figure plus. Dans la brochure pabliste, intitulée « *La grève belge* », elle a presque complètement disparu — presque, car, sans doute par inadvertance, Germain l'emploiera une fois encore lorsqu'il écrit :

« *Cette grève générale a révélé que le P.C. était prisonnier des conceptions khrouchtcheviennes de la "coexistence pacifique" et des "voies pacifiques du socialisme".* » (p. 23)

Evidemment, il ne fallait rien de moins qu'une grève générale pour « *révéler* » à Germain que le P.C. belge était prisonnier des conceptions du maître actuel du Kremlin. Cet homme est parfois désarmant...

Mais une page entière de la brochure est consacrée à prouver, au contraire, que la grève n'était pas générale, car :

« Les travailleurs qui n'ont pas fait grève... représentent plus de la moitié de la classe, quelque 1,3 million de travailleurs... Les travailleurs qui ont fait grève (ou qui ont dû chômer) pendant quelques jours... cette catégorie comporte quelque 400.000 travailleurs. » (Ceux qui) « ont fait de deux à quatre semaines de grève... » (sont) « au total quelque 400.000. Enfin, l'avant-garde de la classe ouvrière, quelque 200.000 travailleurs dans tout le pays... ont exercé une grosse pression sur leur direction syndicale pour qu'elle déclenche la grève, et..., quelquefois, ont même arrêté le travail avant que l'ordre formel ne soit donné ».

Donc, seule, une avant-garde de 200.000 travailleurs a réellement participé à la grève générale ! Donc, il n'y a pas eu de grève générale en Belgique. Et voilà pourquoi votre fille est muette. Et voilà pourquoi La Gauche est restée muette sur la lutte pour le pouvoir engagée par les travailleurs belges.

Bien entendu, si, par « grève générale », on entend que tous les ouvriers d'un pays, sans exception, cessent le travail en même temps -- alors, il n'y a jamais eu nulle part de grève générale ! C'est ainsi qu'en mai-juin 1936, sur un total de 12 millions de travailleurs salariés recensés à cette époque en France, seulement 3 millions en tout ont débrayé pour une durée plus ou moins longue, et que, au point culminant de la grève, le nombre d'ouvriers ayant cessé le travail simultanément a atteint 2 millions environ. On sait que, notamment, ni les services publics (cheminots, postiers...), ni les fonctionnaires n'ont été touchés à aucun moment par le mouvement, contrairement à ce qui fut le cas en Belgique, où la proportion des grévistes par rapport au nombre total des salariés, d'après les chiffres mêmes de Germain, était aussi plus élevée. Cela n'empêcha pourtant pas Trotsky de montrer le caractère révolutionnaire de la grève générale de juin 1936.

UNE QUESTION QUI NE SE POSAIT PAS

Pourquoi Germain met un tel acharnement à vouloir prouver qu'il n'y a eu en Belgique ni grève révolutionnaire, ni grève semi-révolutionnaire, ni grève générale, cela se comprend sans peine. Car s'il s'était agi, en Belgique, du « rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs », c'est que LA QUESTION DU POUVOIR ÉTAIT POSÉE — et que l'agitation développée par ceux qui se réclamaient du marxisme devait donc s'ordonner autour des voies et moyens propres à organiser la lutte des travailleurs contre l'état bourgeois : la lutte pour le pouvoir ouvrier. Il faut donc que Germain démontre qu'il n'y avait pas de grève générale, s'il veut affirmer ensuite que les objectifs « réalisables » par la grève ne débordaient pas le cadre du régime bourgeois.

« Même sans grève générale provoquant l'arrêt total de l'activité du pays » (de telles grèves, nous l'avons vu, il n'y en a jamais eu nulle part !), « la classe ouvrière belge aurait pu arracher le retrait de la loi unique et quelques revendications transitoires... ». (p. 11)

Laissons pour l'instant la conception qui est derrière cette formule : « *QUELQUES revendications transitoires* ». Nous touchons ici du doigt le but de l'argumentation sui generis de Germain. Mandel avait raison, s'il est vrai que la grève, ne pouvant mettre en cause le pouvoir bourgeois, pouvait néanmoins, en exerçant, grâce aux infiltrantes méthodes recommandées par *La Gauche*, une pression assez forte sur le parlement, obtenir satisfaction dans le cadre nécessairement restreint qui était le sien. Le point essentiel, c'était de distinguer « *ce qui était réalisable et ce qui ne le fut point* » (p. 19) — et la brochure pabliste y consacre tout un chapitre. En juin 36, Marceau Pivert s'écriait : « *Maintenant, tout est possible !* » Il faut le reconnaître : cette parole situait Pivert, embrasé par le souffle brûlant de la grève générale, beaucoup plus à gauche que n'alla jamais Germain, qui, lui, est resté incomparablement plus froid.

Bien entendu, « *ce qui ne fut point réalisable* », pour employer le jargon pabliste, c'était, au premier chef, de donner aux travailleurs belges l'armement politique dont ils avaient besoin dans leur lutte pour le pouvoir. Car, nous disent des « *réalistes* » à moins que la centrale chrétienne n'ait participé à la grève générale dès le début, ou que l'appareil réformiste n'ait organisé une marche sur Bruxelles — à moins, donc, que les agents de la hiérarchie vaticane ou les instruments « *démocratiques* » du capital financier belge au sein de la classe ouvrière n'aient pris la direction du combat des travailleurs pour le pouvoir :

« *Toute agitation pour une formule gouvernementale précise... aurait été, soit aventuriste et incomprise de la grande majorité des travailleurs, soit opportuniste et démobilisatrice, c'est-à-dire interprétée dans un sens purement parlementaire et électoral.* » (P. 18.)

Ainsi, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan était aventuriste ! Et Mandel a fort bien fait de n'en point souffler mot. Germain, il est vrai, oublie que Mandel a lancé, dans *La Gauche*, une « *formule gouvernementale précise* » : celle d'une coalition P.S.B.-P.S.C., à condition que... Ce Mandel serait-il un « *opportuniste* », un « *démobilisateur* » ? En tout cas, il faut lui rendre cette justice, sa politique était peut-être « *incomprise* », mais sûrement pas « *aventuriste* » ! Et il a ceci de commun avec Germain qu'avec ou sans mot d'ordre gouvernemental, l'essentiel, pour l'un comme pour l'autre, était que le mouvement ne sorte pas du cadre du parlementarisme bourgeois, du cadre fixé par les Renard et les Major.

Car, puisqu'il n'y avait pas de grève générale :

« *Toute tentative de promouvoir, par l'agitation, la création immédiate d'une nouvelle direction nationale de la grève — par exemple par la convocation d'un congrès national des comités de grève — était dès lors vouée à l'échec. Le seul moyen dont disposait une tendance marxiste révolutionnaire pour influencer directement la direction nationale de la grève, ce fut, soit le remplacement régional de certains leaders (notamment par la création d'un comité régional de grève, ce qui n'a pu être réalisé nulle part) et la participation, par ce biais, au comité de coordination, soit la pression indirecte sur ce comité par des initiatives parties de la base, dans les régions où elle était la plus avancée.* » (P. 16.)

Certains comités de grève ont surgi de la base, d'autres ont été

constitués par les cadres syndicaux inférieurs, d'autres étaient une combinaison des deux. Dans tous les cas — si tant est qu'il ait eu une grève générale en Belgique! — les uns comme les autres, appuyés sur les piquets de grève et les manifestations de masse, étaient, aux yeux d'un marxiste, les organes dirigeants de la grève générale, soumis, à un degré plus ou moins élevé, au contrôle direct des travailleurs en lutte : l'embryon du pouvoir ouvrier.

Même là où les comités de grève coïncidaient formellement avec les directions syndicales, leur contenu n'était pas seulement différent, mais opposé. Le caractère contradictoire des organisations syndicales, ouvrières par leur base et leur programme, bourgeoises par leur direction, prenait ici la forme d'un conflit entre la fonction de l'appareil syndical, courroie de transmission de la politique bourgeoise dans la classe ouvrière, fonction assumée inconsciemment en tout cas par l'échelon inférieur des responsables syndicaux, et le nouveau rôle de ceux-ci comme dirigeants, de bon ou de mauvais gré, des masses en lutte. Lancer le mot d'ordre du congrès des comités de grève, c'était aggraver cette contradiction, décupler les possibilités d'intervention de la fraction révolutionnaire, ouvrir la possibilité d'un éclatement de l'appareil... C'était donc, pour les pablistes, totalement exclu.

Au mot d'ordre du congrès des comités de grève, les pablistes opposent la « participation au Comité de coordination ». Il s'agit du « Comité de coordination des régions wallonnes de la F.G.T.B. ». Cet organisme a été constitué, le 23 décembre, sous la présidence d'André Renard, par les directions syndicales de Charleroi, du Centre, du Borinage, du Brabant wallon, de Liège, de Namur, de Verviers et de Tournai. Comité de bureaucrates syndicaux, nullement mandaté et encore moins contrôlé par les comités de grève, il a été formé par Renard, en pleine montée de la grève générale, pour prévenir précisément la constitution d'une direction autonome de la grève, pour affermir le contrôle des sommets de l'appareil sur le mouvement, à seule fin de le conduire dans l'impasse. L'objectif suprême des pablistes, c'était de s'infiltrer dans cet organisme de bureaucrates, qui n'était absolument pas l'expression des comités de grève, mais au contraire s'était fait irresponsable devant la grève générale pour mieux en préparer l'étouffement. Voilà bien le « nec plus ultra » de l'entrisme « sui generis » ! Si les pablistes n'ont pas réussi davantage cette infiltration-là que l'« infiltration » dans Bruxelles, il faut l'imputer sans doute à l'ironie de l'Histoire ! Il se trouve, en tout cas, que ces gens réalisent rarement, dans la lutte des classes, même ce qu'ils affirment être « réalisable ». C'est seulement contre le mouvement trotskyste mondial qu'ils ont fait preuve d'une efficacité certaine.

L'infiltration ayant échoué, restait la « pression indirecte » sur le comité de coordination. En fait, si nul n'a vu Renard céder à la pression « indirecte » de *La Gauche*, chacun a pu voir, et nous l'avons montré, *La Gauche* céder à la pression très directe de Renard.

UNE COMPARAISON QUI N'ÉTAIT DÉCIDÉMENT PAS OPPORTUNE

Il est impossible de ne pas revenir ici sur le parallèle fait par les pablistes entre la grève générale belge et Juin 36. (D'ailleurs, ne l'oublions

pas, Gousset a parlé, dans *France-Observateur*, de la grève belge comme d'un « nouveau Juin 36 ».) Car ces mêmes problèmes du caractère du mouvement, de la direction de la grève et de la lutte pour le pouvoir, se sont posés en juin 36 et Trotsky a proposé ses solutions, qui sont sans équivoque.

Plus d'un an avant le mouvement, il écrivait :

« La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de luttés les plus révolutionnaires... Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle est apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir... L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir... **OU LA CAPITULATION COMPLETE OU LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LE POUVOIR** — telle est l'alternative, qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. » (« Où va la France ? », pp. 91, 100, 101.)

Tout ce passage serait à citer. Et l'on comprend de mieux en mieux pourquoi Germain s'efforce de réfuter Gousset. Il n'y avait pas de nouveau Juin 36... puisqu'il n'y avait pas de grève générale en Belgique !

Le 5 juin 1936, alors que le mouvement n'est pas encore à son point culminant, Trotsky écrit :

« La grève de masse est l'élément naturel de la révolution prolétarienne. Les comités d'action ne peuvent actuellement être rien d'autre que les comités des grévistes qui occupent les entreprises. D'atelier en atelier, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités d'action doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par villes, par groupes de production, par arrondissements, pour terminer par un congrès de tous les comités d'action de France... » (« Où va la France ? », p. 176.)

Enfin, le 9 juin, il définit le mot d'ordre qu'exige le niveau atteint par le mouvement :

« Un état-major révolutionnaire ne peut naître au moyen de combinaisons de sommets. L'organisation de combat... ne peut pas... coïncider avec les syndicats, car les syndicats n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus ferme. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin d'inventer ici de nouvelles formes : il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer le nom d'une telle organisation : **CE SONT LES SOVIETS DE DÉPUTÉS OUVRIERS.**

« ... Il fut un temps où nous pensions que ce mot d'ordre était inopportun. Mais actuellement, la situation est radicalement changée. Le puissant conflit des classes va vers un dénouement redoutable. Celui qui hésite, qui perd du temps, est un traître.

« ... "Les Soviets partout" ? D'accord ! Mais il est temps de passer des paroles aux actes. » (« Où va la France ? », pp. 183-184.)

Tout commentaire est superflu. « Celui qui hésite, qui perd du temps, est un traître. » Ces lignes s'adressaient-elles à un Mandel de l'époque ? Non ! Mandel n'a pas hésité, pas un instant. Il n'a pas perdu une minute. Entre la capitulation complète et la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, son choix était fait — bien avant même que la grève ne commence.

Toutefois, il faut le reconnaître, Mandel a eu, en Juin 36, un précurseur. Un dirigeant du mouvement ouvrier français, et non des moindres, pensait que la situation n'était pas révolutionnaire, que tout n'était pas possible, que la lutte pour le pouvoir ouvrier était exclue, et qu'il fallait soigneusement distinguer ce qui était réalisable de ce qui ne l'était point :

« Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. Notre but reste le pouvoir des soviets, mais ce n'est pas pour ce soir, ni pour demain matin, car toutes les conditions ne sont pas réunies... Alors ? Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. »

On croirait entendre Mandel acceptant (La Gauche du 24 décembre 1960) l'idée d'un gouvernement P.S.B.-P.S.C. « pour mettre fin à la grève », à condition « que l'essentiel des réformes de structure soit retenu dans la plate-forme ministérielle ». Toutefois, les lignes qu'on vient de lire ne sont pas de Mandel, elles sont de Maurice Thorez, dans son fameux discours du 11 juin 1936 aux membres du P.C. de la région parisienne, discours qui porta le coup d'arrêt à la grève générale. Thorez avait d'ailleurs commencé par rappeler le programme du Front Populaire, dont certains points : la nationalisation des industries de guerre, la réforme du statut de la Banque de France, la réforme démocratique des impôts, la lutte contre la fraude, le contrôle des exportations d'or et de capitaux, etc., figureraient avantagusement dans le programme des « réformes de structure » chères au cœur de Mandel, qui n'a, décidément, rien inventé.

DES RÉFORMES DONT LA STRUCTURE N'EST VRAIMENT PAS CLAIRE

Nous avons vu Mandel nous affirmer que les réformes de structure étaient socialistes, et Gousset nous démontrer qu'elles ne sortaient pas du cadre du capitalisme. C'est maintenant au tour de Germain d'affronter ce véritable sphinx de notre temps. Après la thèse et l'antithèse, nous sommes en droit d'attendre la synthèse. Germain va, comme toujours, droit au fond des choses :

« La notion même de ces réformes de structure est ambiguë ; elle peut couvrir à la fois des réformes de rénovation du capitalisme dans le genre de celles qui furent appliquées en France et en

Grande-Bretagne par les premiers gouvernements dits "de gauche" au lendemain de la "libération", et de véritables revendications transitoires, incompatibles avec la survie du régime capitaliste... »
(p. 5)

Cette dialectique de l'ambiguïté est l'un des traits saillants du pabliste. C'est ainsi qu'ils ont découvert récemment — et c'est là une question qui mérite que nous y revenions un jour — et que les nouveaux états africains (notamment la Guinée de Sékou Touré) n'ont pas de caractère de classe défini, pas plus que les réformes de structure.

Donc, s'il faut en croire la brochure pabliste, des « réformes de rénovation du capitalisme » ont été appliquées en France et en Grande-Bretagne au lendemain de la « libération » ; on a, donc, affaire, dans ces pays, à un capitalisme renoué. Et c'est bien en effet pour rénover le capitalisme belge suranné qu'André Renard a déclaré combattre.

La nature des « réformes de structure » n'est pourtant pas plus ambiguë que ne l'étaient, en France, le programme du Front Populaire ou celui du Conseil National de la Résistance, dont le mouvement trotskyste n'a jamais estimé qu'ils puissent être « incompatibles avec la survie durégime » ; il y a vu, au contraire, et à bon droit, des nœuds coulants pour étrangler le mouvement des masses.

C'est d'ailleurs un collaborateur de Mandel, Robert Sixte, qui, dans *La Gauche* du 17 décembre, reconnaissait que les réformes de structure « ne constituent nullement une réforme socialiste ».

Mais, page 17 de la brochure pabliste, nous apprenons que la tendance marxiste, dans son « agitation programmatique » (sic) « aurait donc dû se limiter à prendre au mot les dirigeants de la F.G.T.B. (et surtout la tendance Renard), à axer la grève sur les réformes de structure, à vider celles-ci de toute ambiguïté, et à leur donner le sens de revendications transitoires nettement anticapitalistes ».

Faut-il conclure de ce conditionnel que la « tendance marxiste » n'a donc pas cherché à « vider les réformes de toute ambiguïté et à leur donner le sens de revendications transitoires nettement anticapitalistes » ? Il est incontestable, et toute la campagne de *La Gauche* le confirme, qu'aucune tentative n'a été faite dans ce but. Nous en connaissons les raisons : Mandel n'entendait, en aucun cas, se couper de Renard. Mais la brochure, elle, paraît après la fin du mouvement, et son auteur est anxieux de faire croire qu'il s'est, lui, délimité des réformistes.

On aimerait pourtant apprendre de Germain comment il eût été possible de faire ce qu'il n'a pas tenté de faire, et de « vider les réformes, etc. » — autrement qu'en opposant au programme quelque peu utopique de replâtrage et d'« assainissement » du régime du capital financier, soutenu par Major, Renard et Mandel, des mots d'ordre « nettement anticapitalistes », tel que le contrôle ouvrier sur la production et l'expropriation (sans indemnité) des trusts — en un mot, en lui opposant le programme de transition de la Quatrième Internationale. Mais c'est sans doute là

ce que la brochure appelle « organiser l'agitation autour des slogans que les masses ne peuvent comprendre », activité inadmissible pour « une véritable direction révolutionnaire » (p. 14).

DES REVENDICATIONS QUI N'ONT PLUS RIEN DE TRANSITOIRE

A ce point, il nous est possible de revenir sur l'étrange opposition établie par les pablistes entre « luttes révolutionnaires » et « luttes grévistes pour les revendications transitoires » ; cette conception se trouve précisée lorsque Germain écrit : compte tenu du caractère pris par la grève, « la classe ouvrière belge », à laquelle une « victoire totale » était interdite, « aurait pu arracher... QUELQUES revendications transitoires importantes ».

« La IV^e Internationale », écrit Trotsky dans le « Programme de transition », « met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux programme minimum est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne ». (En effet) « ... chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie mènent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'état bourgeois ».

Le « système de revendications transitoires », dans la conception trotskyste, constitue donc le pont qui conduit des revendications immédiates des masses à la révolution prolétarienne. Trotsky, contrairement à Germain, avait de la suite dans les idées. Déjà, en 1934, il parlait du programme de transition (dont le « Programme d'action de la Ligue Communiste », publié en 1934, constitua le premier état) comme d'un « système de mesures, qui — avec un gouvernement ouvrier et paysan — doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme » (« Où va la France ? », p. 51).

C'est pourquoi il ne peut être question — pour un trotskyste — de détacher du « système des revendications transitoires », qui constitue un tout dialectique, « quelques revendications importantes ». En effet, s'il s'agit de « revendications sérieuses », elles ne sont pas réalisables dans le cadre bourgeois, et impliquent donc le « système des revendications transitoires » tout entier. Prises à part, au contraire, détachées de ce « système », elles ne peuvent plus rien avoir de transitoire ; elles prennent une signification réformiste. C'est tromper les masses que de prétendre réaliser ces revendications en dehors de l'instauration d'un « gouvernement ouvrier et paysan ». Ces questions ont été débattues bien des fois dans notre mouvement. Il n'y a de place, dans la doctrine trotskyste, ni pour des « luttes grévistes pour les revendications transitoires » qui ne sont pas des « luttes révolutionnaires », ni pour cette idée d'une grève qui arracherait « quelques revendications transitoires importantes », en laissant intact le pouvoir bourgeois. Les pablistes, eux, font des revendications

transitoires un nouveau programme minimum, qu'ils opposent à la lutte pour le pouvoir — dont l'heure, d'après eux, n'a jamais sonné, pas plus dans la Belgique de 1960-1961 que dans la France d'août 1953. Les « *luttés révolutionnaires* » prennent ainsi dans le système pabliste la place que tenait le programme maximum chez la social-démocratie. On en parlera essentiellement les jours de fête, après la fin des luttes, et d'une manière « *propagandiste* ».

En effet, si les pablistes établissent une opposition rigide entre les notions dialectiquement liées de « *propagande* » et d'« *agitation* », c'est qu'elle prend sa place, dans leur système, aux côtés d'autres oppositions rigides : entre « *ce qui est possible et ce qui ne l'est pas* », et entre les « *luttés révolutionnaires* » (luttes pour le programme maximum) et les « *luttés pour les revendications transitoires* » (luttes pour le programme minimum). Pour des marxistes, dans une situation révolutionnaire telle qu'une grève générale, tout, à priori, est possible — y compris la conquête du pouvoir par la classe ouvrière — pour cette raison que l'un des facteurs de l'histoire qui va se faire ne peut être entièrement déterminé à l'avance : ce facteur, c'est celui que Marx appelle « *l'homme vivant et agissant* ». C'est seulement dans l'action que l'avant-garde révolutionnaire déterminera jusqu'où le combat engagé par les travailleurs pourra aller, contribuant ainsi en même temps à donner ses traits spécifiques à l'étape suivante de la lutte des classes. Le succès dépend des révolutionnaires — dans une mesure qui ne peut être entièrement déterminée à l'avance. Ceux qui pensent différemment sont des fatalistes, ce ne sont pas des marxistes ; c'est pourquoi ils seront incapables d'« *oser, quand vient l'heure de l'action* ».

Pour les pablistes, en pleine grève générale, la « *nécessité de poser la question du pouvoir* », la « *nature de l'État bourgeois et la nature du gouvernement et de l'État par lequel la classe ouvrière devrait (les) remplacer* », etc. — tout cela ne devait être évoqué qu'exclusivement sur le « *plan de la propagande* » (p. 17). Ces questions faisaient en effet partie des « *propositions politiques et organisationnelles qui ne sont pas encore comprises par toute l'avant-garde (et certainement pas par une partie importante de la classe)* » (p. 14).

Maintenant, relisons la résolution de politique générale du « 6^e congrès » pabliste :

« *La grande grève belge... s'est transformée en réalité en lutte pour la conquête de revendications transitoires, que seul le renversement du gouvernement réactionnaire et son remplacement par un gouvernement ouvrier auraient pu arracher.* »

Si nous comprenons bien, les pablistes belges « *auraient dû* » tenir aux grévistes le langage suivant :

« *Vous ne pouvez obtenir satisfaction qu'en renversant le gouvernement réactionnaire et en le remplaçant par un gouvernement ouvrier. C'est nous, marxistes, qui vous le disons. Mais prenez garde ! Ce que nous vous en disons là, ce n'est que de la propagande, ce n'est pas de l'agitation. Ne vous y méprenez pas, ne croyez surtout*

pas que nous vous appelons à passer aux actes, à renverser le gouvernement réactionnaire et à le remplacer par un gouvernement ouvrier. Nous aimerions pourtant bien vous lancer un tel appel ! Mais nous ne pouvons pas, car la plupart d'entre vous ne nous comprendraient pas. Sans compter qu'André Renard n'aimerait pas du tout que nous lancions un appel de ce genre. S'il n'est pas question de renverser effectivement le gouvernement, faut-il donc conclure que votre grève ne peut vaincre ? Eh ! oui, bien sûr, cela est bien triste. Mais il vaut mieux ne pas en parler. »

C'est pourquoi la résolution pabliste, votée cinq jours avant la fin de la grève générale belge, en parle au conditionnel passé. On comprend aussi que Mandel se soit soigneusement abstenu de faire cette « propagande », que, d'après Germain, il « aurait dû » faire.

Il y a toutefois une autre interprétation possible (pour tout texte pabliste, il y en a au moins deux) : c'est que le « renversement » et le « remplacement » dont on parle se situent dans le cadre parlementaire, et que le « gouvernement ouvrier » dont il est question, c'est le « gouvernement P.S.B.-P.S.C. à condition que... » préconisé par Mandel.

« C'EST LA FAUTE DES OUVRIERS »

La situation, nous l'avons vu, était « objectivement révolutionnaire », sans pourtant être « révolutionnaire » ni même « semi-révolutionnaire ». Qu'est-ce à dire, sinon que les masses, qui n'étaient pas subjectivement prêtes, portent la responsabilité de l'échec ? Et nous avons vu Germain accuser les travailleurs de ne pas être capables de comprendre les mots d'ordre de lutte pour le pouvoir. C'est là le langage de tous les bureaucrates. Germain ne s'en tient d'ailleurs pas là :

« Les travailleurs ont pris conscience qu'une succession était d'ores et déjà ouverte. Ils se sont apprêtés à recueillir cette succession. Cette réaction des travailleurs ne serait pas compréhensible si l'on ne tenait pas compte de la propagande développée depuis plusieurs années par les syndicats F.G.T.B., la gauche du Parti socialiste et, depuis 1959, bien que dans une moindre mesure, le Parti communiste et la direction réformiste du P.S.B. elle-même. Cette propagande fut centrée sur les réformes de structure... Quelles que furent les ambiguïtés de la propagande pour les "réformes de structure", elle eut pour effet d'ancrer une idée capitale dans le cerveau des travailleurs : l'idée que le capitalisme belge est à bout de souffle ; l'idée qu'il a mené l'économie du pays dans une impasse ; l'idée que pour sortir le pays de cette impasse, il fallait des solutions nouvelles audacieuses, de type socialiste. » (pp. 5 et 6)

Donc, si la situation n'est pas révolutionnaire, c'est la faute des ouvriers. Mais, s'ils ont fait la grève générale, c'est grâce aux appareils ! Le pabliste est véritablement aux antipodes du trotskysme ! Si les travailleurs se sont lancés dans la grève générale, c'est là une conséquence du fait que le capitalisme belge est dans une impasse (et non de l'idée

qu'il est dans une impasse) ; ils l'ont fait, *malgré* les efforts déployés par les appareils pour les maintenir dans les cadres de l'ordre bourgeois, efforts dont le programme des réformes de structure est une partie intégrante. La grève générale, en un mot, a eu lieu parce que « *les lois de l'histoire sont plus fortes que tous les appareils bureaucratiques* » (Programme de transition) — et certainement pas parce que les appareils, « *définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois* » (idem), ont donné aux masses l'éducation qui leur manquait. Bien au contraire, ces appareils, qui savaient, eux, que les ouvriers comprenaient fort bien la nécessité de lutter pour le pouvoir, ont conçu le programme bourgeois des réformes de structure pour étouffer les aspirations révolutionnaires des masses en lutte. Il est vrai que les pablistes sont conséquents avec eux-mêmes : Les appareils sont aptes, d'après eux, à éduquer les masses pour la grève générale, parce que, sous la pression desdites masses, des conditions objectives de la crise du capitalisme, de l'accroissement de puissance des états ouvriers, du caractère imminent de la 3^e guerre mondiale, etc., etc., les appareils « *gauchissent* » de plus en plus, et peuvent même aller jusqu'à « *mobiliser les masses contre le régime* ». C'est là la position fondamentale des pablistes, telle qu'ils l'ont exposée en 1951.

« *Cette campagne pour les "réformes de structure"* » — écrit Germain sans se rendre compte des nouvelles contradictions dans lesquelles il s'enfonce — « *a incontestablement nourri la confiance des travailleurs en leurs propres forces et sapé — peut-être même exagérément — leur respect pour la force de l'adversaire.* » (p. 6)

Si les travailleurs se trompaient sur le véritable rapport des forces, c'est que la situation n'était pas objectivement révolutionnaire — c'est que la grève générale était une aventure, contre laquelle *La Gauche* aurait dû les mettre en garde. Et la responsabilité de l'échec incomberait alors aux appareils, qui auraient inspiré aux travailleurs une confiance exagérée en leurs propres forces... Passons.

PABLISTES ET RENARDISTES : LA FAILLITE DE « LA GAUCHE »

Dans une interview publiée par le quotidien français *Le Monde* (29 mars 1961), André Renard tira les enseignements de l'échec de la grève générale. Après avoir pris connaissance des résultats des élections, ce gentleman déclara :

« *La formule d'un gouvernement social-chrétien-socialiste me semble bien répondre aux nécessités de l'heure.* »

Conclusion parfaitement cohérente avec la politique menée par ce social-traître « *de gauche* » dans la grève générale. Seul, un politicien centriste à la Germain pourrait s'estimer lésé. Relevons ce que les pablistes écrivent au sujet de A. Renard, dans leur brochure :

« *C'est dans ce sens que la propagande pour les "réformes de structure", menée depuis plusieurs années par la tendance Renard et par la gauche socialiste, porte incontestablement des fruits et facilite l'extension de la grève.* » (p. 8)

Ne revenons pas sur les réformes de structure. Constatons simplement que, pour Germain, la tendance Renard « a facilité l'extension de la grève ». Il est vrai, et la brochure le signale, que « la tendance Renard » subissant « une violente pression de sa propre base... se trouvait sur le point d'être débordée. Elle n'eut dès lors qu'un seul souci : établir un plan d'action qui permettrait de canaliser le mouvement » (p. 9). Mais, grâce à dieu, on ne peut tenir rigueur à Renard d'avoir canalisé le mouvement, car il ne s'est résolu à cette dernière extrémité qu'afin « de préparer celui-ci de manière à le rendre à la fois plus efficace mais aussi moins spontané et moins apte à déborder les objectifs fixés » (p. 9).

Le mal est après tout secondaire ; Germain ne saurait reprocher à Renard de ne pas accepter de voir le mouvement déborder les objectifs fixés, savoir les réformes de structure, qui sont également ses propres objectifs.

Néanmoins, Germain n'en doit pas moins admettre que :

« La minorité (tendance Renard) qui avait pris en mains la direction de la grève, révéla alors ses limites et ses défauts. Elle ne sut trouver ni les formes d'action de masse, ni les mots d'ordre d'action nécessaires pour dépasser le stade des manifestations de masse (qui furent de simples promenades) ou du renforcement des piquets... Les solutions qu'elle finit par proposer furent de véritables dérivatifs, incapables d'apporter une solution, "abandon de l'outil", fédéralisme politique, fédéralisme syndical. » (p. 12)

Ces critiques, volontairement modérées, sont après tout mineures, puisque Germain n'hésite pas à ajouter :

« L'aile Renard perdit, au début, à Liège, la direction de la grève ; mais, à la différence des autres tendances syndicales, elle sut très rapidement reprendre le contrôle du mouvement dans sa région. En définitive, grâce à une attitude somme toute assez combative, Renard put apparaître comme le leader du mouvement, au moins dans toute la Wallonie et quelques régions flamandes. » (p. 21)

Les dieux en soient loués ! La grève générale belge a réussi à trouver une direction, celle de Renard, qui, à quelques défauts près, est reconnue par Germain comme ayant été « somme toute assez combative ».

Dans ces conditions, quand Germain écrit : « La responsabilité » (du maigre bilan de la grève) « incombe entièrement à une direction inadéquate (Renard) ou traître (Major et les dirigeants du P.S.B.) » (p. 13), lorsqu'il parle de la « non moins grande responsabilité de Renard dans le non aboutissement de la grève » (p. 22), il ne fait pas autre chose que lancer un rideau de fumée pour cacher la plate soumission de Mandel à la direction Renard.

DES « MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES » AU CONDITIONNEL PASSÉ

Une des choses qui frappent le plus le lecteur de la brochure pabliste, c'est que tout ce qui a trait aux marxistes révolutionnaires, ou presque, est rédigé soit sur le mode du souhait (« Toute tendance marxiste révolutionnaire doit... »), soit au conditionnel passé (« Les marxistes révoju-

tionnaires auraient pu... auraient dû... ; n'auraient pas su... n'auraient pas dû... »). Mais Germain, lui, a-t-il... ou n'a-t-il pas?... N'aurait-il pas sû?... Nous ne le saurons pas. Mais nous saurons quand même que :

« Supérieur en cela aux organisations et à la presse stalinienne et social-démocrate de droite, le journal *La Gauche* lança continuellement des mots d'ordre, qui chaque fois correspondaient mieux aux besoins du moment et aux aspirations des masses. »

Germain accorde donc à Mandel une approbation sans réserve — à l'indicatif. C'est l'essentiel. Tout le bavardage au conditionnel n'est là que pour donner l'impression qu'il y a, malgré tout, une certaine critique de Mandel, ou encore que Germain a fait, lui, ce que les marxistes « auraient dû faire », ailleurs que dans *La Gauche*. On espère satisfaire ainsi les militants de base des organisations pablistes, mécontents de Germain, mais n'ayant pas la possibilité de savoir exactement ce qui s'est passé.

Ce qu'il « aurait fallu faire », « par voie d'agitation », nous l'avons vu, c'est à peu près ce que Mandel a fait : « axer l'agitation sur les réformes de structure, etc. ». Ce qu'il « n'aurait pas fallu faire », c'était poser le problème du pouvoir. Mandel s'en est bien gardé. Mais Germain nous livre le fond de la pensée pabliste sur le rôle de l'avant-garde :

« Il faut donc conclure », écrit le représentant belge du S.I. pabliste, « que, pas plus sur le plan des objectifs de la grève que sur celui des formes d'organisation, une tendance marxiste révolutionnaire n'aurait pu avec succès déclencher l'agitation pour substituer ses objectifs propres aux objectifs reconnus dans l'ensemble par l'avant-garde. » (p. 17)

Quels peuvent être ces « objectifs propres » des marxistes révolutionnaires, alors que, Marx et Engels l'ont écrit dans le « Manifeste Communiste » :

« Les communistes n'ont pas d'intérêts distincts du prolétariat tout entier. Ils n'établissent pas de principes distincts sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier... Les conceptions théoriques des communistes... ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte des classes existante... »

Traduits du jargon pabliste, les prétendus « objectifs propres des marxistes révolutionnaires » ne sont que l'expression des intérêts généraux des masses en lutte — tels que le programme trotskyste les définit. Quant aux prétendus « objectifs reconnus par l'avant-garde », tant que celle-ci n'a pas d'organisation et de moyens d'expression à elle, ces « objectifs reconnus » ne peuvent être que ceux avec lesquels l'appareil s'efforce d'encamisoler le mouvement — telles les « réformes de structure ». Ce sont les objectifs reconnus... par Renard.

En fait, cette distinction entre les « *objectifs propres* » et les « *objectifs reconnus* » amène tout naturellement Germain à constater que, les masses étant incapables à comprendre ses « *objectifs propres* », la tendance « *marxiste* », fuyant le « *médiocre* » terrain de la grève générale, « *aurait dû exploiter le climat propre créé par la grève pour dégager un certain nombre de thèmes d'éducation de l'avant-garde, d'élévation de son niveau de conscience, de préparation à des luttes futures. Cette propagande aurait dû porter sur le caractère semi-révolutionnaire de toute grève générale réussie et...* » (p. 17)

L'apôtre pabliste du « *mouvement réel des masses* », en pleine grève générale, appelle la « *tendance marxiste* » à se préparer à des « *luttes futures* » (!!!), à faire de la « *propagande* » sur le « *caractère semi-révolutionnaire d'une grève générale réussie* » (qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ?), et « *sur la création, sous forme embryonnaire, d'une dualité de pouvoir, sur la nécessité de poser la question du pouvoir, sur la nature de l'état bourgeois et la nature du gouvernement et de l'état par lequel la classe ouvrière devait remplacer ce gouvernement et cet état bourgeois* ». Propagande pour un futur radieux, tandis que dans l'immédiat, dans l'« *agitation* », la tendance « *marxiste* », réaliste, capitulait devant Renard

*
**

Nous voici à la fin de cette étude, dont le lecteur excusera la longueur s'il veut bien se souvenir qu'il est bien plus vite fait de semer la confusion que de la dissiper.

La conclusion doit s'imposer, nous l'espérons, à tout militant révolutionnaire de bonne foi : le pabliste est une tendance politique foncièrement étrangère au trotskysme. C'est une variété pernicieuse de centrisme antitrotskyste, sous le masque du trotskysme.

G. BLOCH.

N. D. L. R. — *A la suite de la publication de la première partie de cet article, divers échos nous sont parvenus à propos des intentions que nous prêtes certaines personnes à qui, sans doute, cet article n'a pas eu l'heur de plaire... Pour couper court à toute équivoque, précisons, suivant la formule consacrée, que toute ressemblance entre Ernest Mandel et un marxiste révolutionnaire existant ou ayant existé ne pourrait être que l'effet d'une regrettable coïncidence. Ernest Mandel est bien un militant discipliné du Parti Socialiste Belge. Les dirigeants réformistes ne lui tiennent certes pas rigueur de son gauchisme verbal.*

LA FIN D'UNE ILLUSION

EN votant contre l'institution de la Communauté par l'Etat gaulliste, le peuple guinéen avait donné l'exemple d'un acte profondément révolutionnaire. Pour la première fois dans l'histoire de l'Afrique occidentale ex-française, un défi était lancé qui était interprété à juste titre par les masses africaines comme un pas important vers l'émancipation totale du continent africain.

L'indépendance signifiait la rupture avec l'impérialisme, le relèvement du niveau de vie des masses, la conscience pour les Africains de leur dignité. L'éveil élémentaire à la conscience politique, cause et effet à la fois de la crise profonde du système impérialiste mondial, se confondait avec les objectifs historiques de l'humanité : nationalisme et socialisme se cristallisaient dans la psychologie des masses en une totalité *dialectique* dont la structuration interne ne pouvait venir que d'une direction révolutionnaire. Mais une telle direction n'avait pas surgi à temps, et le processus objectif de la révolution permanente fut accaparé et déformé par d'autres forces sociales limitées par leur horizon petit-bourgeois. Ce décalage entre les possibilités objectives et les capacités subjectives des classes opprimées devait permettre la naissance d'illusions reportant leurs espoirs confus sur des forces sociales étrangères à leurs intérêts profonds.

La Guinée devenait ainsi pendant longtemps la plaque tournante des rencontres entre révolutionnaires africains de toutes tendances. La première république indépendante de l'Afrique « française » allait-elle s'engager dans la voie du socialisme, de la nationalisation des moyens de production et du pouvoir ouvrier ? Le resserrement et l'extension des relations diplomatiques avec les états ouvriers contribuaient à nourrir ces espoirs et ces illusions, que les professions de foi « marxistes » de Sékou Touré ont encore renforcés.

*
**

Ces illusions viennent de s'envoler avec l'arrestation le 24 novembre dernier des principaux dirigeants du Syndicat des Enseignants, connu pour sa turbulence et ses audacieuses prises de position, et qui est devenu la pointe avancée de la Confédération générale des syndicats de Guinée. Ces enseignants furent accusés par le gouvernement de Sékou Touré d'avoir fait circuler un mémoire « subversif et mensonger », d'avoir comploté avec « le groupe anti-parti » de Dakar et de Moscou, et d'avoir collaboré avec l'ambassade de France et les ambassades de l'Est. Traduits devant cette

caricature de tribunal qu'est la Haute-Cour, une vingtaine de militants syndicalistes accusés de « subversion marxiste-léniniste » ont été frappés de lourdes peines de prison.

L'absurdité de ces accusations était d'autant plus monstrueuse que celles-ci visaient des militants dont le passé n'a rien à envier — et c'est le moins qu'on puisse dire — à celui de Sékou Touré lui-même. Le secrétaire général du syndicat, Koumanian, est un vieux lutteur qui eut le courage de s'opposer le premier à la loi-cadre instaurée par le « socialiste » Gaston Deferre. Ray Autra, directeur de l'Institut de Recherches africaines, était un fondateur de la section guinéenne du R.D.A., victime connue des répressions du colonialisme français, et bénéficiait d'un prestige incontesté dans toute l'Afrique occidentale. Djibril Niane, un jeune historien délégué au récent forum de la jeunesse à Moscou, auteur de travaux de valeur sur l'histoire de l'Afrique, jouit de l'estime méritée de l'ensemble de la jeunesse guinéenne. D'autres, moins connus certes, peuvent se prévaloir d'un passé de lutte anticolonialiste. L'amalgame, les provocations, le vocabulaire entièrement emprunté à l'arsenal du stalinisme, sans doute réminiscences des quelques maigres leçons que Sékou Touré avait assimilées à l'école de la C.G.T. française, ne pouvaient que provoquer le sarcasme et la colère. Pour la première fois, l'épigone piteux des méthodes staliniennes a dû faire face à un mécontentement explosif qui s'est traduit par des manifestations de rue. Tous les élèves de Guinée ont fait grève pour protester contre l'arrestation de leurs dirigeants. Les établissements scolaires étaient encerclés par des cordons de soldats mitrailleurs au poing. Dans d'autres centres du pays, à Kindia, à Labé, des remous politiques, des manifestations populaires ont donné lieu à l'intervention brutale de la police et de l'armée. La jeunesse guinéenne, pourtant choyée et flattée par le régime, couvrait les murs d'inscriptions injurieuses pour Sékou Touré et ses acolytes.

Tout ceci sur un fond de marasme économique. Le revenu moyen du paysan et de l'ouvrier guinéen est sûrement le plus bas de l'Afrique occidentale. La pénurie est générale, ce qui n'est pas un reproche en soi, mais elle est singulièrement aggravée et rendue intolérable par la gabegie, la corruption, les multiples dépenses improductives (constructions de villas ministérielles louées à prix d'or aux ambassades étrangères, salaires exorbitants des hauts-fonctionnaires, achat de Mercedes pour les ministres et directeurs de cabinet, etc.). Le déficit de la balance commerciale s'aggrave d'année en année, la principale production agricole du pays, la banane, ayant subi une chute vertigineuse (de 70.000 t. à 30.000 t.).

Or, au début de 1961, le plan triennal démarrait, avec toute la publicité et la mobilisation nécessaires. La presse stalinienne et réputée de

« gauche » débordait en commentaires et en prévisions optimistes sur « l'expérience guinéenne », sur la « démocratie nationale ». Qu'en est-il en ce début de 1962 ? Le plan a tout simplement volé en éclats, faute d'investissements suffisants. Le gaspillage, le luxe des administrateurs, les fanfaronnades y ont fait leur œuvre et le fiasco du « Comptoir national du Commerce extérieur » a creusé un déficit de 10 milliards de francs guinéens. Un décret gouvernemental a prononcé la dissolution du monopole du commerce extérieur et se contenté d'un simple contrôle étatique en transférant les opérations d'exportation et d'importation au Ministère du Commerce.

La monnaie guinéenne créée en 1960 se déprécie à vive allure et cela, en grande partie, par la faute des « économistes marxistes » d'origine européenne qui infestent les différents ministères guinéens et qui, à force de théories abracadabrantes, ont convaincu Sékou Touré de l'existence d'une monnaie délestée de son étalon-or ! Ne pouvant rien acheter avec du papier déprécié, même à l'effigie de Sékou Touré, les paysans soussous et foulahs ont préféré se plier à leur expérience des changes commerciaux en exportant frauduleusement leur riz et leur bétail au Sénégal ou au Mali où ils sont payés en francs C.F.A. garantis par la France !

L'aluminium constitue la richesse industrielle de la Guinée (1 milliard de tonnes, le plus fort potentiel mondial). Le complexe de Fria, dont le trust Pechiney est l'actionnaire le plus influent, est contrôlé par cinq groupes financiers et bénéficie d'exonérations d'impôts très importantes pour une période avoisinant un siècle — semble-t-il. Les mines de fer de Kaloum sont toujours entre les mains de monopoles financiers, dont le Bureau Minier français, et l'affaire a été jugée tellement rentable que ces mêmes monopoles y ont encore réinvesti 50 millions de nouveaux francs.

L'incident qui s'est produit entre Sékou Touré et les « Bauxites du Midi », qui exploitent les réserves de bauxite des îles de Loos et de Boké, mérite d'être rappelé en quelques mots, ne fût-ce que pour montrer la puissance des monopoles impérialistes et la dépendance de la Guinée à leur égard. Les « Bauxites du Midi » avaient préparé un projet qui devait permettre la production de 1.500.000 tonnes de bauxite. Mais, dès 1959, le rythme des travaux se ralentit et s'arrêta. Les pourparlers s'engagèrent entre cette Société et le gouvernement guinéen et n'aboutirent pas. Sékou Touré mit fin le 28 novembre 1961 aux activités des « Bauxites du Midi ». Quelle a été la raison de ce remue-ménage ? Tout simplement, les monopoles se sont trouvés devant un marché mondial saturé d'aluminium, et ont jugé qu'il fallait résoudre les contradictions classiques du capitalisme monopoleur sur le dos de l'économie guinéenne. Sékou Touré s'est tourné, depuis neuf mois, vers les trusts américains de l'aluminium qui ont des

visées sur le Konkouré. Kennedy ne se contentera certainement pas d'engloutir de l'argent dans les mines guinéennes ; des contreparties politiques précises sont exigées, ce qui explique la situation embarrassante de Sékou Touré, qui doit affronter une opposition intérieure de gauche dans une situation économique désastreuse.

Dans ces conditions, l'arrestation des syndicalistes arrive à point nommé pour servir les desseins de Sékou Touré et de la clique gouvernementale. Les principaux journaux américains ont félicité le « marxiste » Sékou Touré de la fermeté dont il a fait preuve à l'égard des extrémistes. Le *New York Herald Tribune*, commentant l'expulsion de l'ambassadeur soviétique Solod accusé d'avoir trempé dans le « complot des enseignants », écrit : « Des négociations sont en cours depuis les neuf derniers mois entre la Guinée et les Etats-Unis pour aboutir à un nouvel accord concernant l'exploitation des réserves d'aluminium du Konkouré. La volonté que vient de manifester Sékou Touré doit pouvoir simplifier la tâche de l'administration Kennedy et favoriser la réalisation de nouveaux projets ». L'optimisme des correspondants américains va bientôt trouver sa confirmation au récent Congrès extraordinaire du Parti Démocratique de Guinée (P.D.G.) qui s'est tenu à Labé.

A ce Congrès, tous les délégués sont montés à la tribune pour dénoncer « l'idéologie marxiste-léniniste » et réclamer des mesures de répression plus sévères pour les syndicalistes. Il a été question de réviser leurs « procès » et de les condamner à mort, d'envoyer des « commissaires politiques » dans les écoles, de surveiller tous les intellectuels suspects, et aussi d'instaurer le contrôle du « parti » sur la Confédération générale des Travailleurs guinéens. La décision de rompre les relations diplomatiques avec tout pays qui apporte un soutien à une quelconque opposition en Guinée, vise surtout Moscou et Prague. Fidèle à sa politique de « coexistence pacifique », Mikoyan s'est dépêché d'aller à Conakry régler ce qu'il a appelé un « malentendu ». Un émissaire fut envoyé à Pékin pour demander à Mao de calmer les « marxistes » guinéens. A l'intention de ceux qui ont tendance à opposer la Chine « révolutionnaire » à la Russie « réformiste », soulignons que Pékin n'a pas levé le petit doigt pour protester contre l'arrestation des syndicalistes dont deux au moins sont connus des dirigeants chinois du Syndicat de l'enseignement. La théorie de la « révolution ininterrompue » n'est, pour le P.C. chinois, qu'un argument de circonstance, rien de plus ; ce qui ne doit nullement empêcher les révolutionnaires africains de la reprendre à leur compte et de la perfectionner grâce au... trotskysme !

Le branle-bas de combat au récent Congrès de Labé a pour but de semer la peur parmi les étudiants guinéens de l'extérieur et de l'intérieur, et de préparer le passage d'un gouvernement de type bonapartiste à un

gouvernement de type policier s'appuyant directement sur les magnats du capitalisme international. Une des preuves les plus décisives du coup de force contre les masses guinéennes, c'est la transformation de la Confédération générale des Travailleurs de Guinée en une institution étatique d'un Etat national devenu totalitaire.

*
**

Les jeux ne sont certes pas faits. Si les couches petites-bourgeoises qui contrôlent l'appareil d'état en Guinée se comportent d'ores et déjà comme la courroie de transmission des besoins de l'impérialisme à l'époque de sa décadence, elles auront cependant à compter avec les résistances grandissantes des ouvriers, des paysans et d'une fraction non négligeable de l'« intelligentsia ». Bien des soubresauts se produiront encore ; le glissement de la clique gouvernementale de Guinée dans le giron de l'impérialisme se fera avec des zigzags à droite et à gauche sur le plan de la politique extérieure, et l'on verra encore plus d'une fois Sékou Touré, à l'instar de Nasser, procéder à des tournants que les bureaucraties ouvrières de l'Ouest et de l'Est se hâteront de qualifier de « révolutionnaires ». C'est qu'en effet les groupes de Casablanca et de Monrovia qui, tous deux, sont au service de l'impérialisme et les serviteurs de ses besoins *mondiaux*, sont contraints de manœuvrer sur un continent dont le potentiel révolutionnaire est loin d'être entamé.

*
**

Dans les quelques années à venir, les révolutionnaires africains doivent se préparer à donner une direction marxiste aux masses ouvrières et paysannes africaines. La formation de partis bolchéviques africains, profondément enracinés dans les masses, pourvus d'une stratégie et d'une tactique qui combinent dialectiquement les conditions intérieures et les conditions internationales en un tout indissoluble, est une tâche plus urgente que jamais. Ces partis, dont les critères permanents d'analyse reposent sur les besoins mondiaux de la classe ouvrière internationale, auront *« pour tâche spéciale de combattre énergiquement le mouvement bourgeois et démocratique et les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes, ni révolutionnaires, pour arborer des couleurs communistes »*. Si ces mêmes partis ne refusent pas *« d'entrer en relations temporaires et de former des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, ils ne doivent cependant jamais fusionner avec eux, et conserver toujours le caractère indépendant du mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire »*. Ces thèses présentées par Lénine au II^e Congrès de l'Internationale Communiste sont plus actuelles que jamais.

La condition essentielle, pour former de tels partis, c'est de dénoncer impitoyablement l'opportunisme sous toutes ses formes, aussi bien dans

les pays impérialistes que dans les pays arriérés. Il ne faut jamais oublier que, dans les conditions de déclin du système impérialiste mondial, la base sociale de gouvernements du type de Sékou Touré réside, d'une part, dans les couches privilégiées petites-bourgeoises de l'appareil d'état, et, d'autre part, dans les bureaucraties « ouvrières » — les groupements de gauche qui vont de *l'Express* à *France-Observateur* en passant par les socialistes classiques — dont l'existence objective est liée au maintien de super-profits dans les pays coloniaux, semi-coloniaux, ou arriérés.

Aussi, est-il plus indispensable que jamais, de saisir toutes les occasions pour combattre théoriquement et pratiquement l'opportunisme et le stalinisme. La fin des illusions, dont nous avons donné la raison au début de cet article, doit coïncider avec l'assimilation par l'avant-garde révolutionnaire de l'Afrique, des leçons capitales de la Révolution russe, des quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste, et du mouvement trotskyste international.

Janvier 1962.

Abdoulaye DIALLO.

« CORRESPONDANCES SOCIALISTES »

Serge SIMON

LA GREVE GENERALE BELGE

Une brochure de 64 pages 1,75 NF

Balazs NAGY

**LA FORMATION DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER
DE BUDAPEST EN 1956**

Une brochure de 48 pages 1,25 NF

Envois franco de part contre versement de la somme correspondante au
C.C.P. Levasseur Paris 17.181-99.

LES LEVIERS

par Alexandre YACHINE

(En novembre 1956 paraissait à Moscou le tome II d'une anthologie de nouvelles, de poèmes et d'articles de jeunes écrivains soviétiques, intitulée : « Moscou Littéraire ». Ce tome était remarquable par la netteté des prises de positions ou des allusions antistaliniennes qui foisonnaient dans les textes publiés. Le texte le plus étonnant était une nouvelle d'un jeune écrivain, Alexandre Yachine : « Les Leviers », traduite aux U.S.A. par la Partisan Review, et dont nous donnons ici de longs extraits.)

L'HISTOIRE se passe un soir, dans la salle de réunion de la direction d'un kolkhoze du Nord. Dans la salle enfumée, où siffle un poste à galène et qu'éclaire une lampe à pétrole, où l'air du dehors ne peut entrer, quatre hommes discutent amicalement : le magasinier Tchoukine, le président du kolkhoz P.K. Koudriavtsef, le chef de la brigade de la culture Iyan Konopliet et le secrétaire de la cellule du parti Tsipichef. Ils discutent amicalement en attendant l'arrivée du cinquième et dernier membre de la cellule, l'institutrice Akoulina Semenovna, pour commencer la réunion mensuelle de la cellule.

A propos de Tchoukine, l'auteur précise : « Il y avait encore peu de temps Tchoukine était un simple kolkhozien. Après être entré dans le parti, environ un mois auparavant, il avait vite affirmé que les communistes devaient détenir tous les postes de direction du kolkhoz et qu'il était donc parfaitement inadmissible qu'on ne lui confie pas une responsabilité. Tout le monde fut d'accord. On se rappela que le magasinier du kolkhoz s'était attiré quelques observations pour vol et Tchoukine le remplaça. Au cours de l'assemblée générale qui suivit, personne ne se dressa contre cette décision. Tchoukine acheta un stylo et commença à porter une cravate. Son prédécesseur partit travailler à la coopérative d'achat. »

Une discussion s'engage entre les quatre présents. Koudriavtsef ouvre le feu :

— Il y a quelque chose que je ne comprends pas. Je n'arrive pas à comprendre ce qui se passe dans notre district. On nous a dit : « Planifiez à la base ! » « Le kolkhoz doit décider par lui-même de ce qu'il a intérêt ou pas à semer ! » Mais maintenant on refuse notre plan. C'est la troisième fois qu'on nous le retourne pour y apporter des corrections. C'est clair : on a réuni tous les plans des kolkhoz et fait l'addition. Total : ça ne marchait pas avec le plan du district. Et le plan du district, lui, il vient d'en haut. Et avec notre plan, à demain les combines ! A malin, malin et demi. Dans tout ça il y a beaucoup de battage et pas beaucoup de résultats. Notre plan, il n'en subsiste rien. La vérité, elle est claire : on n'a pas confiance en nous.

— Dans le district on n'invite la vérité que pour les réunions des présidiiums d'honneur, pour qu'elle ne se mette pas en colère et qu'elle ferme bien son clapet, dit Konopliof, pâle, en jetant son mégot dans le pot de terre. Puis il s'adressa à Tchoukine :

— La vérité n'est indispensable que pour les réunions et les jours de fêtes : c'est ce qu'on appelle la critique et l'autocritique. Mais elle est inapplicable à la réalité : qu'est-ce qu'elle donnerait ?

Brusquement un sentiment de tension et de malaise apparut sur le visage de Tspichef ; on aurait dit que cette conversation franche commençait à lui déplaire :

— Bien, dit-il sauvagement à Tchoukine, mais, tu sais, on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs. Puis il changea de ton, comme par regret de sa grossièreté : Mon vieux, la vérité c'est la vérité... Et si demain on te met au présidium d'honneur, tu oublieras vite la terre. Et il se mit à rire en soufflant dans ses moustaches et dans sa barbe...

Koudriavtsef reprit :

— Il y a quelques jours je suis allé au comité de district du parti, chez le gars en personne, dit-il, désignant par là le premier secrétaire du comité de district du parti. Je lui dis : qu'est-ce que vous faites avec nous ? Les kolkhoziens ne sont pas d'accord pour modifier le plan une troisième fois, ils sont mécontents. Nous avons besoin de lin. Il faut donc attribuer les meilleures terres à la culture du lin. Nous avons eu suffisamment d'expériences d'élevage du lapin ou d'assolement. On a épuisé des tas de gens pour rien ! Nous avons manqué de pain et cela fait du tort au gouvernement. Moi je vous dis qu'il faut prendre peut-être dix hectares pour les expériences, la première fois, allons jusqu'à vingt, mais pas cent, pas mille. Nous nous y ferons et nous augmenterons nous-mêmes les chiffres, et nous en demanderons plus. Mais pas tout d'un coup. « Justement si, me répond-il, tout d'un coup. Il faut dépasser le plan. Il faut implanter le nouveau par l'action. » Par l'action, par l'action ! que je lui dis ; mais nous c'est le Nord, il n'y a pas beaucoup de travailleurs et la terre a ses exigences à elle. Il faut convaincre les gens. Lénine nous a montré la voie : il faut convaincre par l'action. Il reprend : « Eh bien ! A toi de convaincre les gens ; nous t'avons déjà convaincu, lorsque nous avons organisé le kolkhoz ; aujourd'hui c'est à ton tour d'en convaincre d'autres. Applique la ligne du parti. Vous êtes nos leviers à la campagne. » Et lui il parle et il cultive la terre à coups de gestes dans l'air ; c'est bien clair qu'il n'a pas non plus une vie bien gaie. Mais il manque totalement de souplesse ; il ne comprend pas ce que veut le parti ; il a peur de comprendre...

— Il ne tiendra pas longtemps à son poste, ajouta Tspichef. Il n'est pas fait pour. Il est très rigide ; il n'écoute pas les gens. Il décide de tout, tout seul. Il ne considère les hommes que comme des leviers. Et c'est justement cela le bureaucratisme. Dans une réunion avec lui, ce n'est pas la peine d'essayer de lui parler ouvertement, d'homme à homme.

Il faut qu'il soit rigide, qu'il observe la règle de la rigidité. Quand il nous toise tous du haut de son bureau et qu'il marmonne : « Au travail, camarades ! Tout le monde est présent ? » on en a tous le cœur décroché de pétoche ; on s'assoit et on attend le chapelet des reproches et des embêtements. Pourtant, si on disait tout net ce qui va mal, au premier mot le peuple déplacerait les montagnes. Mais il ne peut pas comprendre ça !

— Il est persuadé que le parti perdra son autorité à discuter avec le peuple, directement, d'homme à homme. Il sait bien que dans le kolkhoz nous recevons cent grammes de farine par jour de travail, mais il déclare que chaque année la valeur de la journée de travail croît et que le bien-être se développe. Nous n'avons pas suffisamment de vaches au kolkhoz, mais il déclare que l'élevage s'améliore et se développe chaque année. Il suffirait de dire : vous vivez mal, parce que et parce que... mais nous vivons mieux. Alors les gens auraient plus de cœur au travail...

Konopliief reprit : Les dirigeants de notre comité de district n'ont plus l'habitude de discuter avec le peuple : cela leur ferait honte ! Ils comprennent tout, mais ils ont peur de faire le moindre pas en avant. Comment convaincre les gens ? Ils comptent sur les « leviers ». Ils voient la campagne du fond de leur fauteuil et ils ne veulent pas discuter à voix haute. Ils n'ont qu'un souci, c'est que les chiffres soient bien ronds dans les communiqués officiels. Les individus, la situation dans laquelle ils se trouvent, leurs désirs... ça alors ?...

Konopliief, saisi par une quinte de toux, se dirige vers la porte, pendant que la lampe à pétrole qui éclaire la pièce manque de s'éteindre. Konopliief remarque alors :

— Sans air on meurt. Même les lampes ont besoin d'air ! Il n'y aura pas d'ordre réel aussi longtemps que l'on n'aura pas confiance dans le paysan de la base, dans le paysan qui travaille, et nous aurons encore beaucoup d'ennuis. On écrit chez nous : un nouveau type d'homme est apparu. Pour sûr qu'il est apparu ! On a remis le kolkhoz entre les mains du paysan ! Pour sûr qu'on l'a remis. Et le moujik s'est transformé. Très bien ! Il faut donc lui faire confiance à ce moujik. Après tout, lui aussi il a un cerveau.

— Eh oui ! Les loups ne le lui ont pas mangé, fit Tspicchef d'un air malin.

— On ne doit pas seulement nous donner des leçons, on doit aussi nous écouter. Mais tout vient d'en haut, toujours d'en haut : les plans, les présidents, les normes de rendement. On n'a pas le temps de chercher à convaincre les gens : pourquoi faire, d'ailleurs ? C'est bien plus facile comme cela. Tout ce que l'on a à faire c'est de transmettre les instructions et de prodiguer des conseils. Les tracasseries perpétuelles ont entravé notre travail culturel ; les clubs et les salles de lecture ne fonc-

tionnent que dans les rapports ; il n'y a personne pour donner des leçons et des conférences. Tout ce qui nous reste c'est la collection des campagnes de cinq jours, de dix jours, d'un mois pour le ravitaillement ou les récoltes.

Konoplief se tut pour reprendre son souffle et Koudriavtsef en profita pour prendre la parole :

— C'est toujours comme ça : si le coin ne rentre pas dans l'arbre, ils disent que c'est l'arbre qui est responsable et qu'il est pourri. Si tu montes au district pour dire que tu n'es pas d'accord, on te saoule de conseils et de recommandations ; mais leurs conseils ce sont des ordres. Si tu ne remplis pas les instructions, c'est que tu lâches la bride à tes gens, et si les kolkhoziens ne sont pas d'accord, c'est la preuve que tu fais politiquement fiasco.

— Et pourquoi un fiasco, s'écria Konoplief. Ne souffrons-nous pas tous pour le même but, n'avons-nous pas tous les mêmes intérêts ?

— Oh ! Tu penses bien que les gars du comité de district, on ne les considère pas non plus comme des têtes. On leur donne des ordres et puis c'est tout.

— Oui, oui, c'est tout, cria Konoplief qui s'échauffait. Près de chez nous, dans le district de Grouzdikkink, ça ne marche pas comme cela Tchourine y est allé il n'y a pas longtemps : les présidents de kolkhoz n'ont pas la trouille quand les autorités les convoquent au district. Ils n'ont pas peur comme nous. Le secrétaire vient au kolkhoz, tout simplement, au lieu de se contenter de discuter avec les gens à coups de dossiers...

(La discussion est interrompue par une émission sur les terres vierges que les interlocuteurs écoutent sur leur poste à galène. Au cours de l'émission, un jeune paysan explique qu'ils ont eu là-bas des graves problèmes : manque de place pour stocker les récoltes extraordinaires qu'ils ont faites. A ce moment s'élève dans l'isba la voix d'une cinquième personne, qui avait assisté jusque-là, invisible, à la conversation des quatre camarades, la femme de ménage, Marthe. Son intervention sème la panique chez les quatre paysans, effrayés d'avoir ainsi parlé devant témoin, qui restent ensuite un long moment à se taire, puis à n'échanger que des phrases creuses et banales.)

Soudain Tchoukine éclate bruyamment de rire :

— Ah ! Ah ! Maudite bonne femme, elle nous a fait peur !... Nous avons eu peur comme des enfants pris la main dans le sac.

— Et de quoi avons-nous peur, les gars — demanda soudain Koudriavtsef, d'un air à la fois rêveur et légèrement triste. Vous savez, nous avons peur de nous-mêmes...

(Arrivent des komsomols qui demandent à écouter la radio et que Tspicchef éconduit en leur disant qu'une réunion du parti doit se tenir. Et enfin arrive l'institutrice Akoulina Semenovna que les autres attendaient pour commencer la réunion du parti. La cellule du parti est au complet. Tspicchef met Marthe à la porte. La réunion commence.)

Lorsque la porte se fut lentement refermée derrière la femme de ménage, Tspicchef se leva et prononça les paroles que prononce un secrétaire de comité de district du parti dans de semblables occasions, sur le même ton coupant et sévère, presque avec une voix de conspirateur, tout à fait avec la voix qu'avait le secrétaire de comité de district quand il entamait une réunion.

— Camarades, nous commençons ! Tout le monde est là.

En prononçant ces mots, on aurait dit qu'il avait mis en marche un mécanisme étrange : tout devint méconnaissable dans la pièce, les gens, les choses et jusqu'à l'air lui-même...

... Tous les visages avaient maintenant une expression de recueillement, de tension et d'ennui, comme si les gens qui étaient là se préparaient à une cérémonie archi-connue et ressassée, mais solennelle et importante. On ne sentait plus rien qui soit rattaché à la terre ou à la nature ; l'action avait été transférée dans un autre monde, dans une situation compliquée et dont ces gens simples et cordiaux n'avaient pas encore tout à fait l'habitude et la compréhension.

— Tout le monde est là ? répéta Tspicchef, en faisant du regard le tour des présents comme s'ils étaient au moins une bonne dizaine.

Ils n'étaient pourtant, comme nous le savons, que cinq en tout et pour tout. Tspicchef, l'éleveur, était secrétaire de la cellule. On l'avait choisi comme secrétaire, peu de temps auparavant, sur la recommandation du comité de district. Cette distinction le flatta et Tspicchef tâcha de remplir son rôle le mieux possible : comme il n'avait absolument pas la moindre expérience en ce domaine, il se mit inconsciemment à imiter en tout le secrétaire du comité de district. En vérité, il riait parfois de son propre personnage, mais il faisait toujours ce qu'ordonnaient les instructions venues d'en haut et toujours à la lettre — tellement il avait peur de commettre une faute par étourderie — au point qu'il en arrivait parfois à ne rien faire que pisser dans un violon. L'instructeur du district, qui avait assisté à l'élection de Tspicchef, avait déclaré en riant que ce camarade ne manquait pas de qualité, mais qu'il souffrait aussi de sérieux insuffisances, et la principale était sa barbe. Tspicchef prit cette plaisanterie au sérieux ; il la prit pour une instruction et, en son for intérieur, il se fit à l'idée qu'il était absolument nécessaire de supprimer sa barbe et tous les poils qui recouvraient son visage, mais il n'en avait pas encore eu l'occasion.

Koudriavtsef, le manchot, était président du kolkhoz, Ivan Konopliief, comme nous l'avons déjà signalé, chef de la brigade de la culture et Tchoukine magasinier. Depuis qu'on avait nommé Tchoukine à ce poste et qu'on avait rayé son prédécesseur du parti en même temps qu'on l'envoyait travailler à la coopérative d'achat, la cellule ne comptait plus un seul kolkhozien de base. L'institutrice était un membre caractéristique de l'intelligentzia bien qu'elle fut une « payse » et qu'elle fût, en tout, complètement dépendante de la direction du kolkhoz.

— Je donne la parole sur l'ordre du jour au président du kolkhoz, le camarade Koudriavtsef.

Koudriavtsef se leva.

Tsipichef se rassit.

La réunion du parti était commencée.

La discussion porta sur les problèmes dont les membres de la cellule, et entre autres le secrétaire, venaient de débattre avec tant de sincérité et de perspicacité en dénôçant la routine administrative, le bureaucratisme et la timidité paperassière dans les actes comme dans les discours.

— Camarades ! s'écria le président du kolkhoz, le comité de district et le comité exécutif de district n'ont pas accepté notre plan de production. Il y avait donc quelque chose que nous n'avions pas prévu, que nous laissons de côté, au petit bonheur la chance. Cela est indigne de nous. Nous avons abandonné le travail d'explication auprès des masses et nous ne les avons pas convaincues. Mais, camarades, nous devons convaincre les gens. Nous sommes les leviers du parti à la campagne. C'est ce que le comité de district et le comité exécutif du parti nous ont démontré.

(Tchoukine s'amuse de voir Koudriavtsef parler sur ce ton solennel et fait remarquer à Konopliief la drôlerie de la scène. Celui-ci lui répond que c'est ainsi qu'il faut faire et il dit) :

— Koudriavtsef remplit sa charge. Cela doit se passer chez nous comme au district : tel maître, tel valet.

— Et la vérité, demande Tchoukine.

— Elle arrivera à son tour, la vérité. Et elle viendra vite, tu sais. On l'entend déjà qui commence à tonner...

... L'essentiel du rapport de Koudriavtsef consistait en ceci : le district mettrait en question la combativité de la cellule si celle-ci n'amendait pas le plan d'assolement pour l'année à venir, vite et sans ergoter, suivant les instructions du comité de district et du comité exécutif de district. Tous ceux qui prirent part à la discussion tombèrent d'accord sur ce point. Pas possible de faire autrement... aucune divergence n'apparut, pas plus que dans la conversation cordiale qui avait précédé la réunion de la cellule, mais l'accord et l'unanimité semblaient avoir une signification un peu différente, pratiquement inverse.

Tsipichef fut content de l'unité visible des rangs communistes, et il prit lui-même la parole sur le second point de l'ordre du jour : le secrétaire de zone du district avait souligné l'absence totale de travail d'éducation politique dans le kolkhoz et le premier secrétaire du comité de district avait fait une remarque dans ce sens. Sur ce problème, Tsipichef parla ainsi :

— Camarades, nous n'encourageons pas les meilleurs kolkhoziens et nous ne punissons pas les individus attardés. Il suffit de regarder notre tableau d'honneur : la conclusion est facile à tirer. Il faut se placer à la tête des masses, camarades. Voici mon avis : il nous faut dénicher quelques « objectifs » ; cela une fois fait, on pourra donner une prime à un ou deux types par objectif atteint, puis infliger quelques amendes à d'autres pour que cela soit bien réglementaire dans un sens et dans l'autre. Le comité de district nous soutiendra dans cette voie...

Par un vote unanime, la cellule décida d'inscrire cinq kolkhoziens pour la prime et trois pour l'amende. On ne discuta que sur les objectifs qu'il fallait choisir pour déterminer les gens à encourager et ceux qu'il fallait punir.

Le temps manqua pour écrire une résolution. La femme de ménage, Marthe, revint pour mettre le bureau en ordre et le fermer à clé. Koudriavtsef proposa de confier la rédaction de la résolution au secrétaire :

— Ecris-la ! Tu sais comment il faut procéder, dit-il, heureux de voir la réunion enfin terminée. Tu sais bien : « Etant donné la situation de haut développement de la production qui caractérise le kolkhoz... »

— « Qui caractérise le pays tout entier... », proposa Tchoukine.

Ils se préparèrent rapidement à rentrer chez eux ; on aurait dit qu'ils avaient tous au fond du cœur le sentiment du devoir accompli, accompagné d'une certaine gêne, d'un certain mécontentement de soi...

(A ce moment arrivent les komsomols qui s'étaient déjà présentés tout à l'heure pour écouter la radio.)

L'air glacé de la rue s'engouffra dans l'isba. La petite flamme de la lampe se remit à vivre ; les jeunes gens rangèrent les chaises et ouvrirent les fenêtres :

— Qu'est-ce qu'il y a comme fumée ici ! crièrent les filles...

... Le poste à galène se mit soudain à marcher très fort et très audiblement. Tout le monde écoute l'émission, qui portait sur la préparation du vingtième congrès.

Comme rasséréiné, Koudriavtsef dit, en partant, à l'institutrice :

— Ne te fais pas de bile : tu auras du bois de chauffage. Je m'arrangerai (1)...

(1) En arrivant à la réunion, Akoulina Semenovna avait déclaré qu'il n'y avait pas de bois à l'école et qu'il fallait examiner la question. Tsipichef l'avait rembarrée sèchement.

... Koudriavtsef, le président du kolkhoz, et l'éleveur Konopliev sortirent du bureau dans la rue obscure et boueuse ; ils reprirent la conversation qu'ils avaient eue avant le début de la réunion de cellule, sur l'existence, la vie de tous les jours, le travail :

— Maintenant, on va voir ce que dira le vingtième congrès du parti ! répétaient-ils à tout moment. Ils étaient redevenus des hommes sincères, généreux, droits, en un mot des hommes et non plus des leviers.

COMMENTAIRES

La parution, à la fin de 1956, du deuxième volume de Moscou Littéraire, sous la responsabilité d'écrivains aussi connus que Paoustovski, Tendriakov et Aliguer, provoqua de vives réactions de la part des écrivains officiels et du parti. La nouvelle de Yachine était l'un des textes les plus brûlants et sans doute le plus révolutionnaire.

Les symboles, particulièrement clairs, foisonnent : la pièce pleine de fumée, étouffante, où la lampe à pétrole a peine à brûler, c'est la Russie stalinienne dans laquelle toute lumière a peine à subsister, tant l'univers bureaucratique est écrasant. Que la jeunesse arrive, ouvre les fenêtres et la lampe se remet à brûler, et le poste, qui ne pouvait jusqu'alors marcher qu'en sourdine, se remet à fonctionner pour faire entendre une émission sur le vingtième congrès, le congrès de l'espoir puisqu'il est le premier signe profond de rupture avec le passé.

Sans doute, l'auteur dénonce-t-il la misère paysanne : dans le kolkhoz il n'y a pas l'électricité : les paysans s'éclairent avec une lampe à pétrole et ne peuvent écouter qu'un poste à galène. Mais, ils le disent clairement, il leur est au fond égal de vivre difficilement à condition qu'on ne leur mente pas et qu'ils ne soient pas des « leviers » actionnés d'en haut, du sommet. Ce qu'ils veulent c'est établir eux-mêmes leur plan, en discuter d'égal à égal avec les responsables du district, ce qu'ils veulent c'est que les décisions viennent d'en bas, en harmonie avec les désirs des paysans des autres kolkhoz, ce qu'ils veulent en clair c'est contrôler la production et la planification : cela ressort avec évidence de toute la nouvelle, et tout particulièrement des passages que nous avons reproduits ici.

Ce texte est donc à la fois profondément critique et révolutionnaire en ce qu'il ne traduit jamais la volonté d'un retour à des formes de vie bourgeoises : les paysans de Yachine ne désirent pas partager les terres du kolkhoz en lopins individuels : ils veulent contrôler eux-mêmes la gestion de ces terres et balayer tout le bluff dont s'accompagne la gestion bureaucratique. C'est par là que le producteur, celui qui donne sa force de travail, devient un homme, vraiment libre, c'est-à-dire le contraire d'un instrument ou d'un « levier », le maître de son destin à travers la collectivité à laquelle il appartient.

David STEIN.

La réunion constituante du conseil central ouvrier de Budapest

Grâce à l'obligeance de l'éditeur, nous sommes heureux de pouvoir présenter à nos lecteurs un passage de la brochure de B. Nagy : « La formation du conseil central ouvrier de Budapest en 1956 », paru aux éditions « *Correspondances Socialistes* ».

DANS les usines, les ouvriers s'impatientaient et poussaient leurs conseils à lutter plus efficacement contre la présence intolérable de l'armée soviétique, contre ce gouvernement contre-révolutionnaire, et à défendre leurs objectifs révolutionnaires. La grève continua et les représentants des usines furent chargés de lourdes responsabilités. Dans l'atmosphère tendue des meetings, les ouvriers déclarèrent leur volonté de tenir et d'aboutir à un règlement sur une base révolutionnaire. Ils voulaient un résultat. Et puisque Kádár et son équipe ne cédaient en rien, la naissance d'une force organisée des ouvriers fut inévitable.

Rassemblement des délégués et composition de la réunion

Le 14 novembre, le service téléphonique fut extrêmement chargé : les ouvriers préparaient la réunion pour le soir et dans les usines, les appels téléphoniques ne cessaient pas.

Dans l'après-midi, les délégués commencèrent à se rassembler devant la mairie d'Ujpest, puis se dirigèrent lentement vers l'usine « *Egyesült Izzó* », car la mairie était encore occupée par les forces armées.

Mais examinons maintenant contre qui le « *Gouvernement Révolutionnaire Ouvrier-Paysan* » les mobilisa ? Contre certains « *éléments douteux* », comme il ne cessait jamais de prétendre, qui influencèrent la classe ouvrière ?

Nous connaissons assez l'origine et l'activité des conseils ouvriers pour savoir qu'ils naquirent tout naturellement de la démocratie directe ouvrière. Quel représentant « *ouvrier* » oserait affirmer sans se ridiculiser que les « *éléments douteux* » furent capables de mobiliser la classe ouvrière ? Cela signifie-t-il que la classe ouvrière, après dix ans d'éducation de démocratie populaire, fut incapable de se diriger ? Mais pourquoi et comment ces « *éléments douteux* » et non le gouvernement « *ouvrier* » influencèrent-ils les ouvriers ?

Laissons de côté ces mensonges. Nous connaissons certains faits concernant le mode de candidature qui eut lieu pour la réunion d'Ujpest. Des ouvriers se rassemblèrent dans les usines pour désigner leurs délégués. Dans l'usine d'Appareils Téléphoniques du XIV^e arrondissement, cette désignation se déroula comme suit :

« L'élection des délégués se passa démocratiquement, du bas vers le haut. D'abord, dans les usines, les ouvriers eux-mêmes désignèrent, parmi les membres du conseil ouvrier, celui qui irait à la réunion. *Ce ne fut pas le conseil ouvrier qui le désigna mais l'ensemble des ouvriers.* »

Dans les grandes usines de Budapest, au cours de réunions, les ouvriers élirent leurs délégués, les chargeant de représenter leurs positions, notamment à l'usine de « Beloiannis ». Il ne pouvait en être autrement, car la représentation véritable, comme nous le verrons plus tard, fut l'une des conditions importantes de l'existence des conseils.

Il est difficile d'établir le nombre exact des délégués. Différentes sources parlent de 4-500 délégués présents (*Népszabadság*, par exemple), mais la réunion véritable engloba beaucoup moins de gens. Il est exact qu'il y avait dans la salle des fêtes de l'usine ainsi qu'aux alentours, beaucoup d'ouvriers, 4-500 peut-être, car se tenait en même temps une autre réunion. Les délégués arrivés se mêlèrent à cette masse d'ouvriers et c'est ainsi que lorsque la réunion commença, beaucoup de ces ouvriers y participèrent.

Nous ne voulons pas louer l'organisation spontanée de cette réunion, mais constater que malgré son importance, elle fit abstraction d'organisation bureaucratique, contrôle d'invitation, huissiers, etc. On pourrait dire qu'il y eut du désordre et, d'une certaine façon, c'est exact. Mais ce fait souligne un facteur important, notamment que la naissance du Conseil Central Ouvrier eut l'approbation d'une « assemblée » ouvrière. Un parlement où les représentants et les représentés eurent le même droit de parler. Désordre, certes, mais un désordre de qualité !

La composition des délégués rend tout à fait ridicules les dires du gouvernement. Sans entrer dans les détails, nous ne relevons que deux caractéristiques intéressantes qu'on a déjà remarquées dans la composition des conseils d'usine.

La première est que beaucoup des délégués, plus ou moins âgés, étaient d'anciens militants du mouvement ouvrier. L'expérience leur fut acquise par la lutte syndicaliste, lors de la République des Conseils de 1919 et dans le parti social-démocrate. Beaucoup d'entre eux furent emprisonnés pendant la période staliniste pour leurs idées et pratiques socialistes. Parmi eux, plusieurs furent membres du parti communiste lorsque celui-ci, après la guerre, se présenta comme un véritable parti ouvrier. Puis les années passèrent, ils restèrent ouvriers et découvrirent la « grande fraude » du parti, soit dans les prisons, soit dans la périphérie du mouvement. Par exemple, 90 % des membres du conseil ouvrier de

l'usine d'Appareils Téléphoniques furent membres du parti communiste. Mais pour illustrer la composition des conseils ouvriers, et en particulier celle de la réunion, le meilleur exemple est celui de Sándor Bali.

Bali, ouvrier de l'usine « Beloianis », fut longtemps membre du parti social-démocrate. En 1945, après la libération, il entra dans le parti communiste mais resta ouvrier malgré la grande promotion ouvrière de 1948/50. Précisément à cause de ses expériences ouvrières, il devint passif en tant que membre du parti et se trouva opposé à l'appareil. Son cas est l'exemple classique des relations entre la classe ouvrière et le parti communiste, un exemple du développement et de la transformation de ce rapport dans un Etat dirigé par les communistes.

Ces membres, anciens syndicalistes, sociaux-démocrates, communistes et d'autres tendances socialistes se trouvèrent unis dans le conseil. Ainsi, ces conseils et leur réunion du 14 novembre traduisait la véritable unité ouvrière, mais sans appareils et partis et en s'appuyant uniquement sur l'activité spontanée des travailleurs.

L'autre caractéristique des conseils ouvriers et de la réunion fut la participation massive des jeunes. Presque la moitié des membres et délégués furent de jeunes ouvriers âgés de 23-28 ans. Rappelons au lecteur qu'en 1945, lors de l'effondrement de l'Ancien Régime, ces jeunes n'avaient que 12-17 ans, ils furent donc éduqués par la démocratie populaire.

Grâce à ces deux points, la composition des délégués fut proportionnellement équilibrée, d'une part, les expériences diverses et de l'autre, le dynamisme. La liste des usines représentées indique, elle aussi, que le 14 novembre, les meilleurs éléments des ouvriers de Budapest se réunirent.

Les délégués des usines suivantes furent présents : « Combinat Sidérurgique et Métallurgique de Csepel », « Usine d'Huile Végétale de Csepel », « Construction Automobile de Csepel », « Beloianis », « Appareils Téléphoniques », « Compagnie des Tramways », « Mávag », « Usine Electrique Ganz », « Usine de Wagons Ganz », « Usine d'Aluminium », « Láng », « Magyar Acél », « Chantier Naval Ganz », « Hazai Fésüsfonó » (grande filature du XX^e arrondissement), « Egyesült Izzó », « Magyar Pamut » (grande filature d'Ujpest), « Régie Optique Hongroise », « Gamma », etc.

La quasi-totalité des grosses entreprises fut donc représentées. Huit ou neuf arrondissements de la capitale y participèrent également, soit indirectement par les grandes usines, soit par les délégués du conseil d'arrondissement qui représentaient ainsi plusieurs usines.

Quelques délégués de province furent aussi présents, notamment, par exemple, ceux de deux conseils ouvriers de province, les plus actifs, Borsod (département industriel) et Győr (ville industrielle).

Après cette étude sommaire de la composition, nous pouvons affirmer que cette réunion fut un événement très important, le plus important depuis la révolution. Pour cette raison, quelques intellectuels, en tant

que représentants des différentes organisations de l'intelligentsia ou à titre personnel, y participèrent, eux aussi. Une fois de plus, cela souligna l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des intellectuels qui contribua déjà largement à la préparation du Conseil Central Ouvrier.

Unanimité des revendications

Les délégués se rassemblèrent ; les membres du conseil ouvrier hospitalier de «Egyesült Izzó» occupèrent le podium présidentiel et l'un d'entre eux ouvrit la séance.

Les constatations générales du discours d'ouverture sur la «nécessité historique» de la réunion dévoilèrent beaucoup de choses. Tout d'abord, que les ouvriers rassemblés n'avaient que des notions assez vagues sur les tâches, méthodes et tactiques *concrètes* des conseils ouvriers coordonnés et unis. Comme l'un des témoins oculaires, un intellectuel, écrira plus tard : «les ouvriers évaluèrent d'une manière tellement évidente leur propre force qu'ils ne virent même pas la complexité de la situation». Ce qui veut dire que ces ouvriers se sentirent capables de créer un pouvoir central nouveau, bien à eux, mais que leur ignorance et inexpérience rendirent difficile l'élaboration des tâches concrètes. Le résultat fut une incertitude quant à la formulation des méthodes et des problèmes tactiques.

Incertitude, certes, concernant le choix rapide et clair des tâches immédiates mais une certitude et clairvoyance dans la prise de position programmatique et revendicative. Ferenc Töke, l'un des participants, qui deviendra plus tard l'un des membres du Conseil Central Ouvrier, écrit que «... tout le monde voulait à l'unanimité un Conseil Central qui puisse organiser les conseils ouvriers d'arrondissements et des grosses entreprises, mais ils ne savaient pas comment le créer, et sur quelle base».

Ce fut relativement facile et simple de formuler les buts, c'est-à-dire le programme du Conseil Central. D'autant plus que «... à la réunion constituante, tous ces gens, bien que venant d'usines différentes, voulurent tout, exactement de la même façon, comme s'ils avaient coordonné leurs opinions d'avance». Le témoin intellectuel, cité plus haut, remarque aussi que «... l'uniformité des points programmatiques, pourtant nés indépendamment les uns des autres, ainsi que la formulation des buts, fut quelque chose de fascinant».

Voyons ces buts et le programme des ouvriers.

Ce programme fut presque identique aux revendications antérieures. La décision des délégués des conseils du XI^e arrondissement et les revendications présentées à Kádár pendant la matinée résumèrent la volonté unanime des ouvriers, puisqu'on les entendit de nouveau à cette réunion.

Mais il y eut cette fois-ci des nuances très importantes. Les délégués, prenant la parole l'un après l'autre, soulignèrent avec force leur revendi-

cation « de donner les usines à la propriété vraiment collective et non à la propriété capitaliste ».

Rien d'étonnant à cela car ils surent que les conseils ouvriers ne représenteraient aucune force ou autorité véritable sans avoir en leurs mains les usines. Cette propriété collective était la base du conseil ouvrier. Dans les circonstances d'alors, les délégués l'affirmèrent moins contre les capitalistes que contre la réorganisation centraliste et bureaucratique de la vie économique par le gouvernement Kádár. C'était leur réponse, sans équivoque, au décret gouvernemental du 13 novembre.

L'autre importante affirmation des délégués fut en connexion avec la revendication d'un système à plusieurs partis. Les ouvriers ne voulaient que des partis qui reconnaissent les conquêtes socialistes et se basaient sur les principes socialistes.

Ces deux points, qui revinrent souvent dans les discours prononcés par les délégués, étaient étroitement liés l'un à l'autre. Il est logique que ces ouvriers, qui se prononcèrent en faveur du système des conseils détenant la propriété des usines, ne voulurent, en aucune manière, reconnaître les partis qui pouvaient ou voulaient arracher cette propriété aux conseils.

Si l'on établit donc, comme on ne cesse de le faire depuis la révolution, avec raison d'ailleurs, que les ouvriers revendiquèrent un système multipartite, il ne faut pas « oublier » qu'ils voulurent des partis socialistes.

Donc, cette réunion prit nettement position en faveur d'un système où fonctionneraient plusieurs partis politiques. Nous analyserons plus tard ce problème fondamental du rapport entre les conseils et les partis. Mais retenons cette fois déjà que les ouvriers non seulement n'exclurent pas les partis mais les réclamèrent.

Les discours prononcés s'attachèrent plus, aussi, aux revendications générales dites nationales. Les délégués exprimèrent la volonté de leurs mandataires d'aboutir à l'évacuation des troupes soviétiques, à la réinstallation d'Imre Nagy, à la garantie des droits démocratiques, etc.

Un programme unanime se dessina lors de la réunion qui, en soulignant les revendications ouvrières et socialistes, s'attacha à celles d'ordre national. D'autant plus que les ouvriers virent le socialisme comme un système déterminé par les conditions nationales, et la nation fondée sur une société socialiste. Comme, plus tard, le Conseil Central Ouvrier écrira :

« ... Nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous sommes prêts à défendre, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Mais nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique à la manière hongroise dans notre patrie indépendante et nous n'abandonnerons aucune des revendications de la révolution. »

documents

LE DISCOURS DE ROJNEVA

(Nous publions ci-dessous quelques extraits du discours de l'ouvrière du textile, Rojneva, au 22^e congrès du P.C.U.S. Le passage que nous citons, et qu'à notre connaissance nul n'a relevé, est étonnant : un délégué monte à la tribune pour y poser deux revendications sociales : abolition du travail de nuit pour les femmes et augmentation des congés payés, en précisant qu'elle sait bien que c'est cela que veulent les électriciens. Cela est profondément différent des éternelles dénonciations de telle ou telle imperfection dans la distribution, la planification ou la production qui ont toujours été de règle depuis Staline et sans rien changer. Khrouchtchev a répondu à Rojneva, dans son discours du 27 octobre : « La camarade Rojneva a demandé la suppression du travail de nuit pour les femmes. C'est un important problème. Comme vous le comprenez vous-même, pour le résoudre il faut du temps et les conditions indispensables. Le Comité Central et le gouvernement examineront cette question et feront tout leur possible pour la régler. » Il répond donc par une fin de non recevoir à la première revendication et ne répond pas du tout à la seconde.

Sans aucun doute, Rojneva n'a pas posé ses deux questions spontanément. Elle avait au préalable reçu des garanties. Mais il faut remarquer plusieurs faits contradictoires :

— Le secrétariat du Congrès a laissé passer ce discours dans les comptes rendus officiels. Il n'a pas jugé bon de le caviarder.

— Par contre, dans la traduction officielle de la réponse de Khrouchtchev, publiée par l'Humanité du 31 octobre 1961, on remplace l'expression travail de nuit ou trois-huit par l'expression « postes de huit », ce qui tend à masquer le fait que les femmes travaillent la nuit en utilisant une expression qui n'a pas de sens.)

DISCOURS DE LA CAMARADE M. I. ROJNEVA

(contremaître adjoint à l'usine de drap de Koupavine,
organisation du parti de la région de Moscou)

(« Pravda », 23 octobre)

PLUS de 4.000 ouvriers travaillent dans notre entreprise et les trois quarts d'entre eux sont des femmes. Il y a, en U.R.S.S., beaucoup d'entreprises semblables à la nôtre : des milliers de femmes y travaillent, et beaucoup d'entre elles sont devenues des exemples de dévouement sans réserve à notre patrie, au communisme...

Camarades délégués ! le projet de programme du P.C.U.S. est tout entier imprégné du souci de notre homme soviétique, de l'élevation de son niveau matériel et culturel. C'est pourquoi je pense qu'il est possible de poser aujourd'hui, du haut de cette tribune, quelques questions qui sont d'une importance vitale pour notre branche d'industrie.

Le projet de programme accorde une attention particulière à l'amélioration du travail et au mode de vie des femmes. C'est avec un grand souci et un grand amour paternels (*sic !!!*) que le parti s'est fixé la tâche de liquider les derniers symptômes d'inégalité sociale dont souffrent les femmes et de créer toutes les conditions pour que les femmes puissent en même temps connaître une maternité heureuse et prendre une part active au travail, aux activités sociales, aux activités scientifiques et artistiques.

La liquidation des équipes de nuit est l'une des conditions de l'amélioration de l'éducation des enfants, et de la participation active des femmes à la vie de la société. Moi qui suis mère de deux enfants et député au Soviet suprême de la République de Russie, et qui sais ce que demandent de nombreuses électrices, je pense que la liquidation progressive des équipes de nuit et l'extension de la durée des congés devrait s'effectuer d'abord dans les entreprises du textile, où prédomine le travail féminin. (*Applaudissements.*)

Pour la même raison, il faut une fois de plus souligner la nécessité de créer près de chaque entreprise textile une quantité suffisante de jardins d'enfants et de crèches dans les délais les plus courts. Tout cela donnera la possibilité à des milliers et des milliers de femmes de prendre une part encore plus active à la vie de la société, et les femmes, comme vous le savez bien, camarades, c'est quand même une grande force. (*Rires. Applaudissements.*)

Dans le projet de programme on dit que l'amélioration régulière de la technologie de la production et que l'accélération du progrès technique sont nécessaires. Ce problème se résout avec succès. Les entreprises sont de plus en plus équipées avec l'outillage technique le plus moderne. Mais il faudrait remarquer que la fourniture des entreprises en pièces de rechanges pour notre nouvel outillage est manifestement insuffisant. Il est clair qu'une réorganisation complète du système d'approvisionnement des entreprises textiles est nécessaire.

UNE LETTRE DE GERRY HEALY

secrétaire national de la Socialist Labour League
à l'Ambassade Cubaine de Londres

Messieurs,

Nous vous remercions pour l'invitation que vous avez adressée à l'organe de la S.L.L. *Newsletter* pour la réception organisée le 1^{er} janvier 1962, en l'honneur de la Révolution cubaine.

Comme vous le savez, *Newsletter* est un journal trotskyste, qui a soutenu, depuis le début, la Révolution cubaine. En novembre 1960, nous avons organisé une manifestation dans le quartier ouest de Londres contre la menace d'une intervention américaine à Cuba. Quand l'intervention se produisit, en avril 1961, nos militants firent tout leur possible pour mobiliser le mouvement ouvrier anglais contre cette lâche attaque qui frappait le peuple cubain. Et nous nous réjouîmes, avec tous les amis de votre révolution, de voir repoussés les envahisseurs impérialistes.

Vous pouvez rester convaincus que notre journal ne cessera pas de lutter avec vigilance pour la défense de la Révolution cubaine.

Nous avons été profondément heurtés, cependant, par l'intolérance dont a fait preuve le gouvernement Castro, au cours de ces derniers mois, à l'égard de nos camarades de pensée à Cuba.

Le numéro du 15 août 1961 de *Ultima Hora*, un journal de Santiago du Chili, publiait sur deux pages une énorme interview de Che Guevara à la conférence de Punta-del-Este. La question du trotskysme était évoquée en ces termes :

QUESTION : Pouvez-vous me dire pourquoi vous avez privé les trotskystes de Cuba de leurs moyens d'expression, puisque leur presse a été interdite ?

RÉPONSE (Che Guevara) : Les trotskystes ? Eh bien, ils avaient une petite imprimerie qui publiait un hebdomadaire qui nous posait quelques problèmes ; nous avons donc pris quelques mesures ; ils n'eurent plus de papier, plus le droit d'utiliser ni du papier, plus le droit de publier leur presse. En deux mots, nous avons décidé qu'il n'était pas prudent de laisser le Trotskysme appeler à la subversion. Entre autres — puisque vous me posez la question, monsieur — il y a un précédent très intéressant. Nous avons eu des relations avec les trotskystes. L'un des membres de notre « Mouvement du 26 juillet », David Salvador, était très proche du trotskysme ; et il fut un de ceux qui provoquèrent la mort d'un grand nombre de nos camarades lors de la journée du 9 avril en refusant d'organiser une action unie dans la grève avec les partis de masse et en essayant de lancer une grève de type putschiste qui fut tout simplement balayée par Battista.

Naturellement Battista fut informé du déclenchement de la grève, puisque cette grève clandestine était à peine engagée qu'un grand nombre de nos camarades étaient déjà tués.

De plus, le trotskysme a pris naissance à Guantanamo. C'est une coïncidence étrange, mais il est né à Guantanamo et c'est là qu'il a ses forces. La cité de Guantanamo n'est qu'à quelques minutes de la base navale américaine de Guantanamo, et nous supposons que cette « proximité géographique » entraîne une certaine parenté. C'est pourquoi nous avons pris quelques mesures, puisque ces gens qui ne représentent rien et qui tirent leur argent d'on ne sait où, continuaient à faire obstacle au développement de la révolution avec leur bavardage gauchiste.

Tout ceci n'est que mensonge impudent qui rappelle ce que le défunt tyran Staline avait coutume de raconter sur Trotsky et les trotskystes en U.R.S.S. Il est intéressant de noter que votre gouvernement — du moins pour le moment — reçoit le soutien le plus total des staliniens cubains dans sa dénonciation du trotskysme. Ces individus ont approuvé tous les crimes de Staline et, à une époque donnée, ils ont même soutenu le régime honni de Battista parce que cette politique coïncidait avec les intérêts de la politique étrangère de Staline en Amérique Latine.

Après les révélations du 20^e et du 22^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., le mouvement ouvrier tout entier sait clairement que les trotskystes ont été les victimes innocentes de la répression stalinienne.

Lorsque Che Guevara insinue que nos camarades cubains sont des agents de l'impérialisme américain il ne fait que reprendre d'ignobles calomnies dont l'histoire a démontré la totale fausseté.

Nous exigeons que vous demandiez instamment à votre gouvernement de rejeter ces mensonges et d'accorder aux trotskystes les droits démocratiques normaux d'une tendance politique dans le nouveau parti qui se constitue à Cuba. Cela doit inclure pour eux une liberté sans restrictions d'imprimer leur journal et de publier les œuvres de Trotsky, afin que le mouvement ouvrier cubain puisse en tirer bénéfice et se renforcer dans sa lutte contre l'impérialisme américain.

Tant que nous n'avons pas cette assurance nous sommes au regret de ne pouvoir participer à votre réception. Si cette assurance ne nous est pas donnée et si nos camarades continuent à être persécutés et diffamés, nous combinerons notre défense de la Révolution cubaine avec la dénonciation la plus puissante possible de telles méthodes antiouvrières, parce que nous croyons que ces méthodes ne peuvent, finalement, qu'affaiblir la Révolution cubaine.

Gerry HEALY,

Secrétaire national de la Socialist Labour League.

David Salvador, responsable du groupe clandestin « Unité du Travail » sous Batista, était le responsable ouvrier du « Mouvement du 26 juillet » de Fidel Castro. A ce titre, il fut un des organisateurs de la grève générale organisée le 9 avril par les Castristes : combattue par le P.C. qui avait refusé de s'y joindre, la grève fut un échec et Salvador avec d'autres fut emprisonné. Après la victoire de Castro, Salvador, qui passait pour un marxiste antistalinien, devint secrétaire général de la C.T.C., la centrale cubaine. En cette qualité, il se heurta à de nombreuses reprises aux tentatives stalinienne de coloniser les syndicats. Il porta le débat devant le congrès de la C.T.C. en novembre 1959 et il remporta une écrasante victoire. C'est alors que Castro intervint, reprochant aux délégués de n'avoir fait preuve « ni de prudence, ni d'unité, ni de quoi que ce soit », et proposa le remplacement du secrétaire général par un triumvirat comprenant Salvador et le dirigeant communiste Jesus Soto qui devint très vite le véritable responsable. Au cours de l'année 1960, Salvador se voit reprocher par la presse communiste, d'abord une « attitude étrange », puis des tentatives de « diviser la classe ouvrière ». Son arrestation fut annoncée le 7 novembre 1960. Il aurait été arrêté en tentant de quitter le pays en bateau avec 13.500 dollars, et a été accusé de « sortie illégale » et « d'exportation interdite de devises ». Il est en prison depuis cette date. L'interview de Guevara jette un jour cru sur les faits qui lui sont reprochés en réalité. (N.D.L.R.)

JANOS KADAR DÉNONCE LES IDÉES TROTSKYSTES DE HODJA

(L'équipe au pouvoir en U.R.S.S. a besoin de faire appuyer et cautionner ses vues par le plus grand nombre possible de partis communistes. C'est pourquoi Janos Kadar a été chargé d'écrire, dans la « Pravda » du 26 décembre, une longue attaque contre le groupe antiparti. Cette attaque est particulièrement intéressante en ce que Kadar accuse Hodja et les autres sectaires dogmatiques de reprendre les idées trotskystes, déjà vaincues par Lénine... Voici le passage où il expose cette « thèse ».)

A la fin du siècle passé, l'idée que le socialisme devait triompher d'abord dans les pays capitalistes les plus avancés régnait en maîtresse dans le mouvement ouvrier révolutionnaire. Lénine réfuta cette thèse en mettant à jour les lois du développement de l'impérialisme, et de fait la dictature du prolétariat, le premier pouvoir ouvrier et paysan du monde s'installa dans la Russie arriérée. Après la fin victorieuse de la guerre civile, en 1921, la discussion reprit sur les voies à suivre pour aller de l'avant.

Trotsky affirmait qu'il était impossible de construire le socialisme dans un seul pays, pris isolément, et que d'abord devait se produire la révolution mondiale. Trotsky fermait les yeux sur le recul de la vague révolutionnaire dans les pays capitalistes. En même temps, il ne croyait pas en la possibilité de construire une société socialiste à la place de la Russie tzariste arriérée. Il couvrit son scepticisme de phrases « gauchistes » et exigea la « révolution permanente ».

Lénine défendait la position qu'un pays comme la Russie Soviétique pouvait construire seule le socialisme. Dans cette discussion, ce fut Lénine qui l'emporta, et effectivement une société socialiste s'instaura en Union Soviétique. Maintenant plus d'un milliard d'hommes vivent sous le système socialiste, dans les pays de l'entente socialiste. L'U.R.S.S. a achevé la construction du socialisme, et les pays du camp socialiste sont entrés fondamentalement dans la période d'épanouissement de la société socialiste. De pair avec cette évolution la crise générale du capitalisme s'est encore aggravée.

Et maintenant, de nouveau, la discussion reprend sur les voies à suivre pour aller de l'avant. Bien que le système capitaliste existe encore dans la plus grande partie du globe, l'histoire a mis à l'ordre du jour la question de l'établissement par l'humanité de la forme supérieure de la société, d'où disparaît toute exploitation : la construction du communisme. Les vues de Enver Hodja et de ses acolytes rappellent de manière frappante et sur beaucoup de points les vues des trotskystes à l'aube des années vingt : les trotskystes avaient alors abandonné le travail de construction du socialisme, qui exigeait un effort constant de tous les jours, pour se lancer dans l'aventurisme et le verbiage. On sait que le courant trotskyste s'est misérablement effondré, et le mouvement communiste mondial, à l'étape actuelle de son développement, ayant atteint la maturité, a déjà condamné à l'avance de semblables vues à la faillite.

LES FINANCES DU VATICAN

UN récent scandale (l'aéroport de Rome), dans lequel sont « mouillés » jusqu'au cou d'importants prélats italiens, a attiré une fois de plus l'attention sur les manœuvres financières du Vatican. La presse bourgeoise a publié à cet égard des précisions... édifiantes.

En premier lieu, la « *Trésorerie pontificale* ». « ... Elle joue... le rôle d'une véritable banque d'émission, et possède une réserve d'or qui est la deuxième du monde, venant tout de suite après celle des Etats-Unis : on l'estime à 5.000 milliards de francs. Elle est déposée à la Federal Reserve Bank de Washington » (*Les Echos*, 17-5-1957).

« *L'Administration Ordinaire des Biens du Saint-Siège* »... « s'occupe du patrimoine immobilier, palais et églises, maisons de rapport, vastes propriétés agricoles, etc. Tout cela est réparti en sociétés civiles, de même que les grands travaux, comme l'aménagement du cours du Tibre, sous le couvert de la Société Terni et bien d'autres entreprises, en Italie et à l'étranger... On ne saurait évaluer ces propriétés directes et ces participations avec certitude, mais on a pu depuis la guerre en suivre un accroissement si substantiel qu'il faudrait envisager plusieurs dizaines de milliards, rien que pour l'Italie... Cette administration est encore chargée de l'importation, en franchise de douane naturellement, de tout ce qui peut être utile ou nécessaire aux deux mille habitants de la Cité du Vatican : charbon et pétrole, thé, café, sucre, etc., provenant des marchés où les conditions sont avantageuses et en quantités très vastes » (*Perspectives*, 7-2-1953).

« *Le Fonds des Missions* » (autre organisme financier) « s'est beaucoup accru par d'heureuses opérations de change, qui ont eu de 1944 à 1950 environ, un énorme développement et dont l'affaire Cippico a permis d'apprécier les dimensions immenses... On peut en trouver un indice dans le fait que l'Etat du Vatican... précisément pour assurer lui-même le service des missions, a mis sur pied l'organisation d'une marine marchande avec Registre Naval, etc... Ultérieurement il a trouvé plus simple de prendre, par l'intermédiaire de la Banco di Roma, qui est sienne comme chacun sait, une participation prépondérante dans une ou deux sociétés génoises d'armement et d'assurer ainsi d'une manière plus voilée l'autonomie financière de ses transports maritimes. Cela dit, le chiffre de cent millions de dollars pour ce fonds n'est pas exagéré » (*Perspectives*, id.).

« *L'Administration spéciale* » gère les participations industrielles de la Papauté. Selon *La Vie Française* (24-10-1958), « les fonds ont été versés dans les chemins de fer italiens, chez Fiat, où le Vatican domine en majorité... Grâce à cet apport d'argent frais (près de 2 milliards de lires 1929, versés à l'Eglise par le régime fasciste aux termes des Accords du Latran), la Fiat a pu reprendre l'une des premières places parmi les

constructeurs européens... Le Chianti se vendage sur des terres dont une grande partie appartient au Vatican... 18 % des actions de la Telefonica et d'importants capitaux à la compagnie d'aviation Alitalia ont été investis par le Saint-Siège... De vastes quartiers de Rome appartiennent au Vatican, où l'on construit sans cesse des immeubles de rapport. 7 ou 8 milliards de lires rentrent tous les ans dans les caisses de la Banca del Santo-Spirito... destinés à financer les pays où l'Office doit engager des frais considérables dans la lutte contre le communisme » (!!!!).

« La banque cantonale de Lucerne, celle de Saint-Gall, comptent le Saint-Siège parmi leurs meilleurs clients. Les Etablissements Von Erust, de Berne, les banques Weck, Arby et Cie, de Fribourg, ont de gros crédits auprès des financiers pontificaux. Les avoirs du Vatican en Suisse dépassent 400 millions de francs suisses. En France, le Vatican a investi 7 milliards dans les textiles, le papier, la laine. En Espagne, il possède 35 % des tramways de Madrid. 8 milliards au Portugal, dont 35 % du capital placé dans deux conserveries de poisson. Aux U.S.A., il a mis des fonds à la Warner Bros, à la chaîne de Télévision R.C.A., à la General Motors et dans les affaires de Du Pont de Nemours. En Amérique, ses biens sont évalués à 300 millions de dollars. Au Japon, les financiers du Saint-Siège ont placé des fonds dans des usines de bicyclettes et d'appareils de photos. Tous ces fonds permettent à l'Etat Pontifical de venir en aide aux personnes déplacées, aux réfugiés, aux léproseries d'Afrique, aux Missions, sans compter la préparation des prêtres qui, en grand secret, passeront de l'autre côté du rideau de fer » (*Vie Française*, id.).

« Aux U.S.A., le personnage de confiance de l'Administration Spéciale est l'archevêque de New York, le cardinal F. Spellmann, qui est d'une remarquable habileté : chose à peine croyable, un accord a été passé avec le gouvernement américain, qui autorise le Vatican à acheter l'onçe d'or à 34 dollars, au lieu du prix officiel et universel de 35 dollars » (*Perspectives*, id.).

Et voici enfin comment *Perspectives* présente le vaste racket que l'Eglise a fondé sur la crédulité publique : « Le camérier qui accompagne le Pape (pendant ses audiences) reçoit — pendant l'Année Sainte, ce fut merveilleusement abondant (*sic*) — les dons des fidèles : petits paquets d'or-monnaie, bijoux, chèques et à la fin ses bras sont chargés (*re-sic*) » (*Perspectives*, id.).

On voit donc que nos sources ne sont pas suspectes. C'est sur cette base matérielle (bien sommairement décrite) que l'Eglise appuie sa puissante entreprise d'abrutissement et de terrorisme intellectuel. La Calotte n'est pas à plaindre : elle se nourrit de l'exploitation de centaines de milliers de travailleurs de par le monde. Il serait anormal qu'elle ne tende pas à perpétuer cette exploitation.

IL NOUS FAUT UN GUÉPÉOU

par Louis ARAGON (1931)

Après les révélations de K sur le rôle sinistre de la N.K.V.D. (ou Guépéou) dans l'affaire Kirou, il n'est peut-être pas mauvais de rappeler les lignes écrites par Louis Aragon dans son poème : Prélude aux temps des cerises.

Je chante le Guépéou qui se forme
en France à l'heure qu'il est
Je chante le Guépéou nécessaire de France
Je chante les Guépéous de nulle part et de partout
Je demande un Guépéou pour préparer la fin d'un monde
Demandez un Guépéou pour préparer la fin d'un monde
pour défendre ceux qui sont trahis
pour défendre ceux qui sont toujours trahis
Demandez un Guépéou vous qu'on plie et vous qu'on tue

Demandez un Guépéou
Il vous faut un Guépéou

Vive le Guépéou, figure dialectique de l'héroïsme
qu'on peut opposer à cette image imbécile des aviateurs
tenus par les imbéciles pour des héros quand ils se foutent
la gueule par terre
Vive le Guépéou véritable image de la grandeur matérialiste
Vive le Guépéou contre dieu Chiappe et la Marseillaise
Vive le Guépéou contre le pape et les poux
Vive le Guépéou contre la résignation des banques
Vive le Guépéou contre les manœuvres de l'Est
Vive le Guépéou contre la famille
Vive le Guépéou contre les lois scélérates
Vive le Guépéou contre le socialisme des assassins du type
Caballero Boncour Mac Donald Zoergibel
Vive le Guépéou contre tous les ennemis du prolétariat

VIVE LE GUEPEOU.

revue des revues

COMMENÇONS par le Vatican.

La revue des bons pères jésuites, *Etudes*, a produit un numéro de décembre assez pâle, dans lequel une étude sur le cholestérol complète un article sur les vacances ; un assez long papier est consacré à la réfutation du mot de Jean-Louis Barrault sur Claudel : « Claudel n'a plus besoin de la fusée catholique, il est maintenant placé sur son orbite. » *Etudes* rétablit la vérité : Claudel est bien, d'abord, un membre éminent de la section de propagande de l'Eglise catholique ; à chacun son travail : il a tripoté Rimbaud, comme Mauriac a tripoté une demi-douzaine d'écrivains, de Baudelaire à Paul Nizan, pour en faire des apologistes romains.

Etudes s'intéresse chrétiennement aux manifestations algériennes du 17 octobre : « la soirée tragique du 17, où de sévères et parfois excessives répressions ont endeuillé Paris... ». « Parfois excessives », vous avez compris : les bons pères sentent bien qu'il faut calmer quelque peu nos frères algériens, mais point trop n'en faut. C'est connu : qui veut aller loin ménage sa monture !

Enfin, *Etudes* nous renseigne sur un colloque catholique franco-espagnol, qui s'est tenu du 27 au 29 octobre à Madrid. C'est là que le style pathelin s'étale dans toute sa beauté ; il existe des différences entre les points de vue français et espagnols : « saisie plus franche des problèmes du côté français, un point de vue plus large et plus réfléchi du côté espagnol » (p. 395). Il faut d'ailleurs souligner que « la connaissance des faits réels permet d'atténuer bien des préjugés, orchestrés à l'étranger, concernant l'intolérance espagnole ». De plus, le franquisme a vraiment du bon : « Certes, l'horloge espagnole marque, en plus d'un domaine, trente ou quarante ans de retard : mais, aux intellectuels lucides que le découragement risque d'envahir, il faut répéter que l'Espagne a du moins gardé ce que les autres ont perdu : des structures, des mœurs, une collectivité, une ambiance chrétiennes. Ce catholicisme de souche et de solera, enraciné dans la conscience populaire, a encore de quoi rendre jaloux et nostalgique l'étranger qui ne s'accommode pas de la vie de piété et de pratique religieuses exsangues de son pays » (p. 396). Il n'étonnera personne que « cette ambiance chrétienne » fasse pousser ficaille, prisons et fascisme comme fleur sur fumier. Ce sont les fruits qui poussent toujours à l'ombre du crucifié. Une légère réticence se fait d'ailleurs jour dans la conscience jésuite : s'il est vrai que « par sa fermeté (sic !) l'Espagne a réhabilité le beau mot d'orthodoxie », pourtant « l'appel au bras séculier, relayant l'appui de l'Eglise à l'Etat, a finalement engendré la coercition pure et simple » (p. 396).

Passons à l'aile gauche du Vatican : *Esprit*. Le numéro de décembre est un gros numéro spécial intitulé : « Vœux pour le concile. Enquête parmi les chrétiens. » A part cela, deux beaux poèmes traduits du poète russe Evtouchenko, dont le fameux « Baby-Yar » qui a fait tant de bruit en U.R.S.S., et un bon montage de citations de la presse hongroise sur les manifestations algériennes du 17 octobre.

Le numéro de novembre était plus intéressant : une étude de Vincent Monteil sur l'histoire des bureaux arabes, très richement documentée ; une série d'articles sur les problèmes internationaux (Berlin, le Congo, la France et l'O.N.U.) dans lesquels s'étaient tous les clichés traditionnels des petits-bourgeois progressistes : vive l'O.N.U. : l'auteur s'étonne de « cette incompréhension, cette hostilité irraisonnée de presque tous les secteurs de l'opinion publique française, de droite ou de gauche, à l'égard de l'Organisation mondiale » (p. 547) ; il explique d'ailleurs lui-même que l'O.N.U. ne peut être qu'une organisation de collaboration de classes et contre-révolutionnaire : « Certains voudraient en faire une force révolutionnaire, l'utiliser comme un instrument d'émancipation des peuples... C'est méconnaître qu'elle a été établie pour apporter la paix — qui vaut bien qu'on y pense — et non pas la guerre » (p. 555). Vive le gouvernement de Cyrille Adoula : « Il ne manque pas de signes encourageants. Le premier a été la constitution du gouvernement Adoula... C. Adoula est un conciliateur... Ses convictions social-démocrates le font souple dans le détail (sic !) bien qu'attaché à quelques grands principes » (p. 545). Entre le représentant des impérialistes américains et celui des capitalistes belges, celui des américains est certainement le plus civilisé : ses patrons ont à perdre moins que l'Union Minière sans cette histoire !... etc.

Enfin, un article sur la réincarnation politique de Dieu sur la terre (aux yeux de cette gauche radicale) : Pierre Mendès-France. Le ton s'enfle aussitôt et devient biblique : « C'est dans ce climat politique inquiétant... que la voix de Pierre Mendès-France, lors de sa récente conférence de presse, prend toute son ampleur et toute sa signification... Plus que jamais... Pierre Mendès-France nous est apparu comme une conscience morale et une voix politique honnête. C'est à dessein que nous insistons sur ces termes de moralité, mais aussi de moralité politique. Car c'est précisément au niveau de la moralité, de la moralité civique et politique que se situe, nous semble-t-il, le discours de Mendès-France... ce discours de Mendès-France doit être entendu comme un appel solennel à la conscience et à la volonté démocratiques des Français, quels que soient leurs choix et leurs préférences particulières. » (p. 608)

Outre l'appel peu discret à l'Union Nationale et Sacrée qui termine ce dithyrambe, il faut noter l'indécence de cette adoration pour un politicien radical responsable de la guerre d'Algérie et fier d'avoir déclenché cette guerre ; pour l'homme qui a commencé les saisies de journaux opposés à la guerre d'Algérie (saisies de *La Vérité*), pour le radical assez malhonnête pour quitter le gouvernement Mollet en demandant, par lettre publique, à ses amis d'y rester parce que c'était le « meilleur gouvernement » possible ; pour le politicien que les mœurs radicales traditionnelles ne dégoûtaient pas puisqu'il avait fait nommer son ami Jean-Jacques Servan-Schreider délégué de la fédération radicale de la Guinée, pour chiper quelques mandats, lors d'un congrès radical ! Peut-être, après tout, n'est-ce là que le signe d'une grande moralité, seulement un peu souple.

Preuves à sur beaucoup de ses consœurs l'avantage d'être une revue vivante, sans pédantisme et sans trop de prétentions. On y trouve beaucoup de bavardage, comme les articles de Bondy et A. Spinelli dans le numéro de décembre 1961 « Où va l'Occident ? » et surtout, dans ce même numéro, l'article du sentencieux L. Martin-Chauffier « Sur des violences racistes ». Martin-Chauffier manie l'ironie avec la lourdeur d'un éléphant : « On voulait épargner aux bon travailleurs algériens l'ennui de se faire abattre dans une impasse, la nuit venue, par les tueurs

du F.L.N.... Les "Français musulmans d'Algérie" n'apprécient pas comme il eût convenu cette façon de les priver de sortie...» (p. 12). Mais, enfin, il est contre les violences racistes ; il a le cœur grand et sa sollicitude s'étend aux policiers républicains : « On peut déplorer que soit rompue "l'unité de la police" : il me paraît plus juste de se réjouir en constatant que les éléments sains de cette force publique se manifestent enfin en s'opposant aux pires » (p. 15). Éléments sains ou malsains de la police, qu'est-ce que cela veut dire : le métier d'un policier c'est d'être un matraqueur au service de l'ordre bourgeois : qu'il matraque avec ou sans problèmes de conscience, la différence est maigre. Le jour du boulot, tous le font. Par contre, dans le même numéro, Alain Clément exécute, sous le titre « l'Allemagne de Fantomas », le soi-disant expert allemand de *l'Express* « Robert Jungk » avec beaucoup de vigueur ; Alain Clément vise d'ailleurs trop loin pour atteindre vraiment son but : sous couvert de dénoncer R. Jungk, dissimulé derrière ses « gens bien informés », « experts » ou autres « initiés » qui servent toujours à *l'Express* pour faire passer ses élucubrations les plus éhontées, Clément tente de démontrer qu'il est faux de considérer l'Allemagne de l'Ouest et la Bundeswehr comme le fer de lance antisoviétique de l'impérialisme occidental. Il n'y réussit guère. Deux autres articles intéressants : « Israël et l'Afrique », par M. Politi, qui analyse en détail la lente pénétration israélienne sur le marché africain, et « l'Affaire Albanaise », par Armand Gaspard.

Le numéro de janvier 1962 est meilleur : une analyse du « nouveau roman », par J.-B. Michel, sous le titre « Une littérature de l'ennui » ; un très bon résumé-critique, par J. Blot, des « Mémoires d'Ehrenbourg », publiées récemment en trois livraisons dans la revue soviétique *Novi mir*. « Les accents à la Sièyès » d'Ehrenbourg chiffonnent un peu J. Blot, qui résoud d'ailleurs, le problème de la conduite d'Ehrenbourg sous Staline avec une facilité tout à fait étonnante dans une revue organiquement antisoviétique : « Il n'a pas montré beaucoup d'empressement à se disculper. Toutefois, la position qu'il a gardée, on ne sait à quel prix (sic !), lui permet de rendre des services à la cause de la liberté » (p. 74). Point final.

La partie drôle, comique, du numéro est réservée à Georges Suffert ; ce dernier a commis un article : « Les Hérauts sont fatigués » (p. 3 à 8), qui est un régal. Au cours d'une tentative d'analyser l'évolution de l'intelligentzia française contemporaine, nous apprenons que M. Suffert a un médicament-miracle pour tirer la société française de la crise dans laquelle elle se trouve :

« Plus de génies solitaires. Chaque problème politique exprime une série d'intérêts divergents, de générosité affrontée, d'ambitions contradictoires ; sa solution ne peut être pressentie que par des équipes d'hommes de formations diverses, cherchant à découvrir les points de passage possibles (?), les zones d'intérêts communs (??), les goulots (???) qu'il faut purement et simplement faire sauter. Cette attitude est finalement nouvelle, elle rend désuet le style de travail des partis politiques classiques, suranné le mécanisme de la démocratie oratoire » (p. 7). Et voilà pourquoi votre fille est muette ! Ce charabia ne traduit qu'une conception sous-gaulliste du remplacement des mécanismes démocratiques bourgeois par des « équipes » de « spécialistes » ou de « techniciens » attachés à résoudre les problèmes en dehors de tout contrôle... sauf celui de l'état-bourgeois bien sûr, dont ces « technocrates » au-dessus de la lutte des classes (dépassée d'ailleurs !) sont les larbins.

Mais Suffert s'inquiète : la situation est mauvaise. Qu'à cela ne tienne : *« Vaille que vaille, un redressement s'opère »* (p. 8)... N'attendez pas une analyse du rapport des forces entre les diverses couches sociales ; pas du tout ; voici pour Suffert les signes mystérieux du redressement : *« L'intervention de la sociologie industrielle, l'accroissement du rôle des économistes ; les liaisons plus étroites entre intellectuels et syndicalistes, tout cela crée un climat nouveau »* (p. 8). Suffert se satisfait de peu.

À côté, l'article de David Rousset : *« L'U.R.S.S. rompt avec son passé »* paraît génial. Il comprend de bonnes choses : Rousset souligne une question qui, de fait, est importante : *« Alors que dans les cercles dirigeants de Moscou, il est de tradition d'affubler tous les tournants, même les plus secondaires, d'une interprétation théorique, fut-elle insane, celui-ci, de tous le plus chargé de conséquences, apparaît avec la brutalité rugueuse du fait nu »* (p. 9). La bureaucratie ne peut effectivement pas théoriser sa liquidation du culte de Staline et de certains aspects du stalinisme sans porter condamnation sur elle-même. Rousset met bien en évidence l'importance du mouvement de libération amorcé : *« que la bureaucratie ait ainsi affronté le risque de perdre les bénéfices de la mystification ancienne, de voir s'ouvrir le procès de ses propres responsabilités, de se savoir dans l'obligation de céder aux victimes et aux parents des victimes, maintenant honorés des postes et des biens, de ne pouvoir user de la même façon qu'hier de l'arbitraire, d'entrer dans la confrontation politique ; que tous ces dangers n'aient pas pesé assez lourd pour suspendre ses décisions montre à l'évidence quelle pression subit aujourd'hui l'appareil d'Etat, et qu'il s'agit bien là de signes précurseurs d'un cours social nouveau. Cela signifie que la croissance de la société russe impose cette condamnation. »* (p. 11)

Là-dessus se surajoute, sans la moindre logique, la conception de Rousset de la Nouvelle Classe... dont l'existence a été prouvée par l'ampleur du système concentrationnaire ! Par contre, dans sa tentative d'analyser les raisons de la déstalinisation, Rousset souligne bien que *« les déséquilibres internes de l'économie sont devenus un danger considérable pour les Russes dans l'affrontement mondial »* (p. 11). Il écrit : *« Ce qui, en vérité est mis en question, ce sont les relations bureaucratiques dans le procès de production »* (p. 12). Par qui ? D'après Rousset, par le corps des ingénieurs et des savants des industries les plus avancées du régime soviétique (« automation et industries nucléaires »). Quelle pression pourraient donc réaliser ces gens-là sur le tout puissant P.C. de l'U.R.S.S. ?

revue des livres

Guy-P. PALMADE :

CAPITALISME ET CAPITALISTES FRANÇAIS AU XIX^e SIÈCLE (1)

POUR une fois, voici un livre dont la prière d'insérer est loin de surestimer les qualités ; elle serait plutôt trop modeste : « Cette histoire de l'Argent est le portrait d'une classe en plein essor. Les structures économiques, mais aussi les milieux, les mentalités et les genres de vie y sont évoqués dans leur diversité et leur évolution. La personnalité balzacienne de quelques individus donne au récit un relief puissant. »

Faire une synthèse de l'évolution du capitalisme français au cours du XIX^e siècle en 292 pages est une entreprise délicate qui mène facilement aux schématisations sommaires, aux déformations, aux oublis grossiers. Dans l'ensemble le livre de Palmade évite ces divers défauts. Il retrace bien la courbe du capitalisme français au XIX^e siècle : piétinements jusqu'en 1848, essor fulgurant jusqu'aux années 80, épanouissement à la fin du siècle et signes de l'essoufflement qui se produira au début du XX^e siècle au moment même où le capitalisme allemand se développe avec une vitesse prodigieuse.

G.-P. Palmade dose judicieusement l'analyse des traits d'ensemble du capitalisme français à chaque stade de son développement et les monographies rapides de grandes familles industrielles et bancaires (les Rotschild, les Pereire, Mirès, les Schneider, les Peugeot, les Wendel, etc.).

Il serait inutile de discuter tel ou tel point de détail de cette excellente synthèse de vulgarisation. Il faut cependant noter que l'analyse du développement du capitalisme français au XIX^e siècle, faite par Palmade, n'est possible que parce que celui-ci utilise automatiquement la méthode marxiste. Cela gêne un peu l'auteur qui se justifie d'une manière assez curieuse. Utilisant pour définir le capitalisme la définition même de Marx, il explique alors :

« Il peut sembler imprudent... de partir ici de l'analyse de Marx. Mais nous n'en avons retenu qu'une formule générale, qui nous paraît acceptable pour tous, et spécialement utile pour l'historien, parce qu'elle permet de préciser et de fonder en raison l'opposition bien connue entre économie de subsistance et économie de profit. La « doctrine » chez Marx, la prise de position personnelle, ne commence qu'avec l'explication de la plus-value (caractéristique indiscutable, évidente même, du capital) par l'exploitation du travailleur » (p. 15).

L'auteur a bien soin, d'ailleurs, de ne pas nous dire qu'il juge fausse cette « doctrine » de Marx, mais on voit là à quel point la méthode d'analyse marxiste est inséparable du progrès des sciences sociales du point de vue de la bourgeoisie même, qui se l'est appropriée. Seulement, la bourgeoisie veut désamorcer le marxisme en même temps qu'elle s'en assimile une partie. Elle le divise en deux composantes : la méthode d'analyse, base de toute analyse historique sérieuse, et une « idéologie » hélas passionnelle et bien vieillotte !

Cette idéologie, elle colle pourtant si bien à la méthode qui la porte qu'elle rejaillit de temps en temps au milieu même du livre de G.-P. Palmade. C'est ainsi qu'après avoir montré que la bourgeoisie d'affaires n'était pas toujours, et à tous coups, belliciste, l'auteur conclut tristement : « Mais il est plus difficile d'écarter, quand on considère l'Europe au début du XX^e siècle, le souvenir obsédant de la phrase célèbre de Jaurès : "Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage." »

David STEIN.

(1) A. Colin, éditeur.

GUSTAVE REGLER :

LE GLAIVE ET LE FOURREAU (2)

(Autobiographie)

L'AUTOBIOGRAPHIE de l'écrivain allemand Gustav Regler est, à quelques détails près, celle d'une génération de militants ; elle est, du coup, une passionnante chronique de l'entre-deux-guerres. La boucherie des tranchées, où Regler se trouve à 18 ans, l'hôpital où l'on traque les simulateurs pour les renvoyer au front : c'est là qu'il devient homme. A Berlin, en 1918, il fait le coup de feu sous la direction des sociaux-démocrates contre les ouvriers révolutionnaires. Puis il comprend le rôle qu'il a joué : en 1919, il sera du côté des Conseils ouvriers en Bavière, échappera de peu à la répression.

Il connaît ensuite quelques années de vie tranquille et bourgeoise. Mais on ne peut « vivre en paix ». Bientôt, c'est la crise, la menace hitlérienne. « Jamais, » écrit-il, « des opprimés n'eurent ces chefs plus sots et plus lâches ». Hitler devient président et chancelier au moment où Regler corrige un article de la presse communiste annonçant son effondrement ! Dans l'émigration, c'est la lutte contre la propagande hitlérienne, les « Livres Blancs », puis Moscou, et la première désillusion devant la vie quotidienne et la servilité des écrivains officiels. C'est l'atmosphère étouffante de la grande purge de 1936, les procès, les arrestations en masse. On comprend que Regler ait respiré en Espagne, où l'on se battait ; et il s'est bien battu. Il fait un récit épique de la bataille de Guadalajara, « victoire des hauts-parleurs », où la propagande révolutionnaire décompose les légions mussoliniennes. Blessé au front, Regler quitte l'Espagne pour une tournée de propagande. Il retrouvera ses amis avec la guerre et l'internement au camp du Vernet. Puis c'est le Mexique, et ce sont les persécutions staliniennes. Car sa foi n'a pas résisté à l'ultime trahison, celle de la révolution espagnole.

Chemin faisant, que de portraits attachants : en Allemagne, Toller, « prophète aux yeux de hibou », poète et chef de l'Armée Rouge de Conseils bavarois, Willi Münzenberg, l'infatigable animateur de la presse et de l'édition, traqué par la Gestapo, et qui le sera bientôt par le Guépécu, Ulbricht, « jouant au Machiavel bureaucratique ». En Russie, Koltzov, ce journaliste de talent, stalinien sans illusions, qui sera fusillé en 1937 ou 1938, Maxime Gorki, débitant sur commande « des

sornettes dans toute leur banalité sans entraves», Vorochilov, « en train de se saouler systématiquement », Radek, cynique et débraillé, Boukharine, pétillant d'intelligence, Kamenev, discret et écrasé de tristesse, admirateur d'Ignace de Loyola. Avec eux, les visages des compagnons de route : André Gide, Barbusse, André Malraux, qui plaisante à mi-voix les discours officiels. En Espagne, Aragon, venu pour quelques heures « se faire filmer, la main droite posée sur le capot du camion », André Malraux encore, Alvarez del Vayo, le « pitre superbe », Koltsov de nouveau, André Marty, incapable et soupçonneux, conservant pourtant une pointe d'ironie, le communiste allemand Hans Beimler, évadé de Dachau, qui mourra devant Madrid, Pietro Nenni, le « parlementaire rusé comme un renard », Hemingway, intrépide correspondant de guerre, et d'autres visages, anonymes et vivants, ses compagnons des Brigades Internationales qu'il ne reniera jamais. Au camp du Vernet, Arthur Koestler, soucieux de ménager les bureaucrates du P.C. allemand, bénéficiant de mystérieuses protections : Dahlem, Gerhard Eisler.

Un livre à lire, car il est d'une qualité rare. A la fin de sa vie d'homme, Regler a compris que le parti pour lequel il a donné tant d'efforts et pour lequel ses amis ont donné leur vie n'était pas l'instrument de libération qu'il y a vu vingt ans durant. Il ne renie rien : simplement il témoigne.

(1) Plon, éditeur : 14,50 NF.

LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

par Ch. FAVROD (1).

TOUTE une littérature née de la guerre d'Algérie s'étale aux devantures des librairies. Ce genre de littérature présente toujours un contenu à peu près identique. D'abord une compilation de documents et de textes relatifs aux horreurs de la conquête. Ensuite l'auteur survole rapidement les responsabilités immédiates du conflit. Enfin nouvelle compilation de textes et de déclarations du F.L.N. Une analyse superficielle, ne tenant pas compte des classes en présence dans la Révolution algérienne, ne cherchant à déterminer aucune des racines sociales du combat militaire et politique entamé par le peuple algérien le 1^{er} novembre 1954, vise à présenter et à défendre le point de vue de la bourgeoisie libérale. M. Francis Janson dans « L'Algérie hors-la-loi » a ouvert la voie à cette littérature peu rigoureuse, dont M. Ch.-H. Favrod, journaliste suisse, nous offre un nouvel échantillon.

UNE INFORMATION PEU SCRUPULEUSE.

M. Favrod a voulu faire œuvre d'historien, ou du moins il entend que ses lecteurs le croient. Déformer les faits, en avancer d'autres qui ne sont pas tout à fait exacts, sans les vérifier, ce n'est pas faire là œuvre d'historien. Il est possible d'interpréter les faits selon telle ou telle optique, mais l'exigence la plus élémentaire que le lecteur est en droit de formuler est qu'on lui offre des éléments corrects d'appréciation. Prenons quelques exemples :

Page 68, nous apprenons que Chekib Arslan, qui indubitablement a joué un grand rôle dans la formation idéologique des dirigeants nationalistes nord-africains, « convainc Messali Hadj d'abandonner les communistes ». Or tous ceux qui ont quelque peu suivi les problèmes algériens savent que Messali a connu Chekib Arslan en 1935,

lorsque Messali s'était réfugié à Genève. Mais Messali Hadj a rompu avec le P.C.F. en 1925 ! Première erreur, somme toute peu importante.

La seconde l'est infiniment plus et confine au faux pur et simple : page 62 Favrod écrit : « En 1945 des provocateurs encouragent la revendication indigène pour l'écraser sitôt manifestée. En 1936 déjà dans leur lutte contre le projet Violette, les doriotistes ne craignent pas une momentanée alliance avec Messali Hadj parce qu'il est hostile à l'assimilation. » A la page 71 notre « historien » (?) réitère : « Messali Hadj fonde, en France, le Parti du Peuple Algérien. Tout en bénéficiant des conseils de Doriot, il échappe vite à son influence... »

L'action de Messali Hadj, fondateur du Mouvement national, peut être contestée ; pour notre part, nous estimons que le tournant de 1958 exprime son passage sur les positions de la bourgeoisie, mais utiliser sans vergogne le faux calomniateur pour le condamner caractérise assez bien les gens qui emploient de tels procédés. Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler que l'assimilation entre P.P.F. de Doriot et P.P.A. ne date pas d'aujourd'hui. Les stalinien et les libéraux de toutes espèces, qui approuvaient les massacres du Constantinois en 1945, colportèrent cette calomnie, cependant que Germaine Tillion, auteur d'un petit livre qui parut en feuilleton dans l'Express, renouvelait ce triste procédé en écrivant que le P.P.A. fut constitué sur « les conseils du colonel de la Rocque, leader d'une partie de la droite française ». G. Tillion dut admettre son « erreur » et une rectification fut publiée par l'Express.

Nous n'avons nulle envie de rectifier les élucubrations que le lecteur pourra relever dans une interview publiée par M. Favrod dans les pages 207 à 214 de son opuscule. On y apprendra curieusement qu'il faut classer parmi les plus féroces ennemis du peuple algérien pêle-mêle P. Lambert, Pierre Commin, défunt secrétaire général adjoint de la S.F.I.O., Alexandre Hébert (qui sera informé de son adhésion au « groupe Lambert »), Yves Déchezelles (qui apprendra pour sa part qu'il a été secrétaire des Jeunesses Socialistes), Cassou, Marceau Pivert, etc. Passons.

UN DÉMOCRATE.

Sur le plan des faits et de l'analyse le livre de M. Favrod ne présente donc... qu'un intérêt limité ; il est cependant utile ; la compilation de toute une série de citations aide à apprécier le point de vue bourgeois, bien que l'auteur ne puisse évidemment que donner des réponses superficielles basées sur une analyse libérale-bourgeoise qui ne l'est pas moins.

Les limites de la pensée de M. Favrod sont clairement indiquées tout au long de son exposé : les Français d'Algérie « sont incapables de comprendre que c'est parce qu'ils n'ont pas su s'associer à lui, alors qu'il en était encore temps, que le peuple arabe va le submerger... Du coup ils n'ont plus à se reprocher leur incurable aveuglement » (p. 60). Pour Favrod, l'histoire avant 1954 n'est qu'une suite « d'occasions perdues » ; le sort des fellahs qui ne peuvent survivre sans que les terres, appartenant à la grosse colonisation et aux gros propriétaires fonciers musulmans soient confisquées sans indemnité ni rachat, celui des travailleurs et des chômeurs qui ne pourraient être utilisés dans le circuit économique moderne sans une expropriation complète du capital financier ne l'effleurent même pas. Car pour M. Favrod la suprême espérance — faute de pouvoir la placer en Mendès-France — est De Gaulle. Signalons le tour de force que peut représenter pour un « historien » écrivant sur la Révolution algérienne d'omettre que le gouvernement français qui a engagé les hostilités le 1^{er} novembre 1954 était présidé par M. Mendès-France...

« Peut-on espérer qu'un arbitre prestigieux proclame l'unité du Magreb... persuadé les Algériens de toute origine de leur nécessaire solidarité et tente l'association franco-africaine ? » (p. 101). L'autodétermination, c'est-à-dire la seule indépendance politique, en partie arrachée, en partie concédée au peuple algérien par l'impérialisme français, tel est le contenu bourgeois de la « Révolution algérienne » vue par Favrod. Est-il besoin de souligner que cette indépendance politique, dont l'échéance paraît proche, préservera les positions essentielles du capital financier français en Algérie ?

Victor LEPAGE.

(1) Chez Plon, 234 p., 19,50 NF.

Pierre COURTADE :

LA PLACE ROUGE (1)

« LA PLACE ROUGE » est d'une banalité rassurante. Le passé et le présent de l'auteur permettraient, d'ailleurs, de le supposer. « La Place Rouge » traite — et maltraite — le problème de la déstalinisation. Le héros, Simon, est un petit bourgeois que Le Cuirassé Potemkine exalte et entraîne vers le Parti Communiste, mais qui n'adhère pas au « Parti ». Ses hésitations, ses problèmes moraux sont exposés au cours de discussions aussi longues qu'ennuyeuses où l'on patauge dans un marécage de phrases gauches, hésitantes, hachées sans raison, farcies de reprises et de redites qui visent à nous rendre l'atmosphère de la conversation.

Les personnages sont exemplaires, en ce sens, qu'ils sont stéréotypés : Simon l'intellectuel honnête qui fait fleurir les faux problèmes jusqu'à ce que le 20^e congrès provoque son adhésion pleine et entière à la ligne du parti ; Cazaux, le stalinien borné de l'appareil qui rompt avec le P.C. à cause du 22^e congrès, pour sombrer dans le gâtisme idéaliste ; Paul Grange, le jeune ouvrier héroïque fusillé par les nazis sous l'occupation ; le jeune juif russe, Sacha Bernstein, qui rentre en U.R.S.S., voit arrêter son oncle innocent, vit des années terriblement difficiles, mais retrouve enfin l'espoir et le bonheur avec l'arrivée au pouvoir de l'équipe Khrouchtchev.

Le roman est une longue tentative de justification de Courtade ; bien qu'il dise quelque part : « Aucun de nous n'aimait les idées avec un mais » (p. 61). Simon est l'homme du « oui-mais », le lâche intellectuel accompli, le stalinien édenté. Il ne retrouve ses dents que pour de basses perfidies :

« L'antisémitisme c'est du fascisme, mais il faut reconnaître qu'il y a beaucoup de Juifs qui sont des patrons, des mercantis. Et d'un autre côté il y a beaucoup de Juifs trotskystes » (p. 70). Comme on voit, la légèreté du style vaut bien l'élégance de la pensée.

Pour l'élégance, Courtade se rattrape ailleurs. N'oubliant pas qu'il fut maurrasien jadis, il écrit : « Ce que les gens ont été... Ça ne compte pas beaucoup, c'est ce qu'ils deviennent » (p. 101) ; parlant des procès de Moscou et malheureusement en retard sur Khrouchtchev, il dit : « il n'était pas surprenant que la Révolution russe ait été trahie par des hommes qui l'avait d'abord servie mais qui, au cours des années, dans l'exaspération des luttes intestines, avaient fini par se dégrader au point de chercher, à l'extérieur, des appuis et des complicités » (p. 129). (Mais) « ... il se persuadait qu'avec le temps le souvenir de ces événements s'estomperait »

(p. 129). Pourquoi donc ? C'est qu'il y eut quelques accrocs... Y voir autre chose que des accrocs c'est vouloir substituer la « révolution des Archanges, la vision de Métropolis à la révolution réelle avec ses problèmes et ses difficultés. »

Cette hypocrisie facile s'explique : Courtade méprise en fait ces ouvriers frustrés en U.R.S.S. de leur pouvoir de contrôle : « Comme beaucoup d'autres... j'avais pleuré en lisant les poèmes d'Aragon qui nous parlaient de la France de telle façon que nous n'avions plus aucun doute sur le parti qu'il fallait prendre, alors qu' autour de nous tant de bonnes gens — facteurs des Postes, employés des douanes, ajusteurs — inspirés par la morale des midinettes, faisaient sans hésitation le sacrifice de leur vie. » (P. 252).

Cette pénible confession justificative est ratée : on ne fait pas de bon ragoût avec de la viande avariée. Echappent à la médiocrité générale les parties du roman où Courtade ne pense plus à son personnage : l'aventure avec Justine, surtout (pp. 165-207) qui montre que Courtade sait raconter quand le romancier prend, en lui, le pas sur le prédicateur.

D. S.

(1) Julliard, éditeur.

FRANTZ FANON : LES DAMNÉS DE LA TERRE (1)

L E livre de Frantz Fanon a le grand mérite de ne pas s'ajouter aux kilogrammes de dissertations lexico-exotiques produites depuis des années sur les problèmes de la révolution coloniale. Malgré ses longueurs et un langage difficilement intelligible (largement emprunté aux techniques de la psychanalyse — Fanon était psychiatre de son métier), l'ouvrage conserve de bout en bout un ton sain qu'il doit au fait que l'anatomie qu'il nous propose du mouvement révolutionnaire dans les colonies s'appuie directement sur l'expérience des masses elles-mêmes, telle que Fanon l'a observée aux Antilles (son pays d'origine), en Algérie, et en Afrique Noire (où il a terminé sa carrière de fonctionnaire du F.L.N.).

Cette expérience, Fanon la décrit à différentes étapes, et sous le double point de vue de son contenu social et de ses formes d'organisation. Dans la phase coloniale, explique Fanon, la classe décisive de la société colonisée est un immense prolétariat agricole misérable, affamé, absolument déshérité, et qui n'a rien à attendre de la réforme de l'ordre existant, car ses revendications les plus immédiates (le pain, la terre) remettent radicalement en question le fondement matériel de la domination du colonat : la propriété foncière, et la surexploitation de la main-d'œuvre agricole indigène. C'est dans les campagnes que la révolution trouvera ses bases sociales. C'est aussi dans les campagnes que les troupes colonialistes seront défaites par les paysans armés dont l'exigence minimum est l'expropriation du colonat et la réforme agraire. C'est ce qui confère à la lutte son âpreté exceptionnelle, et son caractère impitoyable.

Dans la lutte nationale, les paysans sont flanqués d'un prolétariat urbain dispersé, relativement privilégié, alourdi par un lumpen-prolétariat pléthorique (masse de manœuvre entre les mains de l'impérialisme), et d'une bourgeoisie débile et embryonnaire. Fanon n'insiste guère, à ce propos, sur l'existence dans certains pays d'une féodalité indigène qui partage une partie des terres avec le colonat

européen (p. 117). Enfin, dans cette société, les intellectuels colonisés forment un groupe à part (dont F. analyse le comportement dans des pages qui sont parmi les meilleures du livre p. 35-39) qui occupe une position stratégique importante : à une première étape, l'impérialisme le retient comme otage ; par la suite, il constitue les cadres du parti nationaliste et de l'armée de libération ; il arrive enfin, après l'indépendance, qu'il prenne sa part dans la mise à sac du pays par la jeune bourgeoisie nationale vorace et corrompue. De cette bourgeoisie morte-née, portée au pouvoir à l'issue de la lutte nationale, Fanon brosse un tableau sans indulgence (p. 113-135). Dans la phase coloniale, la bourgeoisie nationale est l'un des rouages du système d'exploitation du pays colonisé, « l'agent d'affaires de la bourgeoisie occidentale ». Dans la phase nationale, cette bourgeoisie locale, « incapable d'accumuler du capital », va organiser son pays en « lupanar de l'Europe ». C'est derrière elle, qui empêche les prébendes, les pots de vin et les royalties, que les rapports d'exploitation impérialistes se maintiendront dans le pays « libéré ». « Ce rôle lucratif, dit F., cette fonction de gagne-petit, cette étroitesse de vues, cette absence d'ambitions symbolise l'incapacité de la bourgeoisie nationale à remplir son rôle historique de bourgeoisie ».

Contre cette bourgeoisie, et l'Etat terroriste qu'elle tend à instaurer (il le sera d'autant plus que la classe au pouvoir est plus faible), Fanon propose diverses mesures (par exemple : la décentralisation administrative, la nationalisation du secteur tertiaire, l'autonomie du parti national et de l'appareil d'Etat, etc.). Mais la question vient immédiatement : qui prendra à son compte et imposera ces mesures ? Pour Fanon, c'est le parti, que l'on aura réussi à sauver (Dieu soit comment !) du naufrage de la bourgeoisie nationale. Le problème reste de savoir quels intérêts sociaux représentera ce parti. Fanon semble admettre que la paysannerie (dont il ne fait plus mention après l'issue victorieuse de la guerre nationale), classe hétérogène, démobilisée, et que ses intérêts de classe ne portent pas au-delà de la satisfaction des revendications nationales et démocratiques (la réforme agraire en premier lieu), n'est pas à même de prendre sur elle la conduite de l'Etat National. La classe ouvrière, malgré son isolement, sa faiblesse numérique, et la fragilité de ses organisations peut-elle mener cette tâche à bien ? Fanon ne le dit pas. Mais toute son analyse suggère précisément que si le prolétariat colonisé appuyé par les organisations paysannes n'a pas atteint un niveau de conscience et d'organisation suffisant pour prendre la tête du pays, alors c'est à la bourgeoisie que reviendra la responsabilité de défendre contre les tentatives de restauration les conquêtes de la révolution nationale, et l'on se trouve ramené au cas précédent. Il est vrai que le prolétariat des pays sous-développés ne pourrait remplir ce rôle que si, dans les métropoles impérialistes, la classe ouvrière réussissait à cloquer sur place sa propre bourgeoisie. Or Fanon exclut par avance cette hypothèse. A l'appel que leur lançaient les prolétaires colonisés, écrit-il, « les travailleurs européens n'ont pas répondu... C'est que les travailleurs européens se sont crus, eux aussi, concernés par l'aventure prodigieuse de l'Esprit Européen » (p. 241). Voilà une interprétation pittoresque de la trahison des directions « ouvrières » occidentales, qui portent au premier chef la responsabilité de l'isolement des prolétaires colonisés. C'est là qu'il faut chercher, et non ailleurs les causes de la dégénérescence des jeunes Etats Nationaux des pays sous-développés. Pour ne pas l'avoir vu, F. commet des erreurs particulièrement délirantes lorsqu'il analyse, par exemple, le problème de la « voie africaine au socialisme » (p. 149-151), ou du développement économique des pays arriérés (p. 73-79 et p. 240) ; c'est également pourquoi il ne peut nous offrir qu'une conception volontariste bien peu

satisfaisante de la nature et de la fonction du parti révolutionnaire dans les pays colonisés.

C'est également de l'interprétation spiritiste de l'abstention de la classe ouvrière métropolitaine que s'inspire la préface de M. Jean-Paul Sartre, qui s'adresse aux travailleurs français en ces termes : « ... votre passivité ne sert qu'à vous ranger du côté des oppresseurs... Vous savez bien que nous sommes des exploités... ». A la différence près que M. Jean-Paul Sartre, étant l'un des principaux artisans de ce délire spiritiste, est bien mal venu aujourd'hui, à pleurer sur les tares de notre société (dans laquelle, par ailleurs, il trouve largement son compte).

Fanon ne se réfère que rarement au cas algérien, mais la démonstration est trop claire pour que ses lecteurs n'y soient pas constamment ramenés. Et, à cet égard, le livre est plus un avertissement pour l'avenir qu'un satisfecit pour le passé. Malgré son caractère inachevé, le livre de Fanon est un indicé positif de la maturité politique de certains révolutionnaires algériens. Comme il est positif que Fanon, l'un d'eux, ait pu écrire : « La nation n'existe nulle part, si ce n'est dans le programme élaboré par une direction révolutionnaire et repris avec enthousiasme par les masses ».

(1) Maspero, éditeur : 13.50 NF.

JACQUES CHARBY : L'ALGÉRIE EN PRISON (1)

CE petit livre est un récit honnête de l'expérience de la vie des Algériens emprisonnés à Fresnes, faite par un intellectuel de gauche, arrêté sous l'inculpation d'aide au F.L.N. Le livre est divisé en deux parties : la première, *Les Policiers*, décrit le traitement que Charby eut à subir de la part des inspecteurs de la D.S.T. Le moins que l'on puisse dire est que ce chapitre est instructif.

La seconde partie *Les Frères* est une description intéressante de la vie des militants F.L.N. emprisonnés : organisation de la vie matérielle, politique, culturelle. Charby y montre d'ailleurs une naïveté gentille mais ahurissante. C'est ainsi qu'il écrit :

« Moi qui les ai vus, ces camarades, ces frères, supporterai-je, sans crier mon indignation, que les 50.000 patriotes algériens détenus dans les prisons ou les camps français soient soupçonnés de n'agir que par l'appât du gain ou par sauvagerie pure ? Supporterai-je que notre presse continue de présenter cette guerre comme le fait des « révolutionnaires de palaces » et de « quelques terroristes » ? (p. 45)

On voit qu'à la septième année de la Révolution algérienne Charby se pose des problèmes de conscience bien actuels ! Il écrit plus bas qu'il est « convaincu que ce peuple aspire à la démocratie authentique où chacun s'exprime, où chacun compte » (p. 54). Tout au long du livre c'est la seule idée politique avancée sur les fondements de la lutte révolutionnaire engagée par le peuple algérien depuis le 1^{er} novembre 1954. On avouera que c'est un peu maigre.

Enfin, J. Charby nous apprend en passant que les seuls conférenciers de l'extérieur admis par l'administration de Fresnes à visiter les détenus algériens sont ceux de *Pax Christi*. Les aumôniers s'infiltrèrent partout : des lycées aux prisons ; ceux destinés aux Algériens sont certainement « de gauche ».

J.-L. SIMON.

(1) Editions de Minuit, 106 p. 3,90 NF.

W. L. SHIRER :

LE TROISIÈME REICH DES ORIGINES A LA CHUTE (1)

CORRESPONDANT de presse américain à Berlin pendant la montée et l'arrivée au pouvoir du nazisme en Allemagne, W. L. Shirer a écrit sur l'hitlérisme un gros livre tout à la fois passionnant et décevant.

Passionnant d'abord, parce qu'il émerge de la foule des ouvrages consacrés à cette période de l'histoire par l'ampleur d'une documentation en grande partie inédite. Shirer a eu accès à de nombreux documents qu'il a été le premier à utiliser publiquement. Il ne semble pas d'ailleurs que son choix ait été bien fameux : Shirer a été guidé, dans ce domaine, par deux considérations : tirer au clair mille petits faits de la toute petite histoire du III^e Reich, nous retracer minutieusement l'histoire militaire du régime hitlérien, et tout particulièrement de la seconde guerre mondiale, il fait ainsi clairement apparaître le degré de dégénérescence intellectuelle, sexuelle, morale et physique qui caractérisait les maîtres du nazisme ; d'un autre côté Shirer fait de l'ensemble de la guerre de 1939-1945, un récit à la fois vif, précis et plus d'une fois éclairant. Mais les dépravations et les amours ridicules d'Hitler, la passion de Goering pour les bijoux et les chemins de fer électriques, la sauvagerie obsessionnelle d'Hitler ne sauraient déterminer le cours de l'histoire quelle que soit l'importance du rôle qu'elles jouent dans le déroulement de l'histoire ; et la lecture du second tome entièrement centré sur l'histoire militaire de la guerre mondiale est bien décevante : seulement de très vagues indications sur l'économie de guerre nazie, en passant, à propos des camps de concentration ; aucune analyse sur l'attitude des diverses couches sociales à l'égard d'Hitler, au fur et à mesure qu'il s'enfonçait dans le chaos, alors que nous avons droit à d'interminables pages creuses sur les cas de conscience des généraux du haut commandement et leur soi-disant opposition, toujours renvoyée à demain ; sur l'immense conflit d'intérêts que fut la guerre, heurt entre impérialismes nantis et impérialismes affamés, plus d'une fois prêts à s'entendre sur le dos de l'U.R.S.S., Shirer n'a pas une seule explication à fournir.

C'est par là que l'ouvrage, en effet, est décevant : Shirer n'explique jamais rien. S'il ordonne bien, et avec un talent certain de journaliste, les matériaux qu'il a à sa disposition, il n'en tire au fond qu'un maigre profit. On se prend à penser, plus d'une fois, que la montagne accouche d'une souris. Comment le parti nazi s'est-il transformé, d'un parti de sept membres, dont trois fous, en une organisation de masse, capable de briser le P.C. et le P.S. pour les besoins du grand capital, Shirer ne cherche jamais à l'approfondir.

On touche par cet exemple — on pourrait en choisir vingt autres — à la grande faiblesse du livre : s'il apporte sur plusieurs points des précisions ou des retouches intéressantes, il ne permet en aucune mesure de répondre à aucun

des problèmes que pose l'ascension rapide et l'installation de l'hitlérisme en Allemagne.

Bien sûr, Shirer est amené par sa profonde connaissance des événements à toucher parfois à quelques questions. C'est ainsi qu'il note, à propos de l'effondrement des sociaux-démocrates et des communistes : « On ne peut pas dire qu'ils succombèrent en combattant » (p. 221). Il note sur la tactique du P.C. : « Les communistes, à la demande de Moscou, consacrèrent toutes leurs forces à la tâche stupide de détruire d'abord les sociaux-démocrates, les syndicats socialistes... » (205). Ce qu'il dit des sociaux-démocrates est, dans la bouche d'un historien libéral, particulièrement savoureux :

« Quatorze années de participation politique à la République, quatorze années passées à accepter tous les compromis nécessaires pour maintenir les gouvernements de coalition avaient sapé la force et l'ardeur des sociaux-démocrates, si bien que leur parti n'était plus guère maintenant qu'un groupe de pression opportuniste, décidé à marchander des concessions pour les syndicats... Il leur manquait l'esprit de décision... C'était un parti las, défaitiste, dominé par des hommes âgés, pleins de bonnes intentions, mais pour la plupart médiocres... ils étaient... trop brouillons, trop timides... comme ils l'avaient bien montré par leur incapacité à agir quand Von Papen dépêcha un peloton de soldats pour détruire le gouvernement constitutionnel de Prusse » (205-206).

Mais Shirer ne va pas plus loin que cette analyse psychologique, et c'est toujours là que s'arrêtent ses tentatives d'explicitation du nazisme, d'ailleurs rares : car Shirer se sent faible dans ce domaine. Une fois la tâche de nous montrer dans Fichte, Wagner et Nietzsche les pères spirituels du nazisme, il se contente de raconter, en hésitant par-ci par-là sur la responsabilité collective du peuple allemand. Parfois il incline pour la responsabilité collective, puis il note que, malgré la terreur, et l'assassinat, le mouvement nazi perdit de nombreuses voix aux dernières élections légales, qu'Hitler arriva au pouvoir « par la petite porte, grâce à de sordides négociations politiques avec les réactionnaires de l'ancienne école » (204), il voit enfin que le nazisme était l'arme du patronat : « Les grands hommes d'affaires, apaisés par les promesses que le nouveau gouvernement allait remettre les travailleurs organisés à leur place et laisser le patronat mener ses affaires comme bon lui semblait furent priés de fournir des fonds » (p. 210). Collectivement responsable ou non ? Au fond, Shirer ne sait que répondre à cette question. Son livre entier est à cette enseigne. Il tourne toujours court au moment décisif, parce que Shirer ignore tout du marxisme. En bon libéral américain — bien inférieur en cela aux historiens libéraux français, tous plus ou moins imprégnés de méthodes d'analyse marxiste — Shirer ignore la lutte des classes et les fondements de l'analyse marxiste, intégrés pourtant aujourd'hui à la science historique (2). Incapable de comprendre que le fascisme est l'ultime, barbare et coûteux moyen de défense d'un capitalisme en crise, Shirer se noie dans les considérations psychologiques, les indignations morales, les intrigues pour mininettes, les histoires de chancelleries, les ragots diplomatiques. Plus que lui, cela juge toute une conception de l'histoire.

David STEIN.

(1) 2 tomes. Editions Stock.

(2) Cf. notre critique du livre de G. Palmade.

GIUSEPPE BOFFA :

LE GRAND TOURNANT : DE STALINE A KHROUCHTCHEV

GIUSEPPE BOFFA a été pendant 5 ans correspondant en U.R.S.S. de l'Unità, l'organe du P.C. italien. Il en a rapporté **Le grand tournant**, chronique et justification de la déstalinisation, et tentative d'explication du stalinisme.

Le ton de la chronique est fort différent de ce qu'il eût été à l'époque stalinienne. Boffa dit qu'il est parti en U.R.S.S. sans illusions, sachant qu'il n'y trouverait pas un paradis. Il nous décrit une vie rude, une société différenciée, et nous fait un récit animé des deux années du « dégel ».

Malgré des précautions oratoires parfois comiques — on avait pour Staline « de l'admiration et même... de la crainte » — Boffa porte, en définitive, un jugement sévère sur l'ère stalinienne. Les méthodes de Staline, pour lui, « portèrent gravement atteinte aux progrès de l'U.R.S.S. Elles firent disparaître beaucoup de cadres capables ; elles anéantirent de précieuses énergies ; elles dissipèrent de grandes ressources humaines ; elles aggravèrent beaucoup de problèmes et les laissèrent sans solution. Aussi peut-on dire que ce n'est pas grâce à ses méthodes, mais bien malgré elles, que la société soviétique est allée de l'avant ».

Boffa juge insuffisante l'explication donnée au XX^e Congrès sur le « culte de la personnalité », et cherche dans la société soviétique les causes véritables du stalinisme. Il les trouve dans le développement de « certains éléments de direction » devenus « des îlots bureaucratiques ». Il prend comme exemple Béria, dont le pouvoir « soustrait à tout contrôle, put se situer au-dessus du Parti et de l'Etat ». Mais cette « arme formidable », ce pouvoir « ne représentait rien, ne s'appuyait sur rien, sinon sur l'arbitraire, et l'arbitraire est étranger à la société socialiste ».

Toute la thèse de Boffa est dans ces quelques phrases. Pour lui les « thèses trotskystes de la dégénération (sic) bureaucratique » sont « stupides ». Il ne reconnaît l'existence « d'éléments bureaucratiques » que pour nier l'existence d'une bureaucratie. Des mythes staliniens, il ne démolit que ce qui justifie Khrouchtchev, et maintient l'essentiel. Pour lui, c'est dans la plus totale démocratie que Staline a vaincu l'opposition de gauche. C'est à juste titre qu'il a fait condamner les vieux bolcheviks dans les procès de Moscou, même s'il était un peu exagéré de les traiter d'espions. Les véritables « abus » ne se sont produits que dans les dernières années de Staline. Ainsi le journaliste italien peut-il soutenir à la fois l'attitude de Khrouchtchev vis-à-vis de Staline, et celle de Staline vis-à-vis de Trotsky.

Il ne reste pas grand-chose de ces affirmations puérides après un examen sérieux. Et, malgré les déclarations d'intention, Boffa en revient à l'explication par la personnalité. Fort heureusement le tableau de la société soviétique suggère d'autres explications. Le développement des forces productives, la croissance numérique du prolétariat et sa prise de conscience sont de moins en moins compatibles avec le pouvoir de la bureaucratie. Le « grand tournant » a été, comme il le dit lui-même, un « changement de style » : la bureaucratie essaie de survivre en s'adaptant. Mais la contradiction ne cesse de s'accroître. Et le « grand tournant » de la déstalinisation n'est que la première étape de la crise qui mène à la révolution politique et à la reprise du pouvoir par les Conseils — Soviets — déposés par la bureaucratie de Staline. (Maspero éd., 22 NF.)

F. M.

S. P. E. L.

5, rue de Charonne, Paris (11^e)

Ouvrages de fond

ANH VAN & J. ROUSSEL :	
Mouvements nationaux et luttes de classes au Viet-Nam, brochure in-8°, 83 pp.	2,00
BLANQUI :	
Le Toast de Londres (février 1851), polycopié	0,10
R. LUXEMBOURG :	
Assemblée nationale ou conseils ouvriers ? 16 pp.	0,50
R. LANGLADE :	
Comment de Gaulle a pris le pouvoir, 44 pp.	1,00
P. LAFARGUE :	
Les 1 ^{er} mai 1890 et 1891 en France, 13 pp.	0,50
LENINE :	
La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer, in-8, 32 pp.	0,50
Appel aux mères, polycopié	0,10
F. MANUEL :	
La révolution hongroise des conseils ouvriers, grand in-8°, 68 pp.	2,00
P. SCALI :	
La révolution bolivienne, 38 pp.	0,50
S. SIMON :	
La grève générale belge, 62 pp.	1,75
L. TROTSKY :	
L'état ouvrier, thermidor et bonapartisme, polycopié, 22 pp...	0,60
Le traité de Versailles, polycopié, 9 pp.	0,30
Sur la question juive, polycopié	0,10
Lettre ouverte à Vanderwelde, polycopié	0,10
Romain Rolland remplit sa mission, polycopié	0,20
La révolution permanente (thèses), polycopié	0,20
La révolution étranglée (Chine), polycopié, 12 pp.	0,50
Leur morale et la nôtre, polycopié, 36 pp.	1,00
Lénine (article de l'Encyclopédie britannique), polycopié	0,50
Encore une fois sur la nature de l'U.R.S.S., polycopié, 12 pp. ..	0,30

Discussions sur le programme transitoire, photocopié	0,30
L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV ^e Internationale, programme de transition, imprimé, 38 pp.	1,25
Le marxisme et notre époque, imprimé, 30 pp.	0,90
Jean Jaurès, imprimé, 16 pp.	0,50
La Commune de Paris et la Russie des Soviets ; les leçons de la Commune, imprimé, 32 pp.	0,90
Lettre à Jules Guesde ; la famille Declercq, imprimé, 8 pp.	0,30
Qu'est-ce que le nazisme ? imprimé	0,30
Rosa Luxembourg et la IV ^e Internationale, etc. (voir Luxembourg)	0,50
Bolchevisme et stalinisme, imprimé, 32 pp.	0,50
Ma vie (édition condensée par Trotsky), imprimé, 220 pp. ...	6,00
Victor SERGE :	
Vie des révolutionnaires, photocopié, 25 pp.	0,70
W. WILNY :	
L'avenir de l'U.R.S.S. (1952), imprimé, 16 pp.	0,60
XXX :	
L'affaire André Marty, imprimé, 32 pp.	0,50
L'Armée Rouge, 7 dessins photocopiés	0,10
Bulletin du Comité de la IV ^e Internationale, photocopié, 1954, n° 2, 3, 4	Ensemble 2,00
La calomnie, facteur de division, imprimé, 16 pp.	0,50
Contre la misère, le gaullisme et la guerre, 1949, imp., 8 pp.	0,10
Cahiers Rouges n° 1 (seul paru), imprimé, 60 pp.	1,20
La grève des banques, juillet 1957, imprimé, gd in-8°, 24 pp.	0,50
Indo-Chaîne, imprimé, 21×27, 32 pp., satirique	1,00
Paroliers : recueil photocopié de chants	0,80
Parti et syndicats, photocopié, 21×27, 29 pp.	1,00
Quatre militants trotskystes traduits devant le tribunal militaire, imprimé, 92 pp.	1,00
Le syndicat des charpentiers en fer accuse, imprimé, 32 pp.	2,00
Le syndicat aux syndiqués, revue photocopiée, 21×27, 12 pp.	0,20
El Socialist Workers Party y la guerra imperialista (1945, Mexico), imprimé, 63 pp.	1,00

Envoi franco contre un mandat au C.C.P. : S.P.E.L., Paris 6032-01.

la vérité

Rédaction et administration :
5, rue de Charonne, PARIS-XI^e

SOMMAIRE

NOTES EDITORIALES	I
UN JUGEMENT	12
POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE dans les entreprises et les syndicats	18
APPEL pour la démocratie ouvrière	32
Pierre LAMBERT : Indépendance nationale et révolution	33
David STEIN : APRES LE XXII ^e CONGRÈS : Aspects de la société soviétique	43
X. : La situation au Sud-Vietnam	55
Gérard BLOCH : Quelques enseignements de la grève générale belge (II)	68
Abdoulaye DIALLO : La fin d'une illusion (Guinée)	85
Alexandre YACHKINE : Les leviers (extraits)	91
Balasz NAGY : La réunion constituante du conseil central ouvrier de Budapest	99
DOCUMENTS	104
REVUE DES REVUES	112
REVUE DES LIVRES	116
S.P.E.L.	127

ABONNEMENTS

Abonnement ordinaire. — 1 an (4 numéros) : 7,50 NF - Etranger : 8,50 NF.

Abonnement combiné, donnant droit, avec chaque numéro de la revue, à une brochure. — 1 an (4 numéros) : 10 NF - Etranger : 11,50 NF.

Tous versements au C.C.P. - S.P.E.L. 6032-01 PARIS

Avec les numéros 522 et 523, les abonnés à l'« *abonnement combiné* » reçoivent : la nouvelle édition de « *La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov* », de Léon Trotsky, et une brochure, actuellement sous presse, contenant tout le dossier de la campagne pour la démocratie ouvrière. La nécessité de rééditer au plus tôt, après les déclarations de Khrouchtchev au XXII^e congrès, la brochure de Trotsky nous a obligé de remettre à une date ultérieure la parution de « *L'actualité du manifeste communiste* », annoncé dans notre précédent numéro.

